

1980/ Septembre — BDIC

alternatives

non violentes



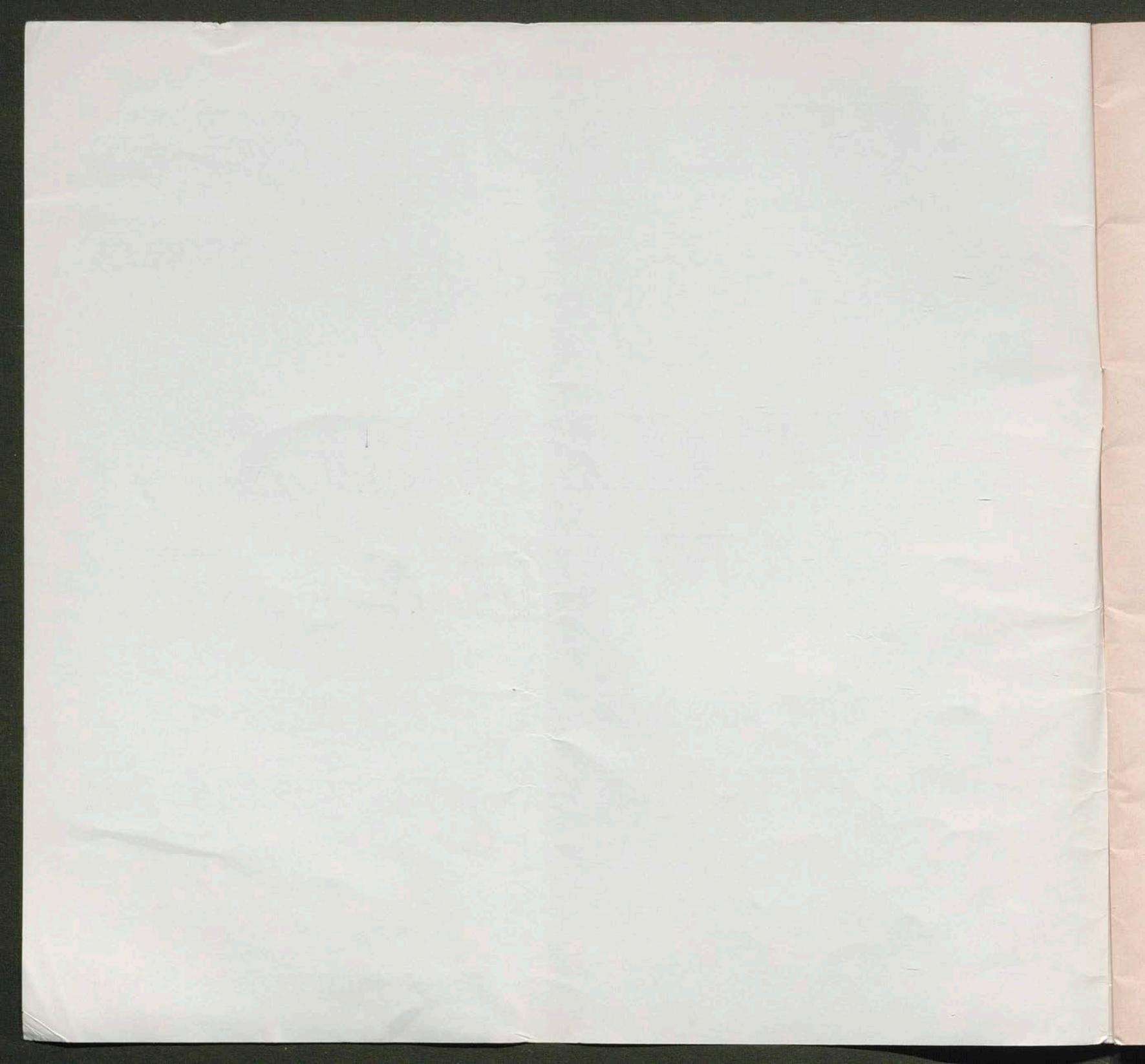
VIOLENCES BANALES

- Un dialogue Michel BOSQUET - Serge JULY
- Denise VAN CANEGHEM : une psychologue de la Paix

38

8° P. 6112

revue trimestrielle 15 f



éditorial :

la fessée et la guerre

Par Jacques SEMELIN

Au moment où certains évoquent allègrement le déclenchement possible d'une troisième guerre mondiale, il pourrait paraître quelque peu dérisoire de se préoccuper des manifestations de la violence quotidienne. Pourtant, ce reproche nous est parfois adressé : vous dénoncez les « grandes » violences - la guerre, l'exploitation du Tiers-Monde, la domination des Etats - mais vous ne dites rien de ces « petites » violences dont nous sommes les témoins, les victimes... ou les acteurs.

LES TEMOINS : lorsque par exemple, nous croisons dans la rue, le métro, ce travailleur immigré qui, peut-être pour la énième fois, doit se plier à un contrôle de police « routinier ».

LES VICTIMES : malades que nous sommes d'étouffer dans des villes trop encombrées et bruyantes, plus encore, de subir un rythme de travail et de vie déséquilibrant pour l'organisme.

LES ACTEURS : quand, inconsciemment ou non, nous voulons imposer notre point de vue à l'autre, à l'enfant en particulier, sans reconnaître son droit à la différence.

Ainsi, ce dossier sur les « violences banales » est né de la volonté d'aborder un sujet que nous maîtrisons mal au niveau de notre réflexion, que nous négligeons trop au niveau de notre action.

Cependant, ce numéro terminé, disons tout de suite que nous ne savons toujours pas très bien ce qu'est une « violence banale »... Dans « banal », il y a l'idée de quotidien, d'anodin, d'entremêlé à la vie courante ; ce qui nous renvoie à une introspection vigilante, à la qualité de notre relation humaine, à l'attention à ces « petites choses » de l'existence. Il y a également l'idée d'une violence répétitive, collective, d'un « mal commun » auquel l'homme moderne s'est habitué, comme par exemple, les accidents de la route. Il y a encore l'idée d'une violence permanente, ordinaire, totalement différente de la violence spectaculaire déclenchant les projecteurs de l'actualité, tel le mépris que l'ouvrier peut éprouver chaque jour, lorsque de mille manières, ses chefs lui font ressentir qu'il est un « pas grand-chose ».

Mais qu'y-a-t-il de commun à ces différentes appréhensions de la banalité de la violence ? Parce que la réponse à une telle question est loin d'être évidente, nous avons renoncé à en proposer une interprétation limitée. En ce sens, ce dossier est fait, pour une part, de témoignages, d'expériences rapportées, d'articles de presse significatifs reflétant par là-même sa dimension impressionniste et son acceptation multiple.

Malgré tout, nous avons cherché à mieux comprendre, à approfondir ce que recouvre cette notion. Dans cette perspective, il apparaissait opportun de rencontrer des journalistes qui, étant amenés régulièrement à commenter certains faits d'actualité, certains faits de société, devaient avoir à dire sur le sujet. Pour cela, il nous a semblé intéressant de réunir tout particulièrement, sous la forme du dialogue plus que du débat contradictoire, Michel Bosquet et Serge July : Michel Bosquet, parce qu'il a su attirer l'attention des lecteurs du *Nouvel Observateur* sur les conséquences écologiques et humaines d'un capitalisme considéré du point de vue du quotidien ; et Serge July parce qu'il est le porte-parole d'un journal, *Libération*, qui s'est illustré par son traitement original du « fait divers » montrant en quoi il est révélateur d'un dysfonctionnement social.

Par ailleurs, la réflexion spécifique du psychologue, notamment sur la fameuse question de l'agressivité, méritait d'être en bonne place dans ce numéro. C'est ce que nous avons fait en allant interroger longuement Denise Van Caneghem, auteur d'un ouvrage trop peu connu, *Aggressivité et combativité* (PUF, 1978), lequel, tout à la fois, conforte et interroge nos options non-violentes.

De toutes ces investigations, il est possible de dégager, de proposer plusieurs pistes de réflexion.

- La violence banale, ce peut être l'inconscience de la violence : c'est là une définition par la négative que nous suggère Paul Virilio. Nous sommes tellement habitués à certaines formes de violence dans nos rapports humains que nous ne les percevons plus comme telles. Cette « douce » violence permanente du temps de paix, qui se targue au besoin de la « bonne conscience », se distingue nettement de la violence extrême, momentanée, du temps de guerre.

- La violence banale, c'est l'instrumentalisation des rapports humains : à partir de la belle définition qu'il nous donne de la violence (« La violence est le négatif de la tendresse »), Michel Bosquet montre comment l'extension démesurée de notre civilisation technicienne « instrumentalise » les rapports humains. Nous avons en quelque sorte « incorporé »

la violence technicienne, ce qui se manifeste de deux façons : par la maladie (notre corps ne pouvant s'adapter à un mode de vie astreignant), et par un « traitement mécanique » de l'autre, celui-ci étant perçu comme une chose, non comme un être sensible.

- La violence banale, c'est la violence d'oppression vécue au quotidien : une telle définition nous renvoie à des analyses familiaires, c'est-à-dire à la description du vécu des opprimé(e)s, sous le poids des structures de domination, que ce soient les humiliations subies par l'ouvrier dans son travail, les pressions de l'Etat dans la vie quotidienne du citoyen, la dévalorisation des femmes dans leur vie de tous les jours.

- La violence banale, ce peut-être encore la violation du droit à la différence, tel l'adulte qui voudrait que l'enfant lui ressemble à tout prix, ou le bien-pensant toujours prêt à condamner le fugueur, la prostituée, le délinquant, l'exclu.

On le voit, cela fait beaucoup de définitions possibles pour une seule et même notion ! Néanmoins, si nous devons renoncer à lui donner une consistance univoque, cette recherche sur les « violences banales » aura peut-être permis d'aiguiller notre regard vers de nouvelles directions.

Nous sommes sans doute habitués à trop séparer ce qui relève de l'analyse des structures sociales, et ce qui concerne le quotidien de nos existences. A ce niveau, Serge July suggère précisément que nous sommes entrés dans une période où les bouleversements économiques en cours se conjuguant aux bruits de bottes et d'apocalypse nucléaire se répercutent sur notre manière de vivre et de penser. Il y a comme une interpénétration entre ce qui, objectivement, se conceptualise en guerre économique ou militaire et notre vécu quotidien.

Une telle approche mériterait d'être fouillée : elle revient en quelque sorte à projeter la dimension politique de nos problèmes sur la manière dont nous les éprouvons psychologiquement et culturellement. Une autre peut consister à faire l'inverse, c'est-à-dire partir des données psychologiques fon-

damentales de l'homme, pour mieux appréhender la façon dont il se comporte socialement.

Or, en tant que militants non-violents, nous ne cherchons peut-être pas suffisamment à comprendre pourquoi et comment l'homme est paradoxalement attiré par la violence. Ici, pour analyser cette conduite équivoque, il faut résolument oser penser la mort dans le quotidien de nos vies. Ce à quoi nous engage précisément Denise Van Caneghem lorsqu'elle explique : « Nous vivons en connivence avec la mort ; nous sommes en pleine ambiguïté avec elle, tout à la fois tentante et inacceptable ». L'homme a mille manières de se défendre en permanence et maladroitement contre la mort. Par exemple, en refusant sa finitude, les failles et les manques qu'il porte inévitablement en lui, ce qui est nécessairement source de tensions et d'agressions répétitives dans ses rapports avec autrui. Mais aussi, en organisant des défenses psychologiques compliquées qui se traduisent par des relations sadiques, psychosées, voire nécrophiles. Elle est bien là notre violence banale : dans toutes ces manifestations symboliques ou réelles d'agressivité, devenant des plus dangereuses à mesure qu'elles s'organisent en passions collectives. Le paradoxe de l'homme est tel qu'en voulant nier sa mort, il l'attire en se fourvoyant dans la violence. C'est par là que la violence devient vraiment banale : elle l'est à l'image de la banalité de la mort. En ce sens, il faut donner raison à Hanna Arendt, qui a fort justement sous-titré son fameux essai sur Eichmann, « Rapport sur la banalité du mal » (1).

Si de telles approches ne peuvent qu'enrichir nos propres recherches, nous avons cependant à nous méfier de rapprochements arbitraires, tendant à confondre dans une même démarche, psychologie et politique. Si psychologie et politique peuvent et doivent s'éclairer mutuellement, il reste que ces deux domaines font appel et renvoient à des données bien distinctes. Comme le dit Denise Van Caneghem : « Il n'y a pas de lien direct de la fessée à la guerre ».

(1) Hanna ARENDT, Eichmann à Jérusalem, Gallimard, 1966.

Et c'est là la dernière remarque à laquelle invite ce dossier. Si les violences dites banales nous ont entraînés vers des réalités bien différentes, c'est peut-être que nous étions, dès le départ, piégés par les mots. Car dans « violence banale », ce qui fait problème, ce n'est pas seulement « banale », c'est aussi « violence ». Le langage courant conduit à faire un usage si extensif du mot « violence » qu'en fin de compte, il ne signifie plus grand chose. Peut-on parler, par exemple, de la « violence » d'une gifle comme de la « violence » de la bombe ? Les militants eux-mêmes usent et abusent du terme, comme s'ils voulaient mieux frapper et rallier l'opinion à l'aide d'un mot aux connotations affectives marquées, ou pour mieux se persuader que leur combat contre la violence se légitime de lui-même. De plus en qualifiant de « violence » tout et n'importe quoi, ils donnent des arguments à leurs adversaires qui, précisément, répondent que la violence est partout. Les militants renforcent ainsi par le discours l'idéologie dominante -- dont ils affirment pourtant s'être libérés -- qui ancre dans les esprits comme évidence incontestable l'inéluctabilité de la violence.

Christian Mellon a bien raison de demander : en définitive, que décidons-nous d'appeler violence ? Il nous faut mieux apprendre à en préciser et délimiter le contenu, à l'articuler à d'autres concepts. Par là-même, nous y gagnerons certainement à cette seule fin de mieux faire entendre la valeur et le réalisme de la non-violence. Qu'on ne nous dise pas, après tout cela, que les non-violents s'enferment dans des positions morales et négligent d'analyser la violence !

Les illustrations de Jean-François BATELLIER, sont tirées du recueil « Sans retour ni consigne ».

Editions SYROS - LA BRECHE - 1978.

l'inconscience de la violence

par Paul VIRILIO

« Pour les mortels
la conscience est Dieu. »

MENANDRE

ALORS que la notion de « **fascisme ordinaire** » est peu à peu entrée dans le discours politique courant, on observe de curieuses réserves, y compris de la part de certains militants non-violents, à admettre le caractère insidieux et pernicieux des « **violences ordinaires** » ou, si l'on préfère des violences banales.

L'apparence extraordinaire, spectaculaire est-elle nécessaire à la saisie de la violence ? — A partir de quel degré de brutalité peut-on raisonnablement parler de « **violence** » ? A partir de combien de morts y a-t-il accident ou catastrophe ? Quel est le rôle exact du qualitatif dans l'évaluation quantitative de la violence ? — Voilà, me semble-t-il, des questions qui devraient nous amener à réexaminer le concept même de « **Non-violence** », ainsi que la soi-disant légitimité morale et politique de certains types d'opposition et de résistance, ou encore, de certaines formes admises de terrorisme.

La « douce » violence

N'oublions pas, en effet, l'espace et le temps, la longue durée des phénomènes : **si la violence**

extraordinaire est intense, elle est aussi de courte durée, elle s'épuise par ses excès mêmes, alors que la soi-disant « **douce violence** » s'étend aux plus longues périodes de temps, de l'histoire et des peuples.

Heureusement majoritaire par rapport au « Temps de Guerre » (civile ou étrangère) le « Temps de Paix » est si loin d'être exempt de violences que, depuis 1959, la France a cessé de les distinguer ; d'où l'abus des fameux Etat d'Exception et l'importance politique accrue de la notion d' « Etat de Crise » et d' « Etat d'urgence » en Occident, comme dans les pays de l'Est (1).

L'autre aspect, probablement le plus important de la « **violence ordinaire** » (ou infra-ordinaire), c'est qu'elle échappe à la conscience de celui qui la commet et souvent même, paradoxalement, à celui qui la subit... Certains diront qu'il ne peut y avoir de violence réelle là où il n'y a qu'inconscience réciproque ; c'est là le piège, la ruse de guerre de la Paix civile, d'une apparente pacification des

(1) *La cité totale*, Constantin Dumitresco, Ed. du Seuil.

esprits telle qu'elle existe dans une période où la doctrine de la **Sécurité Nationale** supplante celle de l'ancienne **Défense Nationale**.

« La conscience est toujours en retard » précisait Karl Marx... en retard d'une violence ou d'une guerre ; souvenons-nous de l'esclavage millénaire et du statut du prolétariat colonial, ou observons encore la **violence autoroutière**, cette « Guerre sans nom » où chacun s'estime innocent... En fait, la première violence banale c'est l'habitude, l'oubli de l'être, la « **Bonne conscience** » qui est, je pense, la face cachée de la « **mauvaise conscience** ». Peut-être même pourrions-nous aisément deviner que : l'essence de la violence, c'est justement de provoquer le **retardement subjectif de l'objectif**, l'inhibition de la prise de conscience, réalisant ainsi un **HABITUS** collectif, une norme (psychologique et sociale) permettant une véritable « **mobilisation politique des inconsciences** », une industrialisation de la production des violences quotidiennes. La rumeur raciste en est un exemple, la délation de masse, un autre et le fascisme la dimension plénière.

Ce n'est pas parce que nous vivons, pour la première fois de l'histoire, une ère de **Mort absolue** (nucléaire) que nous devons pour autant faire l'économie des différents degrés de la **Mort relative**; en particulier de ces « **petites morts** » de l'oubli ou de l'omission (volontaire ou involontaire). Au contraire me semble-t-il, plus la violence s'accroît en **hyperviolence** (technique et scientifique) et plus nous devons intérioriser notre **Réserve morale** (éthique, politique, religieuse) afin de tenter de prévenir et d'éviter si possible cette « **Désintégration populaire** » qui favorise toujours de quelques façons la militarisation des sociétés. Le repentir d'Einstein ou d'Oppenheimer devant le résultat pratique de leurs travaux théoriques me semble la métaphore d'une époque capable de déchaîner des **violences insoupçonnées**.

L'absence de réserve morale des savants, des sachants de la physique ou de la génétique, doit nous servir de repère et de mise en garde sur le caractère précaire de la **connaissance** et donc du faible degré de **conscience** de tout un chacun, quelle que soit son intelligence ou sa valeur morale.

Se libérer de la libération

En ce sens, ne le cachons plus, les **idéologies libératoires** ont contribué à libérer un grand nombre de **violences inconscientes**. L'affaiblissement des inhibitions et des autocontraintes a entraîné le développement d'une sourde violence dans les rapports humains.

Accepter l'aspect positif certain des « **Politiques de libération** » n'oblige nullement à en censurer l'aspect négatif, au niveau des comportements individuels et sociaux ; ici le développement de l'**Etat Policier** européen est équivalent à celui de l'**Etat Militaire** africain : la libéralisation et la décolonisation ont entraîné un surcroit de contraintes et de répressions, qui est le pendant de celui de l'**Etat Totalitaire** des pays où le « **Socialisme** » n'a su finalement perfectionner, au nom de la Révolution sociale, que l'encadrement politique et bureaucratique des masses. Nous sommes ici en présence d'un « **idéalisme** », ou plutôt d'une **idéalité politique** comparable par bien des points à celle des sciences exactes ou des mathématiques (voir à ce sujet les statistiques et la théorie des ensembles). En effet, si la **Démocratie nécessite la vertu, le socialisme exige la Sainteté** ! L'idéologie de la libération des contraintes de classes devient « **l'opium des Peuples** » et la nouvelle Eglise du Salut des Hommes peut alors développer à loisir son **inquisition**

De fait, le militant « **Non-Violent** » n'est peut-être qu'un individu « **Dé-violent** » capable de faire sensiblement baisser le niveau des « **violences inconscientes** », capable encore de deviner (faute de croire) qu'il faudra aussi, et de toute façon, se libérer de la libération par l'acceptation de la Mort, de cette mort si souvent absente des discours politiques.

Pâques 1980.

La charrette des condamnés à vivre

par Paul VIRILIO

COMME exemple de violence, ou plutôt de « crime social », citons La Charrette. Dans le jargon de l'architecte, ce terme signifie un projet hâtivement réalisé, en mobilisant, nuit et jour, l'ensemble d'un bureau d'études. Cette pratique, signalons-le, tend d'ailleurs à devenir d'usage courant dans nombre d'agences françaises.

Sous la pression de promoteurs, mais aussi le plus souvent de l'architecte, patron d'agence, les travaux sont alors réalisés au « Forcing », permettant ainsi de réduire de façon draconienne les frais d'exécution, les heures de dessinateurs et autres collaborateurs. Forme moderne d'esclavage, presque personne n'ose dénoncer ces procédés...

Le chiffre de 60 % de chômeurs n'est certes pas pas étranger à cette censure professionnelle : le silence permet en effet d'espérer une embauche temporaire, ou encore de conserver sa place dans la galère. Mais le plus inquiétant, je crois, c'est la justification a priori de cet « excès de vitesse » dans l'exécution (sommaire) d'un projet par certains architectes Bien-Pensant qui prétendent ainsi : lutter contre la crise du logement, militer contre l'insalubrité des quartiers, ou encore apporter une réponse au chômage des jeunes par l'emploi de « gratteurs ».

Donnons d'abord quelques chiffres concernant l'évaluation de la durée d'un projet et de la réalisation d'un bâtiment moyen :

— deux jours pour l'idée de base (organigramme de situations) ; deux mois pour l'exécution du projet de permis de construire (10 à 20 plans) ;

— deux ans pour la durée du chantier de construction. Le bâtiment ainsi édifié devant subsister sans accident (selon l'assurance professionnelle) de trente à cent ans (pour un immeuble de qualité).

L'arrivée sur le marché de l'ordinateur couplé avec une « machine à tracer automatique » à 25 cm/seconde,

aboutit à accroître encore la panique dans la plupart des agences, économiquement incapables d'investir aujourd'hui dans un tel équipement particulièrement coûteux, difficile à rentabiliser en période de crise, vu la faiblesse des commandes fermes. Quelques précisions concernant cette fois la démographie du logement : pour un immeuble de 50 logements situés en ville moyenne, la statistique des invidus directement concernés (propriétaires, colocataires, locataires et usagers divers) se situe dans une fourchette entre 3 000 et 10 000 personnes (pour une durabilité de 50 à 100 ans).

Quant à ceux qui sont indirectement concernés (voisins, passants, etc) par les nuisances d'une architecture mal conçue, le chiffre peut s'élever à plus d'un million de personnes. Voilà pour les faits.

Pour le méfait, citons l'exemple d'un architecte très compétent, doué d'un sens moral certain, pas particulièrement intéressé péquinaire, et capable de vertu politique lui interdisant de réaliser certains types de bâtiment. Cet architecte est malgré tout capable de se vanter d'avoir réalisé, avec toute son agence (guère plus de 15 personnes), 5 000 logements en une seule nuit !

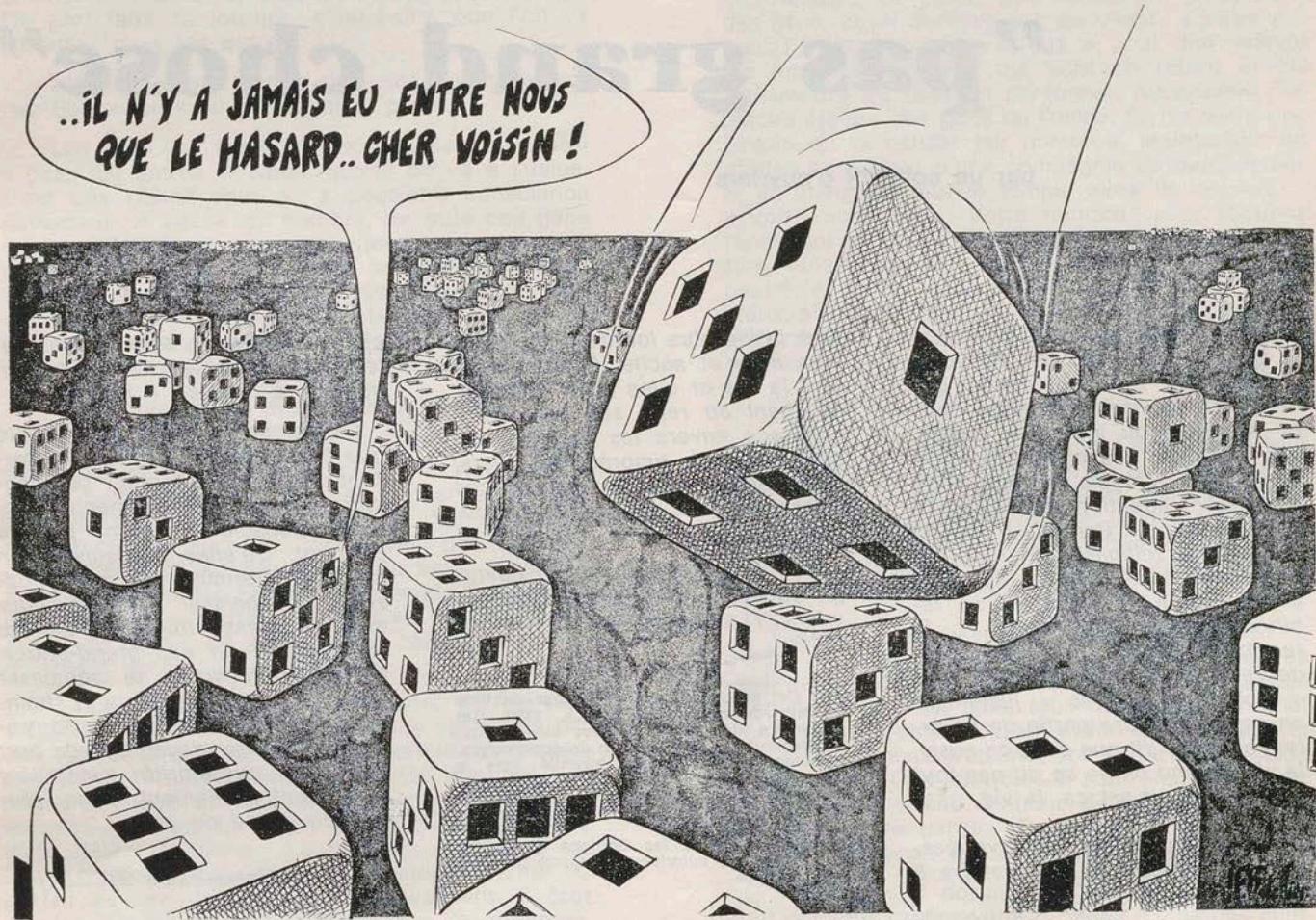
Souvenons-nous de la « cité des 4 000 logements » à La Courneuve, du drame social quasi-permanent de cet ensemble mal conçu, et nous devinerons peut-être la tragédie d'un « Etat d'urgence » instauré au nom de l'efficience pour combattre la crise du logement social...

De fait, il n'existe ici aucune différence sensible quant aux résultats, entre la rapidité d'exécution issue de la voracité d'un promoteur et le souci d'un architecte de répondre aux défis des contraintes technico-commerciales d'une époque.

Précisons encore qu'il ne s'agit pas pour moi d'inscrire un procès contre un architecte au-dessus de tout soupçon, et probablement plus généreux que beaucoup, mais seulement de tenter de révéler un état d'inconscience clinique devant les effets induits de l'absence de temps passé à l'étude d'un projet important, étant donné qu'il est matériellement impossible à 15 personnes de réaliser (manuellement) en une douzaine d'heures de dessins, un espace bâti destiné à affecter, directement et indirectement, de 300 000 à 5 millions d'individus, pendant une durée variant de 30 ans à un siècle.

Personnellement, je ne connais pas d'exemple plus frappant de « violence inconsciente » s'adressant à une immense collectivité, et ceci du fait d'un individu parfaitement respectable.

..IL N'Y A JAMAIS EU ENTRE NOUS
QUE LE HASARD.. CHER VOISIN !



Vous êtes des "pas grand chose"

par un collectif d'ouvriers

ETRE ouvrier et connaître ces gestes, ces attitudes, ces comportements, ces mots qui reviennent avec la régularité du jour. Des gestes, des attitudes, des comportements, des mots auxquels on ne prête plus guère attention. Habitues, rodés, endurcis... Parfois, si, et on ne sait pas tellement pourquoi ce moment-là plutôt qu'un autre, il prend l'envie de protester, se rebiffer, refuser. Et réagit-on?... Si rarement. Trop rarement sans doute. Peut-être parce que ces « violences banales » justement en arrivent à faire partie de l'existence. On se dit que c'est ça aussi, la vie. Quand on ne se dit pas tout simplement : c'est ça, la vie.

A leur façon, multiples et variées, elles contribuent à nous rendre à

tous la vie plus lourde, plus grise, plus dure et sèche. Elles esquinent la vie et elles nous abîment. Amenant au repli sur soi, à la méfiance envers les autres. Incitant à devenir timorés, ou amers, développant aussi en certains cas un besoin fou, excessif de sécurité.

Ces pages extraites d'un ouvrage voulu et réalisé par des ouvriers (1) se proposent de montrer

quelles formes prennent ces violences banales, dans leur vie quotidienne à l'atelier, à l'usine.

Le lecteur se rendra vite compte que ces violences banales s'exercent avec une intention pas toujours reconnue, pas nécessairement consciente, bien précise pourtant. Qu'elles poursuivent un but très déterminé. Minimiser l'ouvrier, le rabaisser toujours pour qu'il en finisse lui-même par se voir comme un pas grand-chose. Minimiser l'ouvrier, le rabaisser toujours pour que d'autres hommes dans l'atelier, l'usine, l'entreprise, jouissent davantage de leur prétendue supériorité, s'installent plus confortablement dans leur pouvoir grand ou petit.

Marie-Paule ZIEGLER.

(1) Cet article reprend des pages du livre *Le mur du mépris* (Ed. Stock, 1978). Cet ouvrage a été réalisé par des ouvriers qui ont demandé la collaboration de sociologues. L'équipe de recherche a travaillé dans le cadre du Centre d'ethnologie sociale et de psychosociologie, dirigée par Paul-Henry Chombart de Lauwe. Les sous-titres sont de la rédaction d'A.N.V.

Nous remercions les Editions Stock qui ont bien voulu autoriser la reproduction de ces passages.

Quand on est en retard...

Il n'est pas 7 heures mais la journée d'usine a commencé... Et c'est bien d'un départ qu'il s'agit. On part faire sa journée, c'est-à-dire que l'on va travailler chez les autres.

Alors, tous les matins sont gris, qu'ils parlent des beaux jours ou de l'hiver si proche.

Les employés, les vendeurs, travaillent eux aussi « chez les autres ». Nous, quand on va à l'usine, c'est une réalité dont on a peut-être conscience davantage. A cause du nombre, de tous ces gens qui passent les mêmes portes, nous saisissons plus clairement de quel côté de la barrière nous nous trouvons, ensemble et chacun. De plus, on ne saurait oublier cette réalité longtemps : à chaque instant, tant de choses la rappellent, tout vient dire qu'il ne s'agit point de la perdre de vue.

Quand on est en retard, par exemple...

Des habitués du retard, il y en a dans le monde ouvrier, comme ailleurs, mais ils ne sont pas grand nombre. On n'aime pas arriver en retard. Vis-à-vis des camarades, cela ne fait pas très sérieux et puis pour soi..., on ne veut pas. Ce n'est pas vraiment de la soumission. Au fond, sans toujours se le formuler, chacun appréhende l'engrenage dans lequel il est pris quand il n'est pas à l'heure. Alors, on essaie de prévenir les causes possibles de retard sans toujours y arriver.

7 heures moins deux, moins trois, parfois plus tôt... Le boulevard qui mène à l'usine est coupé par une voie de chemin de fer. La barrière est abaissée... On attend, l'oreille un peu aux aguets, attentive à la sirène de l'usine qui va retentir. Le train passe et les voitures circulent. Le portail est tout près, pas très large déjà... Sonnerie... Le chef du personnel est là, un garde se précipite pour fermer la moitié du portail au nez des voitures qui avancent. Il faut reculer... Ça fait un petit embouteillage. On rouspète. La journée a bel — et bien — commencé.

Dans la plupart des usines où les gens peuvent entrer en voiture, il en va ainsi... Vers la Manufacture, à 7 heures, on voit des gens courir. Courir et

se heurter à un portail fermé. Il leur faudra attendre un quart d'heure avant de pouvoir entrer... La moitié du portail, c'est peut-être un léger progrès !...

Retard... Le garde qui maintenant s'approche des gens, court derrière eux en criant : « Votre numéro !... Votre numéro là-bas » ... Il doit relever les numéros de ceux qui sont en retard et les transmettre au chef du personnel. Auparavant, les gardes étaient des gens de l'usine, ils n'avaient pas besoin de demander les numéros. Maintenant les gardes dépendent d'une compagnie de gardiennage et ils changent tout le temps, alors ils courrent... : « Votre numéro ! ... Votre numéro ! » ... Certains répondent en donnant l'immatriculation de leur voiture, histoire de se payer la tête du garde — et peut-être la leur aussi —. D'autres, moins nombreux, s'arrêtent. On les entend crier ou grommeler : « Numéro !... Numéro !... Je vais t'en fichier un de numéro !... Tu en as un, toi ? Moi, je m'appelle... »

Ca s'apaise... On va au vestiaire, on se pointe.

Mais ce que nous pouvons être sensibles à tout ça. A toutes ces choses qui, en fin de compte, sont parfaitement inutiles. Inutiles, c'est vrai... Autrefois les gens n'avaient pas de montre, la sirène indiquait qu'il était temps d'aller au travail. Elle sonnait même trois fois, à moins le quart, à moins dix... Les trois coups, comme au théâtre...

Cette sirène maintenant à quoi sert-elle ? Et ce garde, le matin, et ces numéros communiqués au chef du personnel ?... On se pointe et on a des bons de travail. En plus, tous les jours, le chef d'équipe ou le chef d'atelier vérifie que chacun est bien à sa place ; il transmet son ordre de pointage à la Direction. Ces contrôles-là sont bien suffisants. Mais non... La sirène continue de sonner, le portail s'abaisse, et le garde... En fait, là, on n'est pas contrôlé, on reçoit une bonne semonce.

Semonce..., le portail : « L'heure, c'est l'heure ! Pour qui vous prenez-vous ?... Vous n'êtes pas chez vous ici. Seulement des gens admis, tolérés... ».

Semonce..., le garde : « Peu importe que vous travailliez là depuis dix ans ou davantage... On ne vous connaît pas. Vous êtes seulement un numéro,

pas grand'chose... Et, en plus, vous arrivez en retard » ... Le garde ne va pas demander leur numéro aux gens des bureaux ou aux chefs de service.

Etre en retard, ce n'est pas être en retard. C'est prendre des libertés avec l'ordre établi, vouloir se poser devant le pouvoir en place. Et de ce retard comme de toute remise en cause véritable, la sirène clame l'inutilité. Narquoise et suffisante, elle dit bien haut : « Les choses sont ce qu'elles sont. Nous sommes ce que nous sommes, et vous êtes ce que vous êtes..., n'oubliez pas ... ».

Pas en retard..., rebelles. Coupables de n'avoir point rendu au pouvoir le premier hommage de la journée : l'exactitude. Insoumis auxquels il convient de rappeler leur dépendance.

En retard... Et atteints par toutes ces choses. Blessés. A chaque fois, humiliés profondément... C'est ce qu'il faut.

Une fois, le directeur passe. Un collègue bosait, il n'a pas bronché, il a continué comme si de rien n'était. Le directeur l'a bien regardé ... Regard-parole. Regard qui reproche, réprimande, promet de se souvenir... On n'est pas à l'usine seulement pour travailler, il faut réagir à la présence des supérieurs. Se redresser, se raidir un peu plus, en somme se courber davantage pour manifester du respect, et notre infériorité. Règle qu'il ne faut point enfreindre. Si on y manque... Un jour, un chef a dit : « Ça ne vous fait pas plus d'effet une blouse blanche ? ! » ... Notre corps, ça devient une machine qui doit avoir intégré le système et le montrer... « Garde à vous ! » ...

Ne pas rôvasser...

Marcel traverse la cour. Il va dans un autre atelier pour son travail. A la main, il a un instrument de mesure. Il fait beau, Marcel jette un coup d'œil au ciel, le temps de se dire : « si j'étais à la campagne, aujourd'hui... ». A la porte de l'atelier, il rencontre un chef de service... Petit sourire qui en dit long. « Alors, on contrôle ou on se promène... ». Un instant, en pensée, Marcel a été ailleurs et il

n'aurait pas dû... On passe le portail, et nos pensées cessent de nous appartenir. D'autres ont sur elles droit de regard. Alors, même quand le travail le permet, on n'ose pas réfléchir à certaines choses. Si un chef arrive, il s'aperçoit vite que nous pensons à des affaires personnelles et on se sent dans l'illégalité.

Etre à sa place

Henri prend un café à un distributeur automatique. Ce n'est pas le plus proche de l'endroit où il travaille. Un chef passe : « Que faites-vous là, vous ? Il n'y a pas de distributeur dans votre coin ? ... ». Bref silence, lourd... : « Ici, le café est meilleur. » Le ton d'Henri est neutre, il essaie de se retenir... En vitesse, il finit d'avaler son café et il retourne à son boulot, à sa place dans l'atelier, en rage et pesamment.

C'est la routine... du contrôle

Une journée d'usine comme tant d'autres... Et des heures qui filent en traînant..., et qui se ressemblent... Quand on sort on a l'impression d'un trou, d'un vide, d'un blanc... Rien ne s'est passé... On n'a pas vécu... Rien...

Et pourtant...

Il y a eu plein d'accrocs qui nous atteignent, nous touchent sans que l'on s'y attarde conscientement. Ils flottent en nous dans une zone claire-obscuré où l'on ne veut point avancer, pénétrer.

Clément a besoin d'un autre pinceau, Bernard d'un outil neuf. Pour les obtenir, il faut qu'ils apportent au magasin le vieux pinceau, l'outil usagé. C'est une formalité. C'est la routine... Mais, à ces moments-là, par derrière l'habitude prise, nous avons tous, chacun, un mouvement d'humeur, une sorte d'agacement : « Allez... au contrôle... ».

On sait bien que si on doit procéder de la sorte, ce n'est point seulement, ni avant tout, pour une question de bonne organisation, d'ordre. Et on ne se fait pas des idées ; nous ne sommes pas des

gens qui prennent tout mal, de travers... Un chef, un dessinateur, un ingénieur doivent-ils se présenter avec des papiers remplis de chiffres, de croquis, de mots pour avoir droit à du papier blanc ?... Doivent-ils montrer leurs crayons ou leur stylo en fin de course avant d'en prendre d'autres ?... Bien sûr que non. Mais nous, si. Parce que, quand il s'agit de nous, on pense, on peut penser que la vieille corde, le vieux pinceau, Clément les a emportés chez lui. Que Bernard juge son outil usagé alors qu'il ne l'est pas, pas encore.

Dilapidant le bien d'autrui... Voleurs... Gaspilleurs... Soupçonnés d'être voleurs, gaspilleurs... Voilà... Et dans toutes les usines, c'est la même histoire. Dans les boîtes de textile, lorsqu'il y a des déchets de tissus, les ouvrières ont l'ordre de flanquer dans ces tombées un grand coup de ciseau avant de les mettre à la poubelle... Prudence... Avec des gens comme nous, n'est-ce pas, on ne sait jamais...

Rapporter les vieux outils, ça pèse, oui et nous ressentons cela comme une surveillance, comme la conséquence d'une suspicion. Parce que ce n'est pas tout, bien sûr..., loin de là...

Chez nous, le vendredi, une équipe travaille sans chef. Toujours un autre chef passe près des gars, vers toutes les machines. Il leur dit que le directeur va venir... : « Alors, attention... ». A chaque fois, il leur fait le coup.

Dans un autre coin de l'atelier, entre nous et le bureau du chef, plein de caisses sont empilées. Evidemment, de temps à autre, on jetait un coup d'œil pour voir où il était. Il a fait boucher tous les trous entre les caisses... Maintenant, c'est comme un mur, et il peut arriver à l'improviste. Ce qu'il veut, ce que les chefs veulent.

Ils ont tellement peur que l'on ne travaille pas... Soupçonnés de ne rien faire dès qu'ils ont le dos tourné. Soupçonnés de vouloir en faire le moins possible. Soupçonnés d'être naturellement paresseux, fainéants, sans conscience professionnelle aucune...

Chez nous, les W.C. ont des portes coupées comme dans beaucoup d'entreprises encore. Mais dans certaines usines, aujourd'hui les W.C. ont des

portes pleines... Ça vient petit à petit... Mais certains chefs ne se font pas à cette « innovation ». Une chose amplement normale leur pose des problèmes, des problèmes de fond pour eux ; « comment va-t-on faire pour surveiller... Les types vont pouvoir y aller tranquillement pour fumer ou lire le journal ».

Roland est tailleur d'engrenage, il voudrait une gomme, un feutre. Il ne les obtiendra jamais... Seulement des crayons... Et il ne faut pas qu'il renouvelle trop sa demande, qu'il insiste. Il deviendrait vite suspect lui aussi de ne pas se voir comme il est. Le travail, c'est le travail, et on peut avoir besoin d'une gomme mais, à l'usine, les feutres sont pour les régulateurs et les gommes pour les bureaux... C'est comme ça. Et pour le chef, quand Roland demande une gomme ou un feutre, c'est comme s'il se préparait à lui en remontrer.

Le sifflet du chef

Au travail, bien sûr, il y a les chefs. Toute une série de chefs : le chef d'équipe, le contremaître, le chef d'atelier...

Daniel bosse au taillage. Jamais son chef ne l'appelle par son nom. Il siffle dans sa direction ou bien il dit : « Oh ! là-bas... » Et il ne se comporte pas ainsi seulement avec Daniel. Avec tous les gars de son équipe. Entre compagnons aussi on agit de la sorte. C'est monnaie courante. A l'usine, on est tellement habitué à ne point avoir d'identité définie...

Mais il y a quand même un petit quelque chose... Il y a sifflement et sifflement. Quand on se siffle entre nous, on demande une aide, un renseignement comme une collaboration du copain. Le sifflement du chef, c'est différent... Rien à faire, il ne résonne pas de la même manière dans l'atelier. D'ailleurs personne ne s'y trompe, et le type concerné moins qu'un autre bien sûr. Le sifflement du chef a une tonalité, plus ou moins marquée selon sa personne mais toujours présente, de supériorité. Il n'est pas appel à une participation même si en fait il s'agit de cela, il signifie assez clairement, tout simplement : aux ordres.

Ailleurs, un chef d'équipe explique à un gars une rectification qui s'impose. Il explique, et ses

explications sont parfois bien nécessaires. Mais pourquoi ce ton ?... Un ton calme, posé et dont on sent qu'il se veut un peu lointain... Un ton qui essaie de maintenir, d'établir une barrière, et qui n'en a pas les moyens..., pas vraiment.

Il arrive que des aléseurs, des fraiseurs tuent des pièces. On n'est pas spécialement fier d'avoir esquinté un boulot et on s'attend à recevoir un bon savon. Effectivement le chef rouspète et on est d'accord... Pourtant, au fond de nous quelque chose se rebelle un peu... Le chef de cette équipe-là prend un ton légèrement trop grave, trop important. Quant au chef de l'autre, il ne parle pas, il gueule, il aboie. Dans les deux cas, ça sonne faux, ça ne fait pas vrai.

Il n'y a pas longtemps, Etienne loupe un boulot qui était assez urgent. Le chef d'atelier s'en est bien rendu compte et il débarque dans le coin. De son poste, Etienne le voit venir... Encore nouveau à l'usine, Etienne... En lui-même, il se dit : « Qu'est-ce que je vais prendre ! ... » Rien ... pas un mot ... Pas un regard désapprobateur ... Le chef d'atelier est allé directement vers le régleur et l'a passablement engueulé.

Dans un cas pareil, pourquoi a-t-il ignoré Etienne ? ... C'est bien Etienne qui avait raté son truc... Bien sûr, il s'est fait attraper à son tour par le régleur, par son chef d'équipe : normal. Mais que le chef d'atelier soit passé à côté de lui, comme si lui, Etienne, n'existant pas, Etienne parvient mal à s'y faire. A tous, il nous arrive, un jour ou l'autre, des choses comme celles-ci et on réagit tous comme Etienne.

Je vous envoie un nègre...

A l'entretien, le téléphone sonne. Le chef d'atelier décroche... « Bon... Je vous envoie un nègre ». Tout de suite après, il avise un type : « Lucien, file vers les ajusteurs ... Je ne sais pas ce qui se passe » ...

Le copain ramasse ses outils et il obtempère. C'est la routine, c'est son boulot mais le mot « nègre », il l'a entendu. Ça l'a atteint en pleine

figure, même si son visage n'en trahit rien ... « Nègre ... Esclave, quoi ... »

On travaille ou bien, en plaçant des pièces sur la machine, on échange un mot avec un copain, ou c'est juste le moment où on ralentit un peu, ou encore on a le bon rythme mais sans doute on ne donne pas l'impression du type pris tout entier par son boulot ... Alors, parfois, on sent sur soi le regard d'un chef. Le chef d'équipe ou le chef d'atelier ou le contremaître...

On les voit, là, deux minutes, immobiles, quasi figés ... Ils avancent simplement un peu la mâchoire, on pourrait croire qu'ils vont nous interpeller, mais non ... Ce n'est pas ça. A la longue, on en prend l'habitude. Ce léger mouvement du visage sert uniquement à mettre en valeur le regard. Un regard qui ne désapprouve pas, ne reproche même point. Un regard froid, sec, au-dessus, qui n'attend rien. Il est là, c'est tout. Il voit. Le chef a vu ... A un tel regard on se heurte comme à un mur ... Mur ... On a compris : le chef est chef, le chef existe, le chef peut, le chef a des droits sur nous.

Parfois, ils sont moins impassibles. On les croise dans une allée ... Ils nous observent un petit moment à nos machines ... Et puis, tout d'un coup, on les sent, on les voit changer. Leur attitude se raidit ou se détend, c'est selon. Et ils nous gratifient alors d'une moue ou d'une espèce de sourire rapide où la condescendance se mêle à une légère pitié.

Les regards, les moues, les sourires des chefs... Et encore leurs gestes brusques, saccadés quand on fait quelque chose qui ne leur plaît pas, qui n'est pas comme ils ont décidé que ce serait... Leur démarche plus pesante, plus lourde, davantage scandée dans certaines occasions...

Toujours rabaisser l'ouvrier

Il y a quelque temps, tous les gars d'un coin ont protesté par une pétition contre leur chef d'atelier. Celui-ci avait tenu à un ouvrier malade des propos insultants. Eh bien, pendant près de quinze jours, il s'est, le plus souvent possible, promené de long en large dans l'atelier, les bras derrière le dos,

d'un pas calme, assuré. Facile à voir ce qu'il veut signifier. « Pétition ou pas ..., que j'ai fait une bourde ou pas... Jusqu'à nouvel ordre... ».

Une fois, un chef d'atelier s'était rendu à Zurich pour prendre des informations quant au fonctionnement de nouvelles machines. Il est revenu un lundi matin et il est allé voir le réglleur qui s'occupe de ces machines. Il s'est approché tranquillement, doucement, il avait une meule à la main. Quand il est arrivé à la hauteur du gars, il l'a regardé, bien fixement, tout en marquant un temps d'arrêt et puis il lui a tendu la meule : « Tiens, monte ça ». Et il a tourné les talons... Le réglleur a saisi, il a vite repris ses manettes. Autour, aussi les autres ont saisi...

Dans ce cas-là — et on pourrait en citer d'autres — pas plus le geste, l'attitude que les mots, le ton, la parole ne se suffisaient à eux seuls. Il fallait l'un et l'autre : le temps d'arrêt, la démarche libre, dégagée et le « tiens, monte ça » d'une voix neutre .Il fallait l'un et l'autre pour bien faire comprendre au type qu'on avait compris : oui, il comptait qu'on lui communiquait les renseignements rapportés mais il pouvait attendre après tout. Le chef lui en ferait part quand il le jugerait bon ... Pour le moment, il n'avait qu'à exécuter. Le chef en avait décidé ainsi.

Faire plaisir au chef !

Parfois, des chefs disent : « Tu me fais plaisir » ou « Vous me faites plaisir ». Sur le coup on ne réfléchit pas nécessairement. Mais, quand on y pense ... Est-on à l'usine pour cela avant tout ? Pour leur faire plaisir ? Est-ce là le but de l'usine ?... On pourrait le croire. Car cette phrase n'approuve pas d'abord le travail que l'on fait. On peut sortir un boulot impeccable et ne s'attirer aucun compliment de ce genre. Cette phrase met plutôt en valeur un comportement que certains de nous ont plus naturellement que d'autres, que l'on a tous par moments pour diverses raisons : parce qu'il faut bien, parce que toujours râler, ça use et on se fait remarquer, alors on démissionne un peu ... Etre d'une ponctualité scrupuleuse, ne pas se montrer

trop liant avec les copains, ne jamais discuter un ordre, ne pas prendre d'initiative, bref, se cantonner dans sa tâche, voilà ce que ces chefs remarquent particulièrement. Soulignant ces attitudes, leur phrase trace alors, et à traits bien appuyés, le portrait de l'ouvrier idéal. Elle nous invite à nous y conformer, à nous couler dans le moule. En somme, à bien accepter notre condition comme elle est. A nous vouloir tels que les patrons, le système veulent que nous soyons : dépendants, soumis, asservis.

Si tant d'actes de mépris insidieux ou grossiers, piètres ou hautains, amènent beaucoup d'ouvriers à dire : « Moi, je ne suis qu'un ouvrier », il ne faudrait pas croire pour autant qu'ils en restent là.

Méprisés, agressés chaque jour dans leur dignité de travailleurs et d'hommes, ils savent garder l'humour, le sens de la répartie à l'occasion, et une grande fierté surtout. Ils ne sont point dupes. Loin d'ignorer que si on vise à rabaisser autant leur classe, c'est que cette classe porte en elle une force, d'immenses ressources.

De ces ressources pourraient jaillir une usine autre et, plus largement, un avenir tout autre que ceux dont d'ici ou de là ou nous tend des modèles. Des ressources bien sûr que ceux dont la seule ambition est que « quelque chose change pour que tout demeure comme avant » ne peuvent que redouter. Mais tous ceux qui ont envie d'une vie et d'un monde plus frais, plus fervents, plus justes devraient se mettre à l'écoute de telles ressources. Et d'abord apprendre à les « connaître » par une disponibilité très large où se mêlent le respect, l'esprit critique et une humilité qui n'a rien de bêtifiant.

Et pas connaître pour connaître, ou en profiter à part soi d'une façon ou d'une autre. Connaître pour ensemble imposer un changement.

POLICE : scènes de genre dans le 13^e

par Gilles MILLET

LES habitants de la rue Le Dantec, dans le 13^e arrondissement de Paris, ont assisté mercredi dernier à une jolie pièce de théâtre. Au premier tableau, trois types qui en tabassent un autre. Au dernier, neuf cars de police, deux voitures banalisées, une garde-à-vue de dix-sept heures, et quelques menaces d'inculpations...

Les policiers sont-ils les premières victimes de la chanson de l'insécurité dont ils reprennent souvent en chœur le refrain ? Sans doute. Ce qui ravage le crâne des Français que l'on dit moyens a tendance à frapper dur sur la pauvre tête des petits flics de base... Dans la nuit de mercredi à jeudi, non loin de la place d'Italie, dans le 13^e arrondissement de Paris, cela a été le cas.

Il était environ 22 h 30 et, au premier étage du 10 de la rue Le Dantec, à cinquante mètres du boulevard Blanqui, Mme Heyman a entendu des cris : « Au début, je n'ai pas fait attention... Puis, comme ça continuait, j'ai regardé à la fenêtre... J'ai dit à mon mari que j'avais l'impression que c'était notre fils que l'on agressait. Nous sommes immédiatement descendus. Sans manteau et en chaussons. En bas, j'ai vu qu'ils étaient trois à tirer sur mon fils, à essayer de l'entraîner, à lui tirer les cheveux, à lui donner des coups... A son poignet, j'ai vu une menotte, mais à aucun moment je n'ai pensé qu'il pouvait s'agir de policiers. Ils avaient entre 25 et 30 ans, des jeans, des blousons de cuir, des baskets... On a essayé de le délivrer. Je pensais

au pire. Qu'ils essayaient de l'enlever, de le tuer... Je me suis interposée, agrippée à eux... »

« A un moment, j'ai cru entendre qu'ils disaient qu'ils étaient de la police... Mais je ne les ai pas crus, vu leurs manières », explique M. Heyman,

Au cinquième étage, la famille Bertagnol est à la fenêtre. Comme beaucoup de voisins d'ailleurs. Des voisins qui crient, qui parlent d'appeler la police. Qui appellent la police. Armés de balais, les fils Bertagnol descendant pour prêter main-forte aux parents Heyman. L'un d'eux arrive au moment où l'un des agresseurs donne des grands coups sur la tête de Mme Heyman. Il intervient et tente d'arracher le cogneur de sa proie. Autour, les gens s'assemblent. Le cogneur s'écarte soudain, sort un pistolet, se met en position de tir : « Ne bougez plus... Police ».

« J'ai eu très peur, raconte Mme Heyman, il tremblait... J'ai cru qu'il allait tirer. Heureusement un car de police est arrivé... » Des cars, il en viendra finalement neuf. Mais nous n'en sommes pas là. Pour l'instant, après le premier, c'est un deuxième, un troisième... Les trois Heyman et les deux Bertagnol sont violemment embarqués. On les tire, on les menace. En haut de la rue, d'autres cars arrivent. C'est l'affolement. « Je les ai vus descendre, ils portaient des gilets pare-balles et tenaient des matraques... » précise un voisin.

Aux cars, s'ajoutent deux voitures banalisées. On va finir par se croire en Corse. En haut de la

rue, un policier rassure ses collègues. « On les a... Ça va bien... » Au passage, on embarque deux Algériens que l'on va extirper d'un café qui se trouve à une centaine de mètres de là. « Ils les tiraient par les cheveux... Les tabassaient. Et ça a continué dans le car. J'en suis sûr, j'ai vu le car bouger... » Les policiers vont terminer le « travail » en dispersant brutalement les curieux.

Pendant ce temps, la « dangereuse bande » Heyman - Bertagnol se retrouve au commissariat central du 13^e arrondissement, boulevard de l'Hôpital. Ils réclament « un responsable » et Mme Heyman qui saigne abondamment, veut aller à l'hôpital... On les laisse poireauter sur des bancs avant de les enfermer dans les « cages » après un bref interrogatoire d'identité. Au commissariat, les douceurs continuent. Un policier grommelle : « Moi je les flinguerais tout de suite... » Finalement, encadrée par trois agents, Mme Heyman va se faire mettre quelques points de suture à l'hôpital.

Ensuite, retour à la cage. Ils n'en sortiront que pour un interrogatoire réalisé par un officier de police judiciaire qui a dans une main les rapports des trois assermentés (1) de la rue Le Dantec qui, pour les besoins de la cause, sont maintenant quatre. Quatre dont deux qui affirment être intervenus en uniforme, ce qui ne correspond à aucun témoignage...

La famille Heyman apprend alors que son fils avait « pris la fuite » alors qu'un contrôle d'identité se déroulait dans un café du quartier et que tout le monde va être poursuivi pour « rébellion » et « violences à agent ». D'ailleurs, un des civils affirme : « On a voulu m'étrangler... »

La garde à vue s'achèvera vers 16 h 30, jeudi après-midi : les trois Heyman et les deux Bertagnol étant relâchés dix-sept heures après le début de leur aventure. A cet instant, les « agresseurs » de Le Dantec ont disparu. Repartis vers de nouvelles missions.

(Libération - 11 février 1980).

(1) Vraisemblablement trois membres des brigades de nuit de la police municipale (sacré Duval, toujours le même...).

Le prisonnier et le temps qui passe

Ma seule réalité du moment, c'est que je suis en prison pour longtemps encore.

La prison est un monde à l'envers : l'espace est toujours au centre.

Parfois je me laisse aller à faire des projets... Et puis je me réveille et le présent n'est même plus le présent puisqu'il ne se rattache pas à la vie. Alors les murs et les barreaux m'écrasent, me cachent l'ailleurs où les gens vivent encore.

La puissance de l'imagination nous sauve de l'amertume des jours mais nous éloigne du réel. C'est Albert Camus qui remarquait : « Au fond des prisons, le rêve est sans limites, la réalité ne freine rien. L'intelligence perd en lucidité ce qu'elle gagne en fureur. »

J'ai assuré ma propre défense... J'avais oublié le pouvoir de la parole. La parole est un contact, j'en ressens encore les effets ce soir. Je vivais, j'étais présent et c'était énorme.

Depuis plus de 5 mois, je ne suis pas sorti et je sais que je dois me rendre bientôt à l'instruction : cela me rend fébrile... On a beau savoir que la campagne, les gens existent encore, il y a toujours un choc au moment des retrouvailles, même avec les menottes aux poignets. Je dois au cours de ce voyage ne rien perdre des images de la vie car une fois en centrale les portes se refermeront sur moi jusqu'à ma libération. Je serai vraiment dans un autre univers. Clos. Replié sur lui-même. Je ne pourrai voir le monde que du haut de ma fenêtre.

Je n'aurai toujours, pour maintenir ou renforcer le lien fragile qui me rattache à l'extérieur, qu'une arme dérisoire : mon stylo.

Se dire que notre existence, notre contact illustré avec l'extérieur tient à un stylo qui court sur du papier ! Les mots, même les plus beaux, ne remplaceront jamais un geste... L'écriture devient mouvement...

Je rêve... C'est très facile en prison. On ferme les yeux et quelques secondes suffisent pour créer les images. Parfois c'est tellement fort que le souffle nous manque. On se dit qu'on ne saura jamais attendre, que c'est trop loin, trop irréel, trop beau. Ah, vivre continuellement entre quatre murs ! Ne voir la vie que derrière des grilles... J'ai parfois un cafard terrible mais le plus souvent je vis dans une grisaille de jours et d'esprit, accroché à ma machine à écrire comme à une bouée.

Je me fais tributaire du courrier. Pourtant, je ne veux pas imposer ma présence même par lettre. Je sais seulement que je veux tenir. Tenir.

Il faut certes garder le contact, se ménager des échos sur la liberté. Mais pour tenir, il faut savoir l'oublier, cette liberté si belle. Ne pas trop y penser. La voir comme une chose un peu irréelle. Les échos du dehors, c'est le ballon d'oxygène quand la prison se fait trop pesante.

La prison à la longue finit par devenir sécurisante : tout le contraire de ce qu'elle devrait être, puisque de la sorte, elle nous désapprend les responsabilités de la liberté.

Je me souviens d'une phrase de Gabrielle Russier qui de sa prison regardait un arbre et trouvait qu'il était « mortellement beau ». C'est vrai. Et c'est lorsque l'on est privé de la beauté qu'on en mesure le prix.

Certains auteurs font de nous des êtres à part, dotés de mentalités différentes de l'homme moyen. Les cons ! C'est avec des idées pareilles que l'on fabrique des récidivistes. Tant que nous serons les faire-valoir de la bonne conscience de la société, rien de sérieux ne sera fait en matière de justice.

Il me faudra subir les transferts avec, à chaque fois, les passages dans les gares en tenue pénale,

entouré de flics mitraillette au poing : je ressens ce cinéma comme une façon qu'a l'administration de nous donner en spectacle, de dire aux gens : « Regardez bien, ce sont des bandits et c'est le sort qui vous attend si vous n'êtes pas sages. » Mauvaises méthodes pour faciliter le reclassement.

La prison est bête... Elle abrutit, elle infantilise. Rien de sérieux n'est fait pour favoriser le reclassement. Même à Melun, ce n'est pas sérieux. On peut apprendre un métier, c'est tout. Le prisonnier n'a pas de budget à gérer, aucune décision à prendre. Il n'a pas à se sentir responsable. Sérieusement, je me demande quelle catégorie d'hommes l'administration espère former avec ces méthodes. Non, elle n'espère rien car il n'y a aucun plan, aucune vue d'ensemble. Les flics arrêtent, les juges instruisent, les tribunaux condamnent, les prisons retiennent et au bout de cette chaîne on se retrouve dehors, comme après un voyage dans un long tunnel. Il n'y a aucun enseignement à tirer de tout cela. Chacun a fait son petit travail dans sa spécialité sans tenir compte de ce qui précède ou de ce qui suit. L'ancien ministre de l'Intérieur ne voyait qu'une répression accrue comme solution à la violence et FRANCE-INTER a soin de ne pas retransmettre les déclarations du secrétaire syndical des policiers en tenue, quand il affirme que la police ne peut pas faire de miracles et que la solution est dans une réforme de la société.

On nous prend vraiment pour des enfants. Tous ! Au fond, sur ce plan-là, il n'y a pas beaucoup de différences entre l'extérieur et la prison. On cherche aussi, en haut lieu, à vous infantiliser... Par la menace et la récompense. Exactement comme « chez nous ». Pour changer, il faudrait d'abord changer la société.

Les éducateurs : 5 pour 500 taulards à Melun. Fais le compte ! Ils arrivaient pleins de fougue et d'idées et un an plus tard, tu les retrouvais désabusés par les tracasseries de l'Administration Pénitentiaire. En maison d'arrêt, c'est plus simple, il n'y en a pas.

Nous sommes bien loin d'une justice objective, mais je crois que si les délinquants ne le disent pas eux-mêmes à chaque fois qu'ils en ont l'occasion

(et quel meilleur endroit qu'un tribunal ?), personne ne le dira pour eux.

Prenons l'exemple de la peine de mort. Est-il normal que certaines régions soient réputées pour la donner facilement et d'autres non ? Quand les lois sont les mêmes pour tout un pays, les sentences doivent être identiques, quelles que soient les régions où elles sont rendues. Le pire, c'est que les spécialistes finissent par considérer ces différences régionales comme normales.

Tout se passe, lors d'un procès, comme s'il s'agissait d'une joute entre l'accusation et la défense. Quand l'Avocat général fait son réquisitoire, il sait très bien que par moments il exagère, qu'il en rajoute. Sciemment, il va tout tenter pour duper le jury. Et de son côté, l'Avocat agira de la même façon, mais dans l'autre sens : son client aura toutes les qualités, tous les courages et n'aura pas eu de chance... Comment l'Avocat général pourrait-il prouver scientifiquement qu'il sait ce que

Qui est en prison ?

AU 1^{er} septembre 1979, on comptait 35 185 détenus dont, seulement, 1 046 femmes (il faut signaler que le nombre des détenus est en augmentation constante depuis 1973).

Ces 35 000 détenus sont répartis dans différents établissements : 8 centrales (2 211 prisonniers condamnés à des peines de plus de trois ans), 13 centres de détention (3 581 condamnés soumis à un régime moins sévère), 144 maisons d'arrêt (28 114 prisonniers, prévenus ou condamnés à des peines courtes) et 9 établissements spécialisés (863 prisonniers malades).

Sur le simple vu de ces chiffres, on se rend compte que très peu nombreux sont les condamnés à de lourdes peines ; de sorte que la majorité de la population pénale se compose de prévenus, pas encore condamnés (43,27 % du total) ou de « petits » délinquants. On peut poser la question, sans pour autant y répondre : ces personnes sont-elles vraiment dangereuses pour la société, ne pourrait-on pas envisager d'autres sanctions à leurs fautes, la prison les engage-t-elle dans le bon, ou le mauvais chemin ?

La population pénale est jeune

(84 % de moins de 40 ans) et se compose à 80 % d'ouvriers, de manœuvres ou d'ouvriers qualifiés, le reste n'étant guère plus élevé dans l'échelle sociale : la fraude financière et la criminalité en col blanc ne conduisent que rarement à la prison.

Il faut rappeler, enfin, qu'il y a plus d'analphabètes en prison (11 %) qu'on n'en compte lors des incorporations pour le service national. Ce qui fait dire à Philippe Boucher, chroniqueur judiciaire au « Monde » : « Si l'administration pénitentiaire s'enorgueillit du nombre de certificats d'études qui sont subis avec succès par les détenus, c'est aussi que ces derniers en étaient dépourvus à leur entrée en prison... » (Extrait de « Témoignage Chrétien »

14 janvier 1980).

l'accusé pensait au moment de son délit ?... Et pourtant, il contredit l'accusé quand celui-ci tente d'expliquer le cheminement de sa pensée et ses arguments peuvent avoir, hélas, du poids auprès d'un jury... Mais le bon accusé, au lieu de poser des questions, ne doit que se taire et se montrer honteux.

Si le Ministre de la Justice veut maintenir la peine de mort pour écarter de l'esprit des gens l'idée d'un recours à la vengeance personnelle, c'est qu'il reconnaît son impuissance devant la criminalité et devant une certaine opinion publique.

Les images publicitaires apparaissent au prisonnier comme un reflet de la vie, une vie sublimée,

toujours belle, où les problèmes n'existent pas. Tout à fait notre vision de la liberté.

Mes changements d'humeur doivent te paraître incompréhensibles... Les moments d'espoir fou voisinent avec le pessimisme le plus noir. Le courage et l'abattement se succèdent presque sans transition. C'est la prison.

Moi, j'ai un certain âge, ma vie derrière moi, un certain équilibre et malgré tout je subis ce climat. Alors que dire des autres ?... des plus jeunes ?... des moins équilibrés ?

La prison nous rend hypersensibles à la joie et à la douleur.

Nous sommes tous plus ou moins morts. Au pis aller de grands malades.

Nous subissons. Toujours. Les contraintes de la vie cellulaire, comme les aléas de nos contacts vains avec la vraie vie, dont nous ne sommes même plus spectateurs. Nous ne sommes plus rien.

Il me vient une envie d'être dans une gare... Acheter le journal, tiens. Rien que ce simple geste. Imagine : compter sa monnaie sur le trottoir et tendre le bras pour prendre le journal. Seulement ça... Vivre !

C'est la solitude qui tue. N'être plus rien pour personne, c'est déjà être mort. Et ne crois pas que ce lieu commun ne puisse pas être ressenti comme une réalité physique : c'est une réalité physique. Terriblement pénible à supporter, crois-moi. Alors, dans ces conditions, imagine un peu l'effet de vos lettres. Non, tu ne peux pas imaginer : c'est plus que la main tendue, mieux qu'un sourire. Il faut vivre ce sentiment pour pouvoir en mesurer l'intensité.

La prison n'est pas physiquement pénible (si l'on veut bien tenir compte de cette aberration qu'est l'abstinence sexuelle, qu'aucun code pénal ne stipule), mais elle endort l'esprit. C'est un enlisement sans fin des heures et des jours : une mort lente. De la fenêtre de ma cellule, je peux voir un chantier et plus loin la ville qui s'étage en blancs et en bleus autour de la grande rue. Des voitures passent, des ouvriers vont et viennent. Quand le soir descend, des cafés allument leurs néons. C'est

la vie, là, à quelques mètres de moi. Je la vois, j'entends ses bruits, je sens ses odeurs... Et pourtant elle m'est devenue aussi étrangère que des images sur un écran de cinéma et la première étoile qui brille dans le ciel a plus de réalité pour moi.

Je crie contre l'absence de vie. Je crie après la vie... J'ai encore trop de lucidité pour me laisser prendre tout à fait par les rêves... Je suis calme en apparence : voilà la prison, la voilà dans cette disproportion entre les idées et les gestes. La main cherche une autre main et ne trouve qu'un stylo qui devient tout, qui remplace tout et ce tout qui vous manque s'écoule dans l'encre des mots.

Du temps ? Nous en avons à ne savoir qu'en faire. Nous vivons toujours dans l'attente de quelque chose.

Quand je pense aux années à venir, j'ai un petit frisson. J'essaie de ne pas penser à la privation du printemps...

La déprime, la vraie, affolante... Je retrouvais les barreaux et la longueur des jours et surtout l'immobilité d'un avenir... L'asphyxie.

Un jour, plus tard, j'aurai beaucoup à dire, à force de vivre dans cette mort qu'est la prison, j'arriverai peut-être à ressusciter vers une autre vie.

A quoi sert une prison ? A mettre un individu de côté pendant un certain temps. Mais après ? La vie d'un taulard n'est pas toute sa vie... On libère des types après les avoir laissés s'abrutir, se saouler de rêves et de fantasmes. On les rejette sans préparation dans la vie réelle. C'est stupide.

Etre raisonnable, c'est bien ; mais devant certaines absences de réaction de l'administration pénitentiaire, ça tient parfois du prodige.

On augmente les peines en cas de récidive légale, bon. Mais encore faut-il ne pas contrecarrer les efforts de ceux qui veulent vraiment changer de vie. Car alors, ce n'est même plus se moquer de nous (je sais bien que nous sommes les poubelles de la France), c'est plutôt jouer un mauvais tour à la société.

Paysages de violences

UN DIALOGUE Michel BOSQUET - Serge JULY

Jacques SEMELIN. — Pour vous, qu'est-ce que la violence banale ? Pouvez-vous donner des exemples ?

Michel BOSQUET. — Je vais commencer par changer de casquette, et te répondre, non pas comme Bosquet, mais comme Gorz, en essayant de définir ce qu'est la violence.

Je te propose une définition ontologique et sartrienne en disant : la violence est un rapport au corps, un rapport négatif. Cela sera immédiatement évident si nous nommons ce de quoi la violence est le négatif : elle est le négatif de la tendresse. La tendresse est d'abord un rapport au corps d'autrui que tu traites en tant que corps sensible pour exalter la sensibilité et la joissance qu'il a de lui-même. Ainsi, c'est un rapport à ton propre corps, comme corps sensible, dont tu cherches à exalter la sensibilité.

Par delà cette relation au corps, la tendresse ou la violence sont des rapports à l'environnement dans lequel nous baignons. Sur ce plan, ce qui me frappe, c'est que le rapport tendre à la nature est généralement le propre des religions animistes ou polythéistes qui traitent les choses, les plantes et les animaux comme des êtres sensibles qui ont une âme, et dont ces religions, ces civilisations cherchent à exalter la sensibilité tout en essayant de vivre en harmonie avec tout l'être. Par contre, les religions monothéistes, qu'il s'agisse du judaïsme, de l'islam ou du christianisme, renvoient Dieu et l'âme dans l'au-delà. Le sacré est expulsé du quotidien pour être enfermé dans les temples. Ce qui fait que le monde des choses, des plantes et des animaux est postulé insensible. Du coup, il peut être traité comme un ensemble d'instruments, ce qui conduit les gens à traiter aussi leur

propre corps et le corps d'autrui comme un instrument. Je ne dis pas que c'est la religion qui précède l'instrumentalisation du monde, mais je dis qu'il y a une sorte de congruence dans le rapport instrumental aux choses ou au monde et le monothéisme.

L'instrumentalisation des rapports humains

Ce qui m'apparaît plus spécifique à notre civilisation, c'est la **technicisation extrême** des rapports qu'elle instaure entre l'homme et la nature instrumentalisée. Ce qui fait que, aussi bien les sièges dans lesquels nous nous asseyons que ces tables devant nous, les outils dont nous nous servons, les immeubles dans lesquels nous habitons, les rues que nous parcourons, les moyens de transports dont nous nous servons, excluent les rapports tendres, c'est-à-dire sensibles à la nature. Du même coup, ils excluent le rapport tendre ou sensible au corps propre. Tout ce qui nous entoure est une **incitation au traitement instrumentalisant**, et donc est une incitation à la violence. Il n'est pas étonnant que, par exemple, le viol ait pris une extension liée à la croissance économique et à l'industrialisation à outrance et que, à l'inverse, une des caractéristiques du mouvement de protestation anti-technocratique — ce que Alain Touraine appelle les mouvements sociaux — soit le féminisme. Un féminisme, non pas seulement en tant que revendication d'égalité de la femme, mais en tant qu'exaltation par les **femmes et par les hommes** des valeurs que Marcuse appelait féminines en préconisant un socialisme féminin (1).

(1) Dans **Actuels**, « Marxisme et féminisme », Ed. Galilée, 1975.

Serge JULY. — Je partage complètement cette analyse que je trouve remarquable.

M. B. — L'ennui, c'est qu'elle ne mène pas beaucoup plus loin que cette exigence normative : le dépassement de la violence suppose aussi une révolution culturelle allant jusqu'à notre manière de vivre notre corps.

Dans un article sur les médecines dites douces, j'ai cru pouvoir montrer que la violence, que notre environnement fait à notre existence corporelle, conduit à des maladies qui sont, soit psychosomatiques, soit des syndromes fonctionnels n'ayant pas de substrat identifiable.

Les gens, à force d'être mal dans leur peau et de se faire violence, de subir la violence des sièges dans lesquels ils s'assoient, du bruit qui les assourdit, des

odeurs insupportables qu'ils respirent, de la pollution de l'air, de la bouffe industrialisée et insipide, du rythme de vie qui est contraire au rythme biologique du sommeil (notamment par le travail posté auquel 35 % des ouvriers sont astreints), du rythme de travail aussi, dans les usines, les bureaux, où on se sert de machines qui vous torturent le corps — qui vous travaillent au lieu que vous les travailliez — se détraquent et tombent malades. Et une fois que cet individu, violenté en permanence dans son existence et ses rapports à autrui où la tendresse est interdite, est malade, que se passe-t-il ?

Un autre appareil s'empare de lui et continue à le triturer pour le remettre en place, afin que, « guéri », il puisse se réinsérer dans cet univers dont précisément il a été exclu par une impossibilité d'adaptation. C'est là la violence fondamentale dont toutes les autres découlent.

La « légitime défense »

S. J. — Sur ce type de problème, je n'ai pas de position morale. On vit et on se meut dans la violence ; on est formé et moulé par elle. Nous sommes un matrice de violence, et nous la reproduisons sans cesse. C'est pour cela qu'il y a toujours des dérapages dès que nous posons la question de la violence d'un point de vue politique ou idéologique.

Pour ma part, je crois que la guerre n'est jamais qu'un théâtre spectaculaire des violences privées. C'est ce qui engendre le rapport si intime que les hommes entretiennent avec la guerre. A l'inverse, il y a des violences quotidiennes qui sont l'extériorisation de grands flux de violences traversant la société.

Par exemple, la « légitime défense » pourrait s'analyser comme étant une traduction de rapports interindividuels dans une phase de crise économique, de déstabilisation des valeurs liées à la propriété. Car le problème de la « légitime défense » ne se réduit pas à celui d'une idéologie fascisante : elle peut être aussi une extériorisation du grand bouleversement économique en cours. Ce qui me frappe dans la légitime défense, c'est qu'une maison, un garage, une pelouse sont devenus une partie de leurs propriétaires. Lorsqu'il y a effraction, c'est comme si le voleur leur donnait un coup, comme s'il y avait une partie d'eux-mêmes qui souffrait et saignait. Un viol ! Car le garagiste ou le petit commerçant de Provins semblent avoir totalement investi leur existence dans ce crépi ou cette pelouse ou ce jardin paysager. Physiquement, le propriétaire se sent agressé : c'est comme si son corps était devenu sa villa. C'est pourquoi, dans la

Michel BOSQUET

Michel Bosquet est journaliste au *Nouvel Observateur*, dont il a été membre fondateur. Il est connu de nous pour ses articles remarquables sur l'écologie, la consommation, les transports, la santé, etc., et pour avoir rassemblé ses thèses sur de tels sujets, dans deux petits livres, *Ecologie et liberté* (Galilée, 1977), puis *Ecologie et Politique* (Seuil, 1978).

On connaît moins le théoricien politique, et plus généralement l'écrivain philosophe qui, sous l'autre pseudonyme d'André Gorz, a publié pas moins d'une dizaine d'ouvrages dont *Le traître* (Seuil, 1958), *Stratégie ouvrière et néocapitalisme* (Seuil, 1964), *Le socialisme difficile* (Seuil, 1967), *Réforme et Révolution* (Seuil, 1969), *Fondements pour une morale* (Galilée, 1977).

En fait, avant d'être journaliste, Gorz/Bosquet fut en quête d'une philosophie, et dans cette recherche, il sera profondément marqué par Jean-Paul Sartre. Il en restera l'un des proches, étant toujours, par ailleurs, co-directeur de la revue *Les Temps Modernes*.

Ainsi, s'il sait décrire régulièrement, et avec pertinence, les faits de société, il n'hésite pas à prendre le recul théorique nécessaire pour une réflexion fondamentale. Il nous en donne une nouvelle démonstration dans son dernier livre, *Adieu au prolétariat* (Galilée, 1980), essai politique audacieux, dans lequel il remet en cause bien de ses anciennes analyses, et avec elles, les croyances de la gauche contemporaine (voir notre longue présentation critique dans le prochain numéro).

..LE JOUR OÙ TOUS LES GENS QUI N'EN ONT PAS STRICTEMENT BESOIN, RENONCERONT A UTILISER LEUR VOITURE EN VILLE...



situation de « légitime défense », des valeurs fondamentales sont en jeu, valeurs qui sont en crise. Il suffit de lire les interviews de ceux qui aujourd'hui ont la gachette facile : ce ne sont pas des gens riches, ils ont économisé, investi, ils se sont sacrifiés, ils ont souffert pour réussir à construire leur pavillon. Et ils vivent de manière tragique le fait que tout cet investissement — à la fois financier et affectif — soit brutalement bafoué.

De plus, acquérir une maison, c'est retrouver un espace d'harmonie. Ce n'est pas tant l'habitat collectif qui est en cause ici, mais la manière dont il est conçu, dont il est vécu. La maison individuelle ou la résidence secondaire devient, dans certains cas, une sorte de refuge face à la violence de l'habitat collectif. C'est parce que la maison est ce lieu où l'on peut se reconstituer, se donner l'illusion de recréer une harmonie intérieure sans être trop agressé de l'extérieur, que le « viol » est aussi durement ressenti.

M.B. — C'est la niche, la coquille par laquelle on se défend contre la société.

S.J. — En ce sens, la manière dont est apparue la « légitime défense » est intéressante. Le fait que la société — à travers la justice — n'a pas vraiment accordé d'importance à cette valeur, a été très violemment ressenti par tous ceux qui avaient engagé leur vie entière dans la construction de cette « coquille ». Le phénomène s'est produit dans les années soixante, parallèlement au mouvement vers la résidence secondaire, très lié au mode de vie des cadres et au développement du tertiaire. La légitime défense est apparue quand ce mouvement vers la résidence secondaire a rencontré les couches de la petite bourgeoisie de province, chez qui l'investissement dans la propriété est beaucoup plus fort, devenant finalité absolue de l'existence.

La violence automobile

M.B. — Cette évocation de la coquille me fait penser à la violence automobile qui, elle, a des déterminants plus complexes que la « légitime défense » d'un espace privé. Tout d'abord, l'automobiliste dont on érafle une aile réagit avec une extrême véhémence parce qu'il ressent effectivement sa voiture comme le prolongement de son corps propre. Donc, agresser sa voiture, c'est l'agresser dans son corps, et la réaction peut aller jusqu'au meurtre.

Mais il y a aussi le fait qu'originellement la voiture est la coquille d'une souveraineté conquise sur les transports en commun : la possibilité de se déplacer de façon

autonome. Or il se trouve que la généralisation de l'automobile engendre des embouteillages, des processions interminables de voitures et que la coquille, au lieu de protéger contre un asservissement extérieur, devient elle-même asservissement extérieur à tous les autres conducteurs en tant que collectif. L'automobiliste est frustré et piégé. Son désir d'autonomie, investi dans la voiture, se retourne contre lui comme asservissement à un encombrement dans lequel il retrouve tous les autres comme ennemi collectif. Autrui n'est plus celui avec lequel on coexiste, ou coopère, ou contre qui on se bat au besoin : il est l'obstacle, l'entrave à ton propre avancement. Comme de plus, il est enfermé dans une caisse de métal, on ne le voit pas ; ce qui fait que chacun à son volant se sent le seul homme dans un univers d'objets mécaniques avec lesquels il a un rapport de haine, de frustration, qui se traduit par une conduite aggressive, parfois très violente.

Je crois qu'on a là tous les éléments d'une violence banale incorporée dans l'univers des choses, comme enfermement, frustration, extériorité de la propriété, par rapport à l'extériorité de l'autre et de soi-même. Il n'y a plus de relations physiques entre les individus, de communications par la voix, le regard, ou autre chose.

J.S. — Mais l'automobiliste s'en rend-il vraiment compte ?

La vitesse : une jouissance et une violence

S.J. — Tu t'en rends compte quand tu prends l'autoroute, car, par rapport à ce lieu d'asservissement, ce piège qu'est la ville pour l'automobile, la route et l'autoroute constituent l'échappée. Les autoroutes qui, par ailleurs, ont une fonction économique essentielle dans la création de nouveaux circuits sociaux, jouent ce rôle d'évasion. C'est pourquoi il y a eu sous le gaullisme de telles campagnes de presse, de pressions en tous genres pour demander leur développement. Quand la ville devient totalement engorgée, l'autoroute est un lieu où le conducteur retrouve une espèce de souveraineté, de jouissance. J'aime aller vite ; la vitesse en voiture procure une sorte de pré-extase. La vitesse ne se situe pas par rapport à des points de repère abstraits : c'est l'action de dépasser qui signifie la vitesse. A 160 km-heure, si on est seul sur la route, on ne perçoit qu'assez mal la vitesse. On ne s'en rend compte que lorsqu'on dépasse d'autres voitures. La vitesse est toujours relationnelle ; ce n'est jamais un rapport absolu. Je crois que dans le mouvement « rattrapage des autoroutes », il y avait le rattrapage de cette valeur, de cette satisfaction

Serge JULY

Serge July est rédacteur en chef du journal Libération, depuis sa création en 1973. Il n'a cessé d'alterner ou de mêler les aventures journalistiques et les aventures politiques, avec un intermède dans l'enseignement. Pur « produit » de la génération « révolutionnaire » des années soixante, il a traversé l'UEC rebelle à la direction du Parti communiste, l'UNEF, le 22 mars 1968, et la « gauche prolétarienne » avant le lancement de Libération.

Serge July vient de publier sous le titre ironique, « Dis maman, c'est quoi l'avant guerre ? » (Ed. Alain Moreau, 1980), un recueil d'articles publiés dans Libération de 1977 à 1979. Pour July, « la troisième guerre mondiale a commencé. Et si elle n'a pas été déclarée officiellement, elle n'en a pas moins lieu tous les jours ». Ainsi, celui qui n'est pas forcément lecteur assidu de Libération trouvera réunies les chroniques du « correspondant de guerre » July, certes parfois écrites dans le désert sarahoui, mais aussi commentant « la désobéissance de M. Trignol qui avait refusé d'ouvrir le coffre de sa voiture », ou la marche des paysans du Larzac, cette « famille, (cette) tribu, (ce) petit peuple, (qui portent) témoignage aux portes de Paris d'un espace de vie et d'organisation sociale et politique radicalement étrangères à la sphère de l'Etat ».

July ajoute dans la présentation de ses textes : « Pas simple, c'est vrai de distinguer les belligérants. Il y en a partout, en uniforme et en civil, et leurs armes sont multiformes. Comme dans toute guerre qui dure un peu, on finit par s'en accommoder, et cela n'empêche ni de faire l'amour, ni de rire, ni de manger, ni plus généralement de prendre toutes sortes de plaisirs. »

La thèse ainsi plantée — comme un décor — le lecteur pourra rester sur sa faim, car elle mériterait d'être prolongée par un véritable essai politique. Mais ce n'était sans doute pas la fonction du journaliste July qui entend d'abord, et avant tout, réagir à l'actualité. Journaliste qui, au demeurant, semble avoir remis en cause nombre de ses anciennes certitudes militantes, et qui s'affirme parallèlement comme un analyste rigoureux de la violence.

qui étaient perdues dans les embouteillages, les engorgements dus au développement formidable de l'automobile.

J.S. — En fait, je voulais dire qu'il y a une inconscience de la violence banale. Nous sommes tellement habitués à certains anachronismes de la société industrielle que nous nous sommes accommodés en réalité à des situations de violence, de telle sorte que nous ne percevons plus que c'est de la violence.

S.J. — Tu as raison, et pour reprendre l'exemple de l'automobile : la vitesse, c'est la guerre. La vitesse est liée à la concurrence. La vitesse joue un rôle décisif dans le capitalisme : les bateaux qui transportaient les épices, faisaient la course... On peut faire l'histoire de la vitesse, et Virilio en a fait un inventaire exhaustif (2). Cela se traduit très concrètement et très matériellement par l'accident. Si la vitesse est le moment de jouissance de la violence, celle-ci n'apparaît pas encore comme telle; c'est l'accident qui révèle la vitesse comme violence.

Encombrement et urbanisme

M.B. — Pour sortir de l'automobile, je te signale que dans le métro, c'est pareil. Il ne faut pas limiter la violence à l'automobile ; elle apparaît dans tous les lieux d'encombrement. Il y a eu des études là-dessus, par exemple, chez les souris. Chaque fois que la densité de population atteint un certain seuil, les individus ne se perçoivent plus les uns les autres que comme des obstacles à surmonter. Le rapport interindividuel disparaît. C'est ce qui se passe dans le métro : on avance le cul et on pousse ! On écrase derrière, et on entend des protestations ; on se dit que ces salauds se font de l'air avec les coudes... Et de fait, il n'y a pas d'autres moyens possibles que des coups de coudes, car la place manque. Au Japon, il y a même des « pousseurs », des gens qui sont payés pour pousser les passagers dans le train. La violence due à l'encombrement est incorporée à notre urbanisme.

S.J. — La ville est le lieu de la violence.

M.B. — Mais la ville piétonnière n'a pas ce type de rapports parce que vitesse et densité n'y sont pas les mêmes.

S.J. — Oui. L'absence de vitesse fait que les rues piétonnières sont revendiquées : on y retrouve, d'un seul

(2) Paul Virilio, *Vitesse et Politique*, Galilée, 1977.

coup, un autre rythme, un autre rapport à l'urbanité. La vitesse est un vecteur considérable de la violence dans la ville. Et nous baignons dans des villes, des paysages urbains qui sont en réalité des matrices de violence.

M. B. — C'est bien cela. La preuve, a contrario, ce sont des villes comme Venise ou Sienne. La circulation motorisée y est impossible. Un flot humain ininterrompu se déverse à travers les rues, mais il n'y a pas de rapports de violence, alors que la densité est pourtant très forte.

S.J. — C'est que, dans un cas, il y a l'eau, et dans l'autre, un système de ruelles qui freinent les flux de circulation. Comme à Rome, d'ailleurs, où dans une partie de la vieille ville, la circulation est presque impossible.

La radio au secours de l'administration

J.S. — Peut-on aussi parler de violences banales au niveau des interventions de l'Etat, de ses prises en charge de la vie des citoyens ? J'entends parler dernièrement d'une famille, en situation d'assistance, qui était prise en charge par plus d'une dizaine de représentants de l'Etat (assistante sociale, aide ménagère, éducateur, etc.).

S.J. — A ce niveau, je suis très frappé par l'apparition d'un type d'émission radiophonique dont le rôle est d'être l'oreille de toutes ces formes de violence. L'émission est centrée sur une personne qui, généralement, a subi la violence de l'administration, a été humiliée par cet anonyme qu'est l'Etat, a été oubliée, balladée durant cinq ans de bureau en bureau. Une sorte de personnage héroïque se dégage ainsi parce que pendant cinq ans, il a su s'accrocher de service en service, et on se demande comment il a pu l'assumer. De ce fait, chaque cas évoqué, chaque affaire, deviennent symboliques, et ce type d'émission fonctionne comme une « soupape » du système étatique. Celui qui est pris en exemple se trouve médiatisé. Il devient le symbole de beaucoup d'autres cas semblables, ce qui signifie qu'on ne pourra plus en parler parce qu'une émission aura été faite sur le problème. Et d'avance, on sait que le cas concret exposé sera pris en charge par l'administration, car il est devenu symbolique. Le fait d'être médiatisé le rend exceptionnel. Ainsi, la création d'une « bretelle » de communication « décompresse », dédramatise un peu ce genre de problèmes.

L'apparition de telles émissions suggère que la pression était devenue trop forte. Sans doute risquait-on de se retrouver avec nombre de forcenés, ce qui,

d'ailleurs, est déjà arrivé. Car, après trop de déconvenues, de démarches infructueuses, l'individu craque. Je crois que ce type d'émissions a permis de cautériser, de limiter des explosions individuelles. Elles ont une fonction de dérivation très importante.

Toute démarche administrative est violence

M. B. — L'Etat moderne est violent par essence puisqu'il conçoit la société comme une grande machine. L'Etat est le lieu où la société est perçue comme une mécanique, et les individus comme ses petits rouages. Celui qui est chargé de percevoir les gens de cette façon est ce qu'on appelle le bureaucrate, et sa perception est régulée par un certain nombre de cases dans lesquelles il doit classer les gens. Je dis que la simple perception bureaucratique de l'individu est une violence exercée contre lui, puisqu'elle le définit par des critères qui lui sont complètement extérieurs en tant qu'existence sensible.

Toute forme de fichage, de questionnaire, de formulaire à remplir, de démarche auprès de l'administration, est nécessairement éprouvée comme une violence subie. Le bureaucrate est celui qui traite tous les autres comme des objets inanimés, et considère que lui-même doit être traité avec déférence, car il est le représentant de l'autorité légale.

Violence banale et fascisme

J.S. — Mais précisément, cette instrumentalisation généralisée des rapports humains ne pose-t-elle pas un problème essentiel ? Ces « grandes » violences que nous jugeons, à un moment donné, inacceptables, ne naissent-elles pas de nos démissions collectives face à des « petites » violences quotidiennes ? Il me semble que Bruno Bettelheim dans son analyse du fascisme tend à dire cela quand il écrit : « Lorsque sa vie est en jeu alors que l'on est en pleine possession de ses facultés, il est relativement simple de prendre des décisions et d'agir. Il en va presque de même pour la liberté physique. Mais lorsqu'il s'agit de l'indépendance personnelle, le problème est moins clair. Peu de gens sont disposés à risquer leur vie pour de petits empiétements sur leur autonomie. Et lorsqu'un Etat procède par grignotement, où fixer la limite au-delà de laquelle on lui résistera, fût-ce au prix de sa vie ? Très rapidement, la multiplication d'ingérences mineures mine le courage de l'indi-

vidu, au point qu'il n'est plus capable d'agir » (3). Une telle analyse ne rend-elle pas compte de la genèse d'une situation de violences qui atteint le seuil de l'intolérable ?

S.J. — Je crois qu'il ne faut pas être mécaniste pour autant. Car si le rapport de violences banales est constitutif de la société moderne, il faudrait s'interroger sur le fait que malgré ce grignotement des libertés, nous n'ayons pas de régime fasciste. Si une grande partie de l'humanité est prisonnière de structures totalitaires — dictature politique ou dictature de la faim — il reste qu'un grand nombre de pays ne vivent pas sous le fascisme. Bien sûr, l'Occident connaît des régimes autoritaires, mais cette violence ne se cristallise pas dans un tout, une pensée, une totalité que l'on appelle fascisme.

M.B. — C'est très juste. La violence n'est pas un principe explicatif ; on ne peut pas déduire de la violence un régime totalitaire. Un régime totalitaire est par essence la généralisation d'un rapport violent de l'Etat aux gens, mais on ne peut pas dire plus. Sa spécificité demande à être explicitée au niveau politique.

S.J. — On pourrait dire que les violences banales sont comme un « **terreau** », peut-être nécessaire, mais certainement pas suffisant à la naissance du fascisme. Car le fascisme est un mouvement de masse, une masse en fusion ; il faut beaucoup d'autres ingrédients, notamment des facteurs politiques, pour passer de l'individuel au collectif.

Par exemple, aux Etats-Unis, la violence va très loin. Cela se traduit, entre autres, dans les films, les bandes de jeunes, etc. La violence est radicalisée à un degré que nous ne connaissons pas encore, mais qui va peut-être venir en Europe. C'est le cas du métro de New York où la police est parfois obligée d'abandonner toute surveillance parce que des bandes y règnent en maîtres. Ce métro est une sorte d'extoire individuel, un lieu de destructions permanentes. A côté, le métro parisien est une pièce de musée pour Président de la République !

Tout ceci pour dire : on peut beaucoup discuter la nature du régime politique américain, mais on ne peut pas affirmer que c'est un régime fasciste. C'est pourtant un des lieux où ce type de violences banales est le plus intense, où la mort est quotidienne. Violences dans la ville qui font d'ailleurs partie de toute la mythologie du Far-West, qui sont une des thématiques fondamentales du Western.

(3) Bruno Bettelheim, *Le cœur conscient*, Laffont, 1972, p. 296.

M.B. — Tout ce qu'on peut dire sur le rapport entre violence banale et fascisme, c'est qu'une civilisation où les relations entre les gens sont médiées par des **mécanismes**, par un environnement matériel, est une civilisation qui tôt ou tard évolue vers la barbarie. C'est l'analyse de Marcuse et de Franz Neumann.

Dans « *L'homme unidimensionnel* » (4), Marcuse explique les relations entre la technologie et la barbarie : une civilisation aux rapports technologisés, médiés par des outils, où l'autre, l'humanité en général, est perçu comme une masse insensible, est une civilisation unidimensionnalisée. Dans celle-ci, il n'y a plus de perception éthique ou esthétique de la réalité. C'est le terrain sur lequel se construit un ordre barbare. Il peut être diffus ou, en cas de crise, il peut prendre la forme du fascisme. Cela peut aussi être un Etat totalitaire. Je ne sais pas si tu as lu le livre de John Brunner, « *Sur l'onde de choc* » (5), qui, précisément, décrit un monde informatisé où les rapports sociaux sont dominés par un ordinateur central, au courant de la vie de chacun, sans qu'on sache quand cette « connaissance » de l'ordinateur est déchiffrée, exploitée par un supposé décideur humain.

La faillibilité de l'informatique

S.J. — Malgré tout, je suis fasciné par la faillibilité de l'informatique depuis qu'elle est entrée dans notre paysage culturel. Plus les systèmes sont centralisés, plus ils sont fragiles. L'échec de l'opération américaine en Iran est, à ce propos, révélatrice. Pour celle-ci, l'armée américaine qui est la plus informatisée du monde, a utilisé un Hercule C 130, un avion gigantesque, uniquement comme centrale de communications. La technicité et l'informatisation de cette action commando étaient vraisemblablement sans commune mesure avec Entebbe ou Kolwezi. Et c'est cette opération à la technicité fabuleuse qui échoue ! La vérité est que plus un système est centralisé, plus la faille est importante : une petite déconnexion risque de provoquer une catastrophe. Le P.C. américain de la force de frappe a connu un incident du même type. En novembre 1979, une panne dans un ordinateur a fait que le programme correspondant à l'arrivée des fusées soviétiques et commandant automatiquement le processus de riposte (chargement des têtes nucléaires, décollage des bombardiers), s'est déclenché

(4) Herbert Marcuse, *L'homme unidimensionnel*, Ed. de Minuit, 1963.

(5) Ed. Laffont, Collection « Ailleurs et demain ».

de lui-même. Ce sont les ordinateurs de surveillance qui ont bloqué le système trois minutes avant qu'il ne soit trop tard.

On pourrait encore évoquer la grande panne d'électricité à New York. En ce moment, il se construit une énorme centrale, dans la baie de Saint-James, au nord du Québec, qui va fournir de l'électricité au Québec, à Detroit, à Montréal et au nord de New York. C'est dire la dimension gigantesque de ce projet, presque aussi grand que la France. Il est probable que les failles ou les pannes d'un tel système vont être multiples.

Aujourd'hui, c'est la panne qui devient le sujet passionnant. Aussi, je crois qu'il faut relativiser cette opinion qui veut que l'informatisation soit nécessairement une fascisation. Cela ne veut pas dire qu'avec l'informatique, on ne soit pas plus fiché, plus manipulé, plus réifié. Cette réalité est bien là, mais ce n'est pas pour autant la fin du monde.

La violence contre la machine

M. B. — D'où la réapparition de la violence contre les machines, qui est une très vieille histoire commencée, en Angleterre, avec les mécanoctastes du début du XIX^e siècle. Cela fait 170 ans que l'on connaît cette forme de violence qui est, en fait, une contre-violence aux violences subies par les ouvriers. Le mouvement des Luddites, en 1812, en Grande-Bretagne, avait une extraordinaire ampleur (6) : pour le réprimer, 12 000 hommes furent mobilisés par l'armée britannique, autant que contre Napoléon en Espagne et au Portugal. C'était la révolte de l'homme contre le contre-homme, incarné dans la machine. La machine ne lui volait pas seulement son travail, elle lui volait la liberté du travail. Elle l'asservissait à un rythme et à un mode de production contraires à ce qui était programmé dans son corps comme acceptable. Et donc, on se retournerait contre la machine comme contre ce qui exerce la violence contre soi.

Le même phénomène se produit aujourd'hui face à l'ordinateur. Un livre passionnant en rend compte, « *L'homme terminal* », de Michael Crichton (7) : il décrit le meurtre d'un homme contre un ordinateur auquel il

(6) Mouvement d'ouvriers anglais opposés à l'industrialisation (et à la prolétarisation) et qui s'étaient organisés pour détruire les machines dans le textile. Parti de Nottingham, fin 1811, le mouvement s'étendit de comité en comité dans toute l'Angleterre jusqu'en 1816.

(7) Ed. Fayard.

était asservi par les psychiatres. C'est là une histoire d'une valeur symbolique remarquable.

A une plus grande échelle, les centrales nucléaires déclenchent également des réactions de violence, parce qu'elles sont perçues comme le siège d'une violence d'Etat contre les populations. Bien sûr, la machine n'est pas le sujet de la violence ; la machine est le symbole de la violence institutionnelle, exercée contre l'homme par un appareil de domination technocratique. Mise en place par les technocrates comme outil de domination sur les populations, la machine est l'un des moyens par lequel s'exerce le pouvoir, et donc la violence.

J.S. — J'ai l'impression que ces schémas d'analyse pour appréhender les manifestations individuelles de la violence sont semblables à ce qu'on peut dire de ses manifestations collectives, par exemple à travers la spirale de la violence de Dom Helder Camara. Je crois que l'on peut dire ainsi qu'il existe, au niveau individuel, une violence d'oppression (qui peut se traduire par une aliénation totale de l'ouvrier à sa machine), une violence de révolte (prenant la forme d'un geste de colère, d'agression, voire de folie), et enfin une violence de répression (c'est alors le chantage insidieux à l'emploi ou l'intervention musclée du personnel d'encadrement). Le livre de Robert Linhart, « *L'établi* » (8), me semble bien mettre en évidence ces « petites spirales » de la violence.

S.J. — Je voudrais faire deux remarques. La première, qui m'amuse, me vient en t'entendant citer Camara et la spirale de la violence. Je repensais à 1968 où l'on disait exactement l'inverse. Nous estimions que le processus de libération, pensé politiquement, était que le couple action-réaction produise une situation libératrice : l'action politique, provoquant la répression, devait en retour permettre le développement d'une mobilisation théoriquement plus grande. Si nous changeons ainsi de grilles d'analyses, c'est sans doute que les rapports de forces ont bien changé...

Guerres réelles et guerres métaphoriques

Ma deuxième remarque est que nous avons un mode de pensée qui tient à l'histoire européenne du début de ce siècle : nous pensons toujours violence par rapport à fascism, donc en terme de **finalité de la violence**, vers une violence généralisée ou institutionnalisée. Dans la situation présente, les choses me semblent fonctionner

(8) Voir la présentation de cet ouvrage dans ce numéro d'ANV sous le titre « *La dictature des objets* ».

différemment. La violence est le fait, tout à la fois, de **guerres réelles** mais aussi de **guerres simulées ou métaphoriques**. Mentalement, il s'est installé une sorte de va-et-vient entre des guerres privées — celles que nous vivons quotidiennement — et puis les guerres dans lesquelles nous sommes pris collectivement.

Par exemple, en Lorraine, est vécu comme guerre le conflit de la sidérurgie. D'abord, parce qu'il y a, comme après un bombardement, destruction objective de matériels, d'usines ; ensuite, parce qu'il y a eu guerre économique. Le résultat est qu'une région a été défaite, ce qui se traduit socialement par la dispersion de beaucoup de gens. On pourrait encore poursuivre la comparaison : les « réfugiés » ont reçu, en dédommagement des destructions subies, 50 000 F d'indemnisation, et sont partis à Paris ou ailleurs. Et c'est un type de guerre qui s'est traduit par des scènes de batailles avec des barrières, etc.

D'un autre côté, le monde connaît évidemment des guerres réelles, comme en Afghanistan, des opérations militaires comme la tentative des Américains en Iran.

En fait, depuis environ trois ans, on ne peut pas parler d'un grand problème, sans immédiatement faire référence à la guerre ou à l'apocalypse. Le langage utilisé est toujours celui de la guerre. On s'aperçoit ainsi que l'usage des images de guerre, autant par les individus que par les forces politiques et économiques, traduit le contexte actuel dans lequel nous sommes entrés. La guerre exprime ce contexte de bouleversements économiques — la transition difficile de la deuxième à la troisième révolution industrielle — avec son cortège de destructions. De nouveau, l'économique est vécu par tout le monde comme guerre. Un lien s'opère dans la conscience individuelle entre ce vécu, qui est celui de la violence urbaine, de la violence physique, et ce contexte économique général qui se conceptualise en guerre.

Un autre exemple est très symptomatique : celui de la fonction idéologique des grandes boîtes disco. Le décorum de la boîte disco est véritablement une métaphore de la guerre. Dans une salle gigantesque plongée dans l'obscurité, où évoluent les danseurs, le « canon-laser » qui, soudain, bombarde quelqu'un au hasard, le projetant en pleine lumière, est comme une métaphore directe du bombardement d'un village vietnamien par un Phantom. Le laser incarne cette même sophistication technologique de la guerre, qui frappe anonymement les populations civiles. En outre, les danseurs sont complètement isolés, totalement narcissiques, se déplaçant par rapport à des miroirs, qui sont à la fois les autres et de vrais miroirs. Ils se réfléchissent et se regardent danser :

ils sont, selon leur propre formule, des stars. La star n'est plus Travolta, X ou Y, c'est eux. Et tout à coup, il y a ce bombardement de lumière — cette violence lumineuse — qui se braque sur l'un d'entre eux, puis passe à un autre en éclatant dans un autre coin de la salle. Bombardement tout à fait symbolique puisque personne n'est tué dans l'affaire. Mais cette insécurité, qui fait que l'on va être découvert, que l'on va être désigné, semble renvoyer à ce vécu individuel et collectif qui est celui de la guerre. On vit la guerre en dansant. Et la musique disco, répétitive et industrielle, est une mise en spectacle de ce vécu.

De telles analyses me paraissent décrire beaucoup plus précisément la situation actuelle que le schéma qui entend montrer que les violences individuelles se cristallisent en fascisme. Je pense que ce n'est plus la question du moment (9).

M. B. — Mais quel est l'ennemi et quel est l'enjeu ?

S. J. — Je te répondrais très honnêtement que je n'en suis pas là.

M. B. — Mais comment peut-on penser la guerre sans penser l'ennemi ? Une guerre est toujours contre quelqu'un. Quels sont les antagonistes de la guerre ?

S. J. — Ils sont multiples. Dans une perspective de transformation politique, le nouveau capitalisme est évidemment l'ennemi. Mais quand on a dit cela, on n'a rien dit. Après la troisième révolution industrielle, c'est-à-dire avec le déplacement stratégique du capitalisme mondial vers le Pacifique, l'Europe va se retrouver à sa périphérie. Il est clair que de tels changements peuvent être causes d'une grande matrice de violences. Alors, l'enjeu, c'est quoi ? Serait-ce d'empêcher ce transfert-là ?

M. B. — En définitive, ce que je trouve intéressant dans ce que tu dis, c'est que le climat de guerre précède la définition des antagonistes et des enjeux. Nous sommes dans une période où tout le monde dit qu'il faut se battre pour survivre, mais on ne sait pas contre qui, ni contre quoi, ni pourquoi.

Propos enregistrés à Paris,

le 29 avril 1980.

(9) Sur la thèse qu'il développe ici, le lecteur peut se reporter à un article de Serge July, *La mode de l'apocalypse*, paru dans un numéro spécial du *Magazine littéraire* sur la guerre (n° 154, novembre 1979).

Voici une histoire banale, elle est arrivée (sous une forme ou sous une autre) à toutes les femmes et c'est en cela qu'elle me semble intéressante.

Nous (1) rentrions chez des amis à Barcelone vers une heure du matin. Un homme d'environ 25 ans nous demande l'heure. Confiantes, parce que nous avions eu l'impression que tous les Espagnols se parlaient entre eux, nous lui répondons. Puis nous le voyons au bas de notre immeuble ; apparemment il habitait là. Nous ouvrons la porte et cet homme qui jusqu'à présent nous avait semblé calme se met à nous raconter une histoire incohérente pour demander le nom d'une rue. Plus il parlait, plus il s'excitait ; nous étions en train de prendre l'ascenseur : il nous fallait fermer la porte extérieure, fermer manuellement la double porte puis appuyer sur le bouton de l'étage. Nous avions très vite compris son jeu, et nous voulions donc rentrer le plus rapidement possible. Mais lorsqu'on appuyait sur le bouton, le type ouvrait la porte externe. Nous avions beau discuter, lui faire comprendre que nous n'étions pas dupes... il ouvrait toujours la porte. Nous ne paniquions pas encore, mais nous en avions assez d'être coincées dans l'ascenseur. L'une pensant à l'argent, l'autre au viol. L'ascenseur était devenu un piège. Puis, enfin, il ferma la porte et nous montra son pénis. S'il voulait un cri d'admiration, il n'eut qu'un cri de soulagement. Tout ce cirque pour un pénis!!!

Ce qui nous a atteintes surtout dans cette histoire, c'est la confiance que nous avions accordée à quelqu'un qui l'a flouée et qui en a joué. Une fois de plus, en tant que femmes nous nous sentions moins libres. Nous devions une fois de plus nous méfier des hommes.

Le lendemain, c'était le départ. Un homme seul nous a pris en stop et a priori nous ne lui faisions pas confiance : nous nous mettions sur nos gardes, vérifiant les poignées des portières pour pouvoir sortir rapidement si besoin était. Nous ne parlions pas ou presque...

par Marie-Béatrice

(1) Nous, deux femmes bien sûr !

Viol(ence)s ?

Anecdotes de rue, faits quotidiens, anodins ou pesants, les femmes en parlent :

- celle-ci, dans le métro, ne s'assied plus jamais contre la vitre. Elle se rappelle son malaise quand deux garçons, bloquant le passage, la décrivaient à haute voix comme si elle n'existait pas. Autour d'elle, le silence.
- celle-ci descendit une station avant la sienne : physiquement déshabillée par le regard d'un tiers.
- celle-ci, lasse de fuir le dragueur acharné, s'est retournée, décidée, fraternelle, en lui demandant de partir. Sans céder. Elle procède ainsi systématiquement. Stratégie de femme dans la rue.
- celle-ci, pour qui aller au cinéma seule le soir vers 22 h 30 constitue une sorte d'aventure ; qui l'assume tout de même mais... s'assied près de l'ouvreuse.
- celle-ci, agressée dans le parking de son immeuble ; depuis, elle ne s'y gare jamais toute seule.
- celle-ci hésite à passer si des ouvriers travaillent aux canalisations d'un trottoir ; les plaisanteries l'intimident ou la blessent.
- celle-ci emprunte avec hésitation cette voie du 18^e arrondissement entre un hôpital et le mur d'un cimetière. Un soir d'hiver, un homme a ouvert sous ses yeux un livre pornographique.
- celle-ci, au moment du choix d'un lycée pour sa fille, hésite. Les trois stations de métro que devra

FACONNEMENT des objets

faire sa gamine de 11 ans lui évoquent certains trajets de son enfance rendus odieux par l'attitude de certains hommes.

- celle-ci, dans la rue, marche absente, sans un regard pour l'homme qui s'avance, mais sait éviter la main en avant qui baguenaude.

- celle-ci ne monte jamais dans un ascenseur si un inconnu s'y présente avec elle. Souvenir d'une agression de maniaque dans l'année de ses 17 ans.

- celle-ci vit, dévoilé par un passant, ce qu'elle n'avait pas demandé à contempler ; depuis ce soir-là, elle rentre du théâtre où elle travaille en talons plats, cheveux rentrés dans les vêtements, anonyme, surtout pas femme.

- celle-ci, agressive, prête à défendre chèrement sa tranquillité, lança sa pizza fumante à la tête de l'homme intéressé par son anatomie. Elle s'est retrouvée assommée sur le trottoir, dépouillée de son sac ; il était 21 heures. Elle évite d'aller seule se restaurer le soir.

- celle-ci a dû garder son sang-froid, sollicitée de manière indécente par le chauffeur de taxi qu'elle avait hélé.

Attitudes, réflexes, comportements construits autour de l'évidence d'être femme. Nous abordons autrement la ville, ses artères, ses moyens de transport. Notre promenade nous y semble rarement sereine ; guettées, frôlées, touchées, détaillées, évaluées, soupesées, marchandées, sollicitées, nous

avançons dans un murmure feutré de propositions souvent exaspérantes. La présence d'un homme à nos côtés délivre de cette sujétion.

Certaines femmes ne dévoilent pas l'agression sourde qui les oppresse ; leur ami, amant ou mari les supposent un peu complices, un peu responsables de ces agissements. D'autres de nos compagnons écoutent, étonnés, ces faits extravagants : il demeure qu'ils sont désarmés comme nous par l'anonymat dans lequel ils se passent, le silence dont on les couvre.

Ces dernières années, quelques articles féministes ont dénoncé violemment cette condition faite aux femmes. Le mépris pour ces hommes ne nous fera pas grandir.

Comme ne peuvent nous faire grandir ces lourdes années de prison infligées aux violeurs. Le viol est bien une intolérable violence. Qu'il soit nommé inlassablement, mais non pas réglé par la même répression haineuse qu'on applique aux justiciables.

Faisons-nous reconnaître ; ne renonçons pas à sortir seules ; imposons notre présence dans la rue ; essayons de dire non aux compagnes de peur ; ne soyons pas écrasées, mais sûrement solidaires de ces hommes ; ne les évitons pas ; ne nous taisons pas ; ne fuyons pas. Il faudra longtemps pour que notre confiance force le respect. Pour être certaines que l'autre, l'homme, changera avec nous.

Françoise Chen - 1.6.80.

LE DERNIER VERRE

Cette lettre, l'autre jour, dans le courrier de Jacques Barrot, le ministre de la Santé. Un frère y parle de son frère : « J'ai hésité à vous écrire, trop, certainement (...). Mon frère, qui a cinquante ans, s'était mis à boire il y a deux ans. Après plusieurs accidents de voiture, s'est produite, le 18 novembre, une ultime catastrophe de la route. Résultat : perte totale de la vue et traumatisme crânien (...). Dans cette lettre, je crie ma révolte contre cette société qui aurait pu faire beaucoup plus pour empêcher mon frère de se détruire ainsi... »

L'alcool tue lentement, c'est connu, mais les automobilistes sont pressés. Quarante pour cent des conducteurs responsables d'un accident mortel sont, au moment de la collision, en état d'imprégnation alcoolique. Thème de chanson à boire pour oraison funèbre : l'alcool tue quarante mille Français par an. Plus que la population d'Aurillac. Tue sur le bitume et à l'hosto. A l'usine et à l'asile. Boire un petit coup, c'est agréable si on ne fait pas pleurer les chiffres. De 15 à 48 % des accidents du travail sont dus à l'éthylique. Un individu qui absorbe un litre de vin et fume dix cigarettes par jour court dix fois plus de risques qu'un abstinent d'avoir un cancer des voies aéro-digestives. L'espérance de vie des buveurs excessifs est diminuée de douze ans. Or on compte chez nous quatre millions et demis d'« excessifs », dont deux millions de vrais toxicomanes alcooliques. Record du monde toutes catégories. Le Français boit vingt-cinq pour cent de plus que l'Allemand, deux fois plus que l'Anglais, quatre fois plus que le Norvégien.

« L'alcoolisme est le plus important des fléaux sociaux », a dit M. Giscard d'Estaing en 1977 aux entretiens de Bichat. Trois ans plus tard (l'alcool tue lentement), une commission nommée à sa requête et présidée par le professeur Jean Bernard, le grand cancérologue, s'ap-

prête à lui soumettre un « plan décennal de lutte contre l'alcoolisme ». Il y aura plein de photographes sur le perron de l'Elysée. A sa sortie, le professeur fera une déclaration aimable sur l'accueil que lui aura réservé le président. Cette fois, c'est décidé : la France va être mise au régime, sus au lobby des alcooliers ! Enfin, oui, pas tout de suite... Peut-être bien après mai 1981.

« Giscard n'appliquera pas un plan forcément impopulaire avant l'élection présidentielle », tempête déjà une des têtes de la commission Bernard. Ça peut attendre, l'alcool tue lentement, on se répète. D'ici aux élections, on ne comptera que quarante mille morts de plus. Une toute petite minorité silencieuse comparée aux millions d'électeurs qu'un programme antialcoolique ne manquerait pas de fâcher. Jean Bernard lui-même n'admet-il pas : « L'alcoolisme est le domaine de la santé publique où le plus grand intérêt général s'oppose au plus grand nombre d'intérêts particuliers » ? Simone Veil avait déjà fait le même constat en 1978 devant le Sénat : « En m'attaquant au tabac, j'ai choisi la facilité. Pourtant, l'alcoolisme est plus grave que le tabagisme. Mais il est inutile de mener campagne contre lui si auparavant toute l'orientation de notre agriculture n'est pas modifiée. »

Voilà avoué sans détour que la France vit (et meurt) de l'alcool plus que de la production d'automobiles. Qu'au lobby de la bagnole correspond le groupe de pression des alcooliers. Groupe plus diffus que le premier, noyé dans le tissu social comme les globules dans le sang. Lobby de patrons et de vignerons, du P.D.G. au cabaretier. Un Français sur dix tire tout ou partie de ses revenus de la filière éthylique. French Connection, non clandestine celle-ci. Honorée, au contraire, pour son dynamisme à l'exportation. Reçue, congratulée dans les ministères. Portant Légion d'Honneur ou Mérite agricole en sautoir. Citons à l'ordre de la nation : un million de viticulteurs, plusieurs centaines de firmes de spiritueux, cinquante brasseurs et leur personnel. Sans oublier (tiens, tiens, on n'en parle plus jamais de ceux-là) cinquante mille gros betteraviers, producteurs après distillation des tubercules de deux millions d'hectolitres d'alcool pur et « neutre », dont raffolent les fabricants d'anisés. Pastis-betteraves, même combat. Les alcooliers pèsent au bas mot quarante milliards de francs en chiffre d'affaires, sans compter l'activité des distributeurs et des deux cent mille bistrots.

Lobby en forme d'hydre de Lerne. Quand on coupe une tête, d'autres repoussent. En chute libre aujourd'hui, les pinardiers ; mais en pleine progression, les fabricants de bière, de pastis et, surtout, les importateurs de whisky. Étonnante, l'évolution des boissons, depuis vingt-cinq ans : recul de quarante pour cent sur le vin, augmentation

de soixante pour cent sur la bière, dont le degré alcoolique moyen a progressé entre temps d'une unité. Pis : la France a multiplié par quatre sa consommation de pastis et par... cent trente celle de whisky. Autrefois, on buvait rouge ; on boit de plus en plus jaune. On trinquait en mangeant ; on trinque sans manger. Pour le profit de l'Etat.

(...) L'attitude présente de l'Etat est pour le moins ambiguë. Il agit comme si sa main gauche ignorait ce que fait sa main droite. Barrot, au ministère de la Santé, combat l'éthylosme. Bravo ! Mais Méhaignerie, à l'Agriculture, défend les vignerons ; Monory, à l'Economie, décide les exportateurs de spiritueux ; et Papon, au Budget, ouvre son tiroir-caisse. Rentrées fiscales sur les alcools : huit milliards, sans compter les recettes de la T.V.A. Part des taxes dans le prix de vente d'un litre d'anisé : 73 %. « N'imaginez pas que l'alcoolisme rapporte plus à l'Etat qu'il ne lui coûte », s'insurge un haut fonctionnaire. Alors quelle est l'ardoise du fléau ? « On ne sait pas. Il n'y a pas eu d'étude officielle. » Aux députés, le 17 octobre 1978, le ministre Papon a dit : « L'alcoolisme coûte soixante-dix milliards de francs lourds. » Aux mêmes députés, six mois plus tard, le ministre Barrot a assuré : « L'alcoolisme coûte dix-huit milliards de francs. » Du simple au quadruple. Politique de l'autruche ? L'Etat sait au centime près ce que l'alcool lui rapporte. Pourquoi ne veut-il pas savoir ce qu'il lui coûte ?

Huit milliards chaque année dans le tiroir de Papon. Combien en redonne-t-il à son collègue Barrot pour toutes les actions d'éducation sanitaire, dont la prévention de l'éthylosme ? Une petite quinzaine de millions. Combien pour le Haut Comité d'Etudes sur l'Alcoolisme, organisme public ? Quatre autres petits millions. Soixante-dix fois moins que l'investissement publicitaire des sociétés de vins et spiritueux. « C'est la faiblesse de l'Etat qui fait la force du lobby », déplore une des têtes de la commission Jean Bernard.

Pierre-Marie DOUTRELANT,

(extrait d'un article du *Nouvel Observateur*,
du 21 juin 1980).

La dictature des objets

par Jacques Semelin

« **L**'USINE, c'est le bagne » : on connaît la chanson et on n'y croit plus. Bien sûr, les enfants dans la fabrique, douze heures par jour, au temps de Marx et de Zola, c'est à peu près fini. Et encore pas partout : certainement pas dans le Tiers-Monde.

D'ailleurs, en Occident, les innovations technologiques sont telles qu'aujourd'hui, les enfants seraient une bien piètre main-d'œuvre. Mais si les techniques changent, les machines restent. Et elles sont toujours aussi broyeuses d'hommes. Le livre de Robert LINHART, « *L'établi* » (1) est là pour ouvrir les yeux de ceux qui parlent de la condition ouvrière sans la connaître.

Ancien « soixante-huitard », l'auteur raconte ses aventures d'intellectuel engagé. Mais il s'agit d'un engagement pas comme les autres : dans le but de militer au sein de la classe ouvrière, il « lâche » son milieu étudiant et réussit à se faire embaucher comme O.S. chez Citroën à la fabrication des 2 CV. Il y tiendra un an au terme duquel il sera licencié, s'étant fait repérer au cours d'une grève ratée.

Outre cet itinéraire d'un intellectuel maoïste parmi les manuels de chez Citroën — en majorité des travailleurs immigrés — le grand intérêt de ce livre-témoignage est de nous offrir, avec finesse, une description émouvante de l'univers de la production.

(1) *L'établi*, Robert Linhart, Ed. de Minuit, 1978.

Etre « possédé » par la machine

Et à lire R. Linhart, on prend mieux conscience que cet univers est le règne d'une violence insidieuse, permanente, organisée. Non pas tant en raison des manifestations brutales de violence — somme toute assez rares — mais par le **type même du travail** qui s'y fait : le travail posté à la chaîne pour la production rapide, en série, des automobiles.

Ces tâches répétitives auxquelles un être humain se voit astreint, font de lui un véritable « possédé » par cette machine qui littéralement enchaîne l'homme à l'objet qui se fabrique. Il lui doit le même geste, la même concentration, le même rythme, des centaines de fois par jour. « Cette vie de la chaîne, je l'apprendrai au fil des semaines », écrit R. Linhart à ses tout débuts. « En ce premier jour, je la devine à peine : par la tension d'un visage, par l'énerverment d'un geste, par l'anxiété d'un regard jeté vers la carrosserie qui se présente quand la précédente n'est pas finie. »

Il y a aussi « l'ambiance », c'est-à-dire le bruit permanent et sa cacophonie assourdissante. Mais encore ce contact qui finit par être désagréable avec des objets, des matières de toute sorte. « Je découvrais cette autre routine de l'usine : être constamment exposé à l'agression des objets, tous ces contacts désagréables, irritants, dangereux, avec les matériaux les plus divers : tôles coupantes, ferrailles poussiéreuses, caoutchoucs, mazout, surfaces graisseuses, échardes, produits chimiques qui vous attaquent la peau et vous brisent les bronches. On s'habitue souvent, on ne s'immunise jamais. Des allergies, il y en a sûrement des centaines, jamais reconnues. Après l'usine, on se nettoie à fond, pour essayer de se décoller de tout ça. Certains utilisent des acides, des détergents, s'acharnent à récurer leur peau et aggravent le mal, à l'atelier même, à l'arrêt des chaînes, sous l'œil des chefs indifférents ».

« Quel esprit, quel corps, note R. Linhart, peut accepter sans un mouvement de révolte de s'asservir à ce rythme anéantissant contre nature de la chaîne ? L'insulte et l'usure de la chaîne, tous l'éprouvent avec violence, l'ouvrier et le paysan, l'intellectuel et le manuel, l'immigré et le français. Et il n'est pas rare de voir un nouvel embauché prendre son compte le soir même du premier jour, affolé par le bruit, les éclairs, le monstrueux étirement du temps, la dureté du travail indéfiniment répété, l'autoritarisme des chefs, la sécheresse des ordres, la morne atmosphère de prison qui glace l'atelier. Des mois et des années là-dedans ? Comment l'imaginer ? Non,

plutôt la fuite, la misère, l'incertitude des petits boulot, n'importe quoi ! » Pourtant, la plupart n'ont pas le choix : ils restent. Et il faut bien s'y faire.

Une anesthésie progressive

Plus exactement, il s'agit de **se faire**, se modeler aux exigences de la machine. R. Linhart lui-même, après plusieurs essais malheureux à différents postes de travail, et après être tombé malade, s'habitue.

« C'est comme une anesthésie progressive : on pourrait se lover dans la torpeur du néant et voir passer les mois, les années peut-être, pourquoi pas ? Avec toujours les mêmes échanges de mots, les gestes habituels, l'attente du casse-croûte du matin, de l'après-midi, puis l'attente de cinq heures du soir. De compte à rebours en compte à rebours, la journée finit toujours par passer. Quand on a supporté le choc du début, le vrai péril est là. L'engourdissement. Oublier jusqu'aux raisons de sa propre présence ici. Se satisfaire de ce miracle : survivre ».

Mais sur cette pente de l'aliénation croissante, on arrive vite au terme, à l'asservissement total, mécanique, machinal, telle cette ouvrière automate : « Elle fonce, inaccessible, murée dans son acharnement à produire des sièges. Il paraît qu'elle est là depuis des années. Des années à planter quatre mille crochets par jour, des années à répéter ces coups de pouce frénétiques. Pense-t-elle s'en sortir comme ça ? Ou bien est-ce la peur des chefs ? Quelle détresse familiale y a-t-il derrière cette lutte vaine pour produire quelques sièges supplémentaires ? Elle ne répond guère quand on essaie de lui parler. Je ne saurai jamais. »

Ne pas se laisser « couler ».

Chacun sent, plus ou moins confusément, que l'enjeu — sa dignité d'être humain — est de résister à une telle déchéance. Et chacun lutte, plus ou moins habilement, pour contrecarrer ce lent abrutissement de l'âme. C'est là le défi qu'on se fait à soi-même pour ne pas sombrer dans l'aliénation.

Une belle bataille intérieure est loin d'être toujours clairement formulée ; mais elle se traduit quotidiennement par de multiples petits gestes qui ne trompent pas.

Et d'abord, en mesurant sa fatigue. « Jamais autant

qu'à l'usine, je n'avais perçu avec autant d'acuité le sens du mot « économie ». Economie de gestes, économie de paroles. Economie de désirs. Cette mesure intime de la quantité finie d'énergie que chacun porte en lui, que l'usine pompe, et qu'il faut maintenant compter si l'on veut en retenir une minuscule fraction, ne pas être complètement vidé... Citroën mesure à la seconde près les gestes qu'il nous extorque. Nous mesurons au mouvement près notre fatigue ».

Ou encore, en gagnant, à chaque montage, quelques secondes sur le rythme de la chaîne, pour profiter d'une petite minute de répit, et ainsi pouvoir fumer tranquillement une cigarette ou aller dire bonjour à un copain. L'homme, un bref instant, a alors l'impression de reprendre force, de dominer en le narguant cet ordre industriel qui, cependant, va immédiatement le reprendre pour l'absorber à nouveau. Et puis, il y a l'attention aux petites choses : « Un petit détail occupe une matinée. Y aura-t-il du poisson à la cantine ? Ou du poulet en sauce ? ... Tiens à la pause de trois heures, j'irai donner un journal à Sadok et discuter de ce qui se passe chez Gravier. Et puis non, aujourd'hui, je suis trop fatigué » — Et c'est encore l'évasion, le sexe, le tiercé, les combines, l'espoir de monter un petit commerce, le rêve. Bref chacun a sa tactique, sa méthode pour s'accommoder et survivre : il s'agit de « saisir chaque occasion pour montrer qu'on ne se laissera pas couler ».

Mais si le corps s'habitue en même temps que l'esprit s'évade, il arrive parfois des coups de folie, tel ce travailleur noir dont le geste subit claque comme une vengeance, comme s'il avait voulu effectivement assassiner l'objet qui le torture. « C'était un grand costaud qui parlait difficilement le français, mais un peu quand même. Il vissait un élément du tableau de bord, avec un tournevis. Cinq vis à poser sur chaque voiture. Ce vendredi-là dans l'après-midi, il devait en être à sa cinq centième vis de la journée. Tout à coup, il se met à hurler et il se précipite sur les ailes des voitures, en brandissant son tournevis comme un poignard. Il lacère une bonne dizaine de carrosseries avant qu'une troupe de blouses blanches et bleues accourues en hâte ne parviennent à le maîtriser et à le traîner, haletant et gesticulant, jusqu'à l'infirmerie. »

Par ailleurs, R. Linhart nous décrit tout le système policier des agents de maîtrise dont la tâche est d'encastrer, c'est-à-dire d'ordonner, de surveiller, de contrôler et de punir. Et aussi tout l'appareil de répression interne à l'entreprise qui se déploiera méthodiquement lorsqu'une grève éclatera dans l'usine, et qui se concrétisera par une charrette de licenciements. Mais cela, si j'ose dire, c'est du connu.

Ce sont les voitures qui nous surveillent

Ce qui me semble remarquable dans ce livre, c'est la description concrète de ce que nous appelons d'un terme abstrait, la **violence d'oppression**, et que R. Linhart nomme la **dictature des objets**. « Mon travail de contrôleur me porte à la méditation : vérifier la parfaite netteté de ces carrosseries lisses, quelle absurdité ! Une bavure sur cette aile gauche : de côté, retour en peinture ! Une irrégularité sur ce poli : à la retouche ! La peinture a un peu coulé sur ce capot blanc : à refaire ! Contrôle, re-contrôle. Il faut que ça brille, que l'apparence soit parfaite. Il faut en mettre plein la vue à l'acheteur. Car au bout de tout cela, il y a la vente. A travers cette dictature des objets (la moindre imperfection vous signale à l'attention de la hiérarchie), c'est celle du secteur commercial qui s'exerce sur vous... Et nous sommes là comme des imbéciles à contrôler, tâter, retoucher, lisser, surveiller. Surveiller ? Mais c'est nous qui sommes surveillés, surveillés par ces surfaces lisses, toujours identiques et recommandées : bleu ciel, bleu nuit, vermillon, émeraude. Une rayure, une couche de peinture insuffisante nous dénoncent, et s'il y a trop de défauts, c'est le branle-bas de combat des chefs, les blouses blanches qui accourent, voire les complets vestons ». « La chaîne, le défilé des 2 CV, le minutage des gestes, tout ce monde de machines où l'on se sent menacé de perdre pied à chaque instant, de « couler », de « louper », d'être débordé, d'être rejeté. Ou blessé. Ou tué. La peur suppice de l'usine parce que l'usine au niveau le plus élémentaire, le plus perceptible, menace en permanence les hommes qu'elle utilise. Quand il n'y a pas de chefs en vue, et que nous oubliions les mouchards, ce sont les voitures qui nous surveillent par leur marche rythmée, ce sont nos propres outils qui nous menacent à la moindre inattention, ce sont les engrenages de la chaîne qui nous rappellent brutalement à l'ordre. La dictature des possédants s'exerce ici d'abord par la toute-puissance des objets. »

Perdre sa vie à la gagner.

Ce travail à la chaîne, déshumanisant parce que détruisant les plus élémentaires aspirations de l'homme à vivre debout, à créer, à s'épanouir, n'est-il pas le **grossissement** de ce que nous sommes une majorité à devoir vivre, à des degrés divers ?

Combien sont-ils ceux qui, selon le slogan désormais consacré, « perdent leur vie à la gagner » ?



Combien sont-ils ceux qui dans les usines, les bureaux, travaillent à ce qui ne les intéresse pas, sans toujours se l'avouer ?

Combien sont-ils ceux qui ont dû renoncer très tôt à leurs désirs profonds parce qu'ils ne pouvaient avoir les moyens de se payer des études ?

Et même, combien sont ces jeunes, lycéens ou étudiants qui, dans l'angoisse du chômage, se refusent à leurs véritables intérêts professionnels, et « choisissent » sous la contrainte des métiers mieux adaptés au marché de l'emploi ?

Tous, à des degrés divers, nous sommes mutilés quelque part de ce que nous aurions pu être et qu'un système subtil de violence nous interdit de devenir par le chantage à la survie. Rares sont ceux qui en définitive parviennent à se réaliser pleinement. Et ce n'est pas nécessairement par lâcheté que l'être se compromet avec l'ordre capitaliste.

Bien sûr, tout le monde n'est pas O.S. chez Citroën et ne vit pas aussi brutalement cette dictature des objets que nous décrit R. Linhart. Mais pour d'autres, ce sera la dictature de l'argent, celle de la technique, ou bien celle de l'Etat. La production, le commerce, la technologie, l'administration, sont autant de lieux où l'homme se façonne aux exigences d'un ordre économique, se mutilant lui-même, sans forcément s'en rendre compte, de ce qu'il aurait pu être et qu'il ne sera probablement jamais.

Non que ces activités soient méprisables en elles-mêmes, mais que, par la manière dont elles sont conçues, elles favorisent l'asservissement à la machine, l'aliénation à l'argent, l'irresponsabilité à l'Etat plus que le libre épanouissement de la personne.

L'ordre économique régnant assassine le désir d'être. C'est bel et bien un crime contre l'humanité aspirant à la création. Mais c'est un crime qui ne sera jamais puni par aucun tribunal de Nuremberg. Parce qu'il ne se voit pas et qu'il ne fait pas de sang.

CREATION D'UN COMITE D'INFORMATION SUR LES DISPARITIONS

Un comité « LA VERITE SUR LES DISPARITIONS » vient de se créer. Celui-ci adresse un appel à tous ceux qui ont eu connaissance de disparitions involontaires, et qui sont prêts à lui donner des informations sur :

- 1) La personnalité des disparus ;
- 2) Les réactions de la famille et des tiers ;
- 3) Les réactions administratives et policières ;
- 4) Et, éventuellement, les réactions de la presse.

Son adresse : LA VERITE SUR LES DISPARITIONS, 28, rue Juliette-Lamber, 75017 Paris, Tél. 766-29-67.

Comment ritualiser notre agressivité

Un entretien avec
Denise VAN CANEGHEM

Denise Van Caneghem est l'une des rares psychologues françaises à s'être engagée, depuis dix ans, dans une recherche sur l'agressivité à travers une perspective pluridisciplinaire. Professeur maître-assistant à l'Université René Descartes (Paris V), c'est d'abord pour ne plus avoir, chaque année, à distribuer aux étudiants ses polycopiés sur l'agressivité, qu'elle s'est décidée à les réunir dans un livre... Celui-ci, « Agressivité et Combativité » (PUF, 1978), s'avère un travail remarquable de synthèse, riche de perspectives, entre la biologie, l'éthologie et les sciences humaines. Travail qui, à plus d'un titre, nous intéresse directement en tant que non-violents, et en même temps nous interroge.

Cependant, cet ouvrage qui utilise le langage spécialisé des psychologues, est difficile d'accès à un public non averti. Aussi avons-nous préféré vous le présenter à travers un entretien avec son auteur. Par ailleurs, le thème étant inépuisable, nous nous sommes limités à quelques interrogations (celles que beaucoup se posent

et aussi celles qui nous intéressent plus directement), laissant volontairement dans l'ombre d'autres problèmes (approches biologique, ethnologique, etc). Qu'il soit dit néanmoins que, sur ces différentes approches, Denise Van Caneghem affirme clairement sa position dès son introduction : « Le problème n'est plus de savoir si l'agressivité est naturelle ou culturelle, innée ou apprise (toute conduite est le produit d'une interaction gènes/milieu), mais plutôt de savoir (en particulier), quelles sont ses fonctions, afin de les assurer autrement ».

Si elle doit d'abord assumer des tâches d'enseignement Denise Van Caneghem se présente ainsi comme un chercheur en agressologie, terme issu de la biologie (Laborit), mais auquel elle voudrait donner les dimensions de la pluridisciplinarité. Cependant, elle regrette que les structures universitaires françaises ne se prêtent pas à un tel projet, les recherches se trouvant dispersées dans un dédale de spécialités.

Cela dit, bien qu'elle le trouve indispensable, Denise Van Caneghem n'entend pas s'enfermer dans le discours scientifique, car il « devient lui-même très agressif dès lors qu'il veut être exclusif, notamment de toute réflexion éthique ». Elle dénonce tout autant le « discours prophétique des pacifistes par décision », quand ils ne cherchent pas à comprendre les mécanismes de la destructivité humaine. Son orientation fondamentale est plutôt de vouloir articuler la science et la morale, en faisant converger une approche scientifique réaliste de l'agressivité et une démarche morale volontariste. C'est la rencontre de l'une et l'autre qui doivent redonner sens, en psychologie et en politique, aux notions décisives de liberté, de responsabilité et d'autonomie de la personne par l'invention difficile d'une « combativité pacifiante ». C'est pourquoi elle peut être présentée comme une psychologue de la paix.

J.S.

Jacques SEMELIN. — La première question que l'on a envie de poser à une psychologue de l'agressivité, c'est de lui demander si elle accepte cette opinion communément partagée : « La violence est dans l'homme ».

Denise VAN CANEGHEM. — La formule, au premier abord, est facile à admettre : il suffit de regarder l'histoire, ce « vaste texte de persécution », comme dit René Girard, ou la facilité avec laquelle un enfant apprend à injurier et cogner : c'est le plus facile et le plus tenace des apprentissages (1). Mais ces constats triviaux sont très fatalistes, et manifestement vous attendez une réponse plus nuancée et plus étayée... En fait, votre question en comporte plusieurs et de très complexes.

D'une part, le mot VIOLENCE peut être entendu dans divers sens. Il y a une violence destructrice comme la guerre ou le terrorisme, et une violence de contrôle comme la violence institutionnelle des Etats ou le chantage à la mort universelle de la situation atomique. De plus, en tant que psychologue, on est amené à distinguer la violence destructrice des personnes physiques ou morales et la combativité créatrice de formes imprévues dans la nature.

Quant à l'agressivité ou propension permanente aux actes dits de violence, elle comporte de nombreuses formes. Les plus élémentaires sont les autoagressions psychosomatiques, les colères, les coups (Ag. motrice), les injures et fantasmes apocalyptiques (Ag. symbolique), les agressions froidement décidées après calcul (Ag. intelligentes ou « stochastiques »). Les plus complexes peuvent s'organiser en haines, en délires de persécution paranoïaques, en sadisme névrotique, en dépressions où crimes et suicides sont également à craindre, etc. C'est beaucoup pour un seul mot ! Tout cela est, certes, dans l'homme, mais pas au même degré, ni selon les mêmes processus. Simplement, cette variété permet de dire que, par rapport aux autres espèces, l'homme est la plus cruelle ou la plus malade. Hégel l'avait déjà dit.

D'autre part, quand vous dites « Est-ce qu'elle est dans l'homme ? », cela signifie-t-il, dans l'homme en tant qu'espèce, c'est-à-dire dans un programme génétique universel ou dans certains individus seulement ? Ou bien cela signifie-t-il qu'elle est ENTRE NOUS, fatidiquement, à chaque fois que deux étrangers se trouvent face à face sans trouver le code et le discours qui leur per-

(1) On sait en outre que ce genre d'apprentissage risque de bloquer tous les autres chez les délinquants, par ailleurs fort intelligents, mais qui s'obstinent à échouer par haine de l'autre et d'eux-mêmes ; voir Redl et Wineman, *L'enfant agressif*, Fleurus, 1970.

mettraient de surmonter la peur, la concurrence et le soupçon ? Toute communication est d'abord conflictuelle disaient Hegel, Marx et Sartre réunis.

Ou bien, cela signifie-t-il encore que la volonté des hommes est mauvaise ou tout au moins ambivalente, parce que fondamentalement connivente avec la mort, comme le pensent les religions du péché originel ou le Freud d'après 1919 qui croit à un instinct de mort ?

Voyez qu'il est difficile de répondre de façon simple à une question si générale. A tous points de vue, elle est lourde de trop de malentendus. C'est pourquoi notre première démarche doit bien plutôt consister à clarifier les concepts.

COMBATIVITE ET AGRESSIVITE

J.S. — Justement, nous faisons habituellement une distinction entre une agressivité qui est affirmation de soi (c'est d'ailleurs son sens éthymologique), et une autre dont le seul but est la destruction. Pour votre part, vous préférez réservé le terme de COMBATIVITE à la première et celui d'AGRESSIVITE à la seconde. Alors pourquoi cette distinction qui commence dans le langage utilisé ?

D.V.C. — Vous avez répondu vous-même. Cependant, je n'ai pas réservé le mot de combativité à la seule affirmation de soi, mais à toutes les formes de « violence » qui sont structurantes pour la personne, le milieu et les relations interpersonnelles. Bref, de tout ce qui témoigne d'une Parole circulante ou en gestation, liée à l'amour de la vie. J'ai réservé le mot agressivité à toutes les formes de destructivité liées à l'amour de la mort, et qui, objectivement, accroissent l'entropie de l'univers, la solitude, la peur de l'autre et de soi.

En lisant Konrad Lorenz (2), on voit que la combativité est un grand instinct d'origine animal, jouant un rôle évident dans la survie des espèces. C'est lui qui permet de structurer les hiérarchies sociales, qui rétroactivement, bloquent le partage des territoires et des femelles. Il permet surtout d'engendrer des systèmes de communication, fondés sur la menace ritualisée, limitant

(2) Konrad Lorenz : fondateur avec Tinbergen de l'éthologie (observation globale du comportement des espèces animales dans leur milieu naturel). S'est surtout intéressé aux poissons et aux oiseaux, chez qui il étudie la formation et le rôle des signaux. Auteur d'un livre à succès, *L'agression* (Flammarion, 1969) qui le fit connaître du grand public, mais fort contesté pour ses rapprochements abusifs entre les comportements animaux et ceux de l'espèce humaine.

ainsi le nombre des affrontements intraspécifiques. Tous ces combats sont étroitement réglés par des stimuli déclencheurs et inhibiteurs fonctionnant automatiquement. En outre, plus une espèce est puissamment armée en cornes, sabots, dents, et plus puissants sont les systèmes de l'agression.

Exemples : les daims de Crète ne peuvent s'attaquer que de face, jamais de flanc. Un petit ne peut être agressé, non plus qu'un ennemi à terre. Mais les combats sont parfois si dangereux que la nature a inventé un deuxième système de contrôle (les menaces ritualisées), qui limite les affrontements : ainsi, les chimpanzés arrachent les arbres et en font de terribles moulins de menace.

Ces rituels sont de véritables préliminaires diplomatiques, déclenchant la fuite ou la soumission. Ils apparaissent surtout quand l'animal est **ambivalent**, c'est-à-dire entre l'attaque et la fuite, la peur ou la colère, par exemple aux frontières de son territoire.

De la combativité à la communication

J.S. — Ainsi, votre principale hypothèse est de dire que la combativité permet d'engendrer des systèmes symboliques de communication ?

D.V.C. — Chaque espèce a en effet ses propres systèmes de communication qui sont d'abord une ritualisation de l'agression et de la sexualité, comme l'a montré Lorenz. Mais, il est aussi important de constater que certains systèmes sont plus récents : par exemple, les relations **personnalisées** chez les mammifères sont plus récentes que celles des sociétés de masses (harengs, sauterelles). D'une façon générale, il semble qu'il y ait un **ordre** de leur développement ontogénétique (de l'individu) qui reproduit une certaine phylogénèse (développement de l'espèce) : 1) conflit anxiogène (ambivalence), 2) combat 3) rituels 4) personnalisation des relations avec code approprié 5) langage.

D'où une **hypothèse évolutionniste** de ces systèmes de communication, y compris chez l'homme. En d'autres termes, nous serions à la recherche de nos propres systèmes de communication, ritualisant nos combats. A partir de là, on peut ordonner les faits humains d'une autre façon. Bien sûr, nous connaissons des **fixations** et des **régressions** dans cette évolution. Et c'est là que se situe la tentation de la mort et de la violence. Les hommes atteints de malignité sont toujours des espèces de fœtus plus ou moins vieux, qui ne sont pas capables d'accoucher de leur propre désir de **communiquer autre-**

ment

Il faudrait d'ailleurs expliciter longuement cet « autrement ». On s'aperçoit justement, à la lumière de l'évolutionnisme comportemental, que les espèces ne cherchent pas seulement à établir des relations **duelles**, mais des liens **sociaux** triangulés par un **code**. Chez les plus évoluées, l'amitié personnalisée surgit de la ritualisation de l'agression plus que de la sexualité (le sexe chez les oies de Lorenz ne fait rien à l'affaire). On entre ainsi dans un autre système de **communication personnalisée**, où chaque individu devient en quelque sorte unique.

L'agressivité : un dégradé de la combativité

J.S. — L'autre versant de votre hypothèse est d'affirmer que lorsque ces systèmes de communication ne parviennent pas à s'élaborer à partir de la combativité biophile, celle-ci se dégrade en agressivité destructrice ?

D.V.C. — Tout ce que j'ai dit précédemment concerne le comportement des espèces animal en **milieu naturel**. Dans la nature, la destructivité animale (suicides collectifs par exemple) est toujours une déviance tout à fait exceptionnelle. Par contre, en zoo ou en laboratoire, où l'animal est psychologiquement malade, les systèmes de régulation ne fonctionnent plus. Les conduites destructrices se multiplient sans raison apparente. Et si l'animal est seul, il peut se laisser mourir de faim, se ronger un membre jusqu'au moignon, comme ces enfants psychotiques automutilateurs. On peut effectivement interpréter ces comportements comme des suicides larvés par retourment contre soi d'une combativité déréglée, déstructurée. Ainsi, l'**agressivité** serait un **sous-produit** — un « déchet » — d'une combativité coupée de ses inhibiteurs naturels, et surtout de toute possibilité de ritualisation avec ses congénères. Congénères parmi lesquels ceux composant la **famille** tiennent une place privilégiée.

Mais on peut faire le raisonnement inverse et complémentaire : l'animal qui ne parvient pas, par des combats et autres contacts (**cutanés** et **vocaux**), à réaliser les normes sociales de son espèce (chasse, combats sexuels, concurrence fraternelle, etc) va adopter des conduites désordonnées ou compulsives, sans autre finalité que l'autodestruction.

Exemple : Calhoun, en 1962, avait enfermé dans un enclos de 1 000 m², 20 rats et 20 rates en calculant qu'en 27 mois de ce confort et de bonne nourriture, la population passerait à 5 000 individus. En fait, il n'y eut jamais plus de 150 adultes à cause de dégénérescences comportementales diverses qui transformèrent ce paradis en enfer : combats per-

pétuels et mortels entre mâles et même entre femelles, viols, accouchements sans préparation des nids, absence de conduites maternelles, les femelles dévorant parfois leurs petits, etc. D'où une mortalité infantile à 90 % et adulte à 50 %.

L'interprétation de tels phénomènes est évidemment très difficile, et on pourra faire plusieurs hypothèses. Il est cependant certain que le dynamisme joyeux et ludique des conduites de chasse (en famille chez les lions) joue un rôle capital dans la genèse des systèmes régulateurs de l'agression intraspécifique, et dans la connaissance personnalisée que les espèces supérieures ont du semblable. Hors de cela, l'agressivité s'exprime sans contrôle et sans finalité. C'est en effet une activité dont le seuil de déclenchement est **plus bas que les autres** (Tinbergen), ce qui l'a fait apparaître préférentiellement.

Surpopulation et espace de vie

Par ailleurs, on sait qu'à partir d'un certain taux de surpopulation au m^2 ; les animaux s'entretiennent. Mais chez l'homme, ce calcul est impraticable, car ce qui compte, comme l'a montré Kurt Lewin (3), ce n'est pas simplement l'espace physique, mais l'ESPACE DE VIE, lequel a des composantes imaginaires et affectives. Des hommes très pacifiés peuvent vivre sur un espace restreint, parce que leur espace de communication intellectuelle, spirituelle ou leur imaginaire est très vaste : moines, artistes, astronomes... Au contraire, les conquérants des immenses surfaces du Far-West se sentaient menacés au moindre empiètement à la ronde.

Cette variable « espace de vie » chez l'homme n'est pas facile à opérationnaliser. La variable « **canaux de communication** », au plan qualitatif et quantitatif (ni trop, ni trop peu de relations), est aussi importante que la variable « **surpopulation** ».

C'est par rapport à tout cela que, chez l'homme, on peut parler d'une combativité structurante, toujours menacée de se dégrader en destructivité, du moins en agressivité.

(3) Kurt Lewin, **Psychologie dynamique**, PUF, 1967.

Agressivité bénigne, agressivité maligne

J.S. — A ce niveau, vous distinguez une agressivité bénigne d'une agressivité maligne ?

D.V.C. — Cette distinction est faite surtout par Eric Fromm (4), et elle s'impose en effet. On peut recourir **parfois** à la violence, de façon transitoire, parce qu'on n'en peut plus de se contrôler, ou qu'on n'a plus d'arguments rationnels dans son répertoire : une colère, une fessée, un coup de poing, c'est vite parti ! C'est **bénin**, et sans grande conséquence. C'est parfois même utile pour faire évoluer une relation contraignante ou silencieuse (5).

Cependant, il y a des êtres qui se sentent perpétuellement menacés au-dedans par leur propre agressivité, et au-dehors par le silence ou la présence des autres. Ceux-là organisent des défenses compliquées de type **passionnel** et **délirant** (haines paranoïdes contre le Juif, le Capitaliste, le Communiste, ou simplement, un voisin, un mari, etc). Il arrive que ces délires se structurent autour d'un projet unique : **la destruction** des autres et/ou de soi. Freud rattache cela à un « **instinct de mort** » tout aussi organisateur des conduites que l'**instinct de vie**. Fromm, en bon environmentaliste, élimine cette notion d'**instinct**, et prétend que certains types de **fantasmes sadiques** (de domination absolue) ou **nécrophiles** (de mort apocalyptique) suffisent à expliquer de telles organisations. En d'autres termes, la destructivité s'organisera, non comme un instinct, mais comme une **passion** ou une **névrose caractérielles**. Au plan descriptif, Fromm distingue deux ou trois types de personnalités malignes très dangereuses.

1) **les personnalités sadiques**, dont le comportement est commandé par des fantasmes de domination et de contrôle absous de l'autre et de soi (Type Staline) ;

2) **les personnalités nécrophiles** : les plus dangereux sont les individus terrifiés par les cadavres entiers, obsédés par les corps disloqués. Hitler semble de ce type, hanté par la dislocation universelle, y compris de lui-même. Selon Fromm,

(4) Psychanaliste et anthropologue américain, auteur entre autres de **La Passion de détruire**, Laffont, 1975, et dernièrement, **Avoir ou être**, Laffont, 1979. **La passion de détruire** est certainement un ouvrage fondamental sur les mécanismes psychiques et culturels de la destructivité humaine.

(5) Voir A. Storr, **L'agressivité nécessaire**, Laffont, 1969.

Hitler fut une forme particulièrement achevée de nécrophilie délirante. Il y en a cependant d'autres, moins aiguës, dans l'ensemble de la population. Ainsi, Fromm a estimé à 12 % le pourcentage de nécrophiles dans la population américaine. C'est inquiétant...

On pense que c'est par l'intermédiaire de cette proportion importante de nécrophiles dans la population « normale » que, dans des situations historiques particulièrement inquiétantes (chômage, crise politique...), des politiciens ou faux-prophètes d'apocalypse criant « Vive la Mort », déclenchent des comportements paroxystiques en chaîne, comme on l'a vu pendant la guerre civile espagnole, dans les groupes nazis, ou chez les kamikazes japonais. Les nécrophiles sont en effet particulièrement contagieux dans une masse inquiète. Et on s'est beaucoup suicidé chez les proches d'Hitler.

Il est probable que **crime** et **suicide** relèvent d'une seule et même motivation : on tue pour ne pas se tuer tout de suite ou se faire tuer, et pour éprouver le pouvoir absolu qu'on voudrait avoir sur la vie. Ce qui revient à vivre dans un univers à l'opposé de cette **économie du don et de l'acceptation, qui est celle de la Parole libératrice**. Mais le narcissisme des nécrophiles les rend imperméables à cette autre économie, celle de la compatibilité biophile, non de l'agressivité destructrice.

On ferait bien, avant chaque élection présidentielle, de tester les candidats sur leurs fantasmes de vie et de mort ! Car rien ne ressemble plus à un ardent patriote, vue de l'extérieur, que des sadiques à la Staline ou des nécrophiles à la Hitler. Des masses humaines entières s'y sont laissées prendre, y compris des hommes intelligents et biophiles comme Rommel. C'est ainsi que la folie de quelques-uns a souvent pris dans l'histoire des dimensions planétaires. Et cela nous pend encore au nez, plus à cause des 12 % de nécrophiles que de la bombe atomique. Car les petits moyens sont aussi efficaces que les grands dans les mains d'une population de nécrophiles.

La violence destructrice : une connivence avec la mort ?

J.S. — Pourquoi l'agressivité bénigne peut-elle s'organiser en destructivité ?

D.V.C. — En somme, vous me demandez pourquoi ou comment on devient fou ! Des traités de psychiatrie et de criminologie n'y suffiraient pas, du fait même que

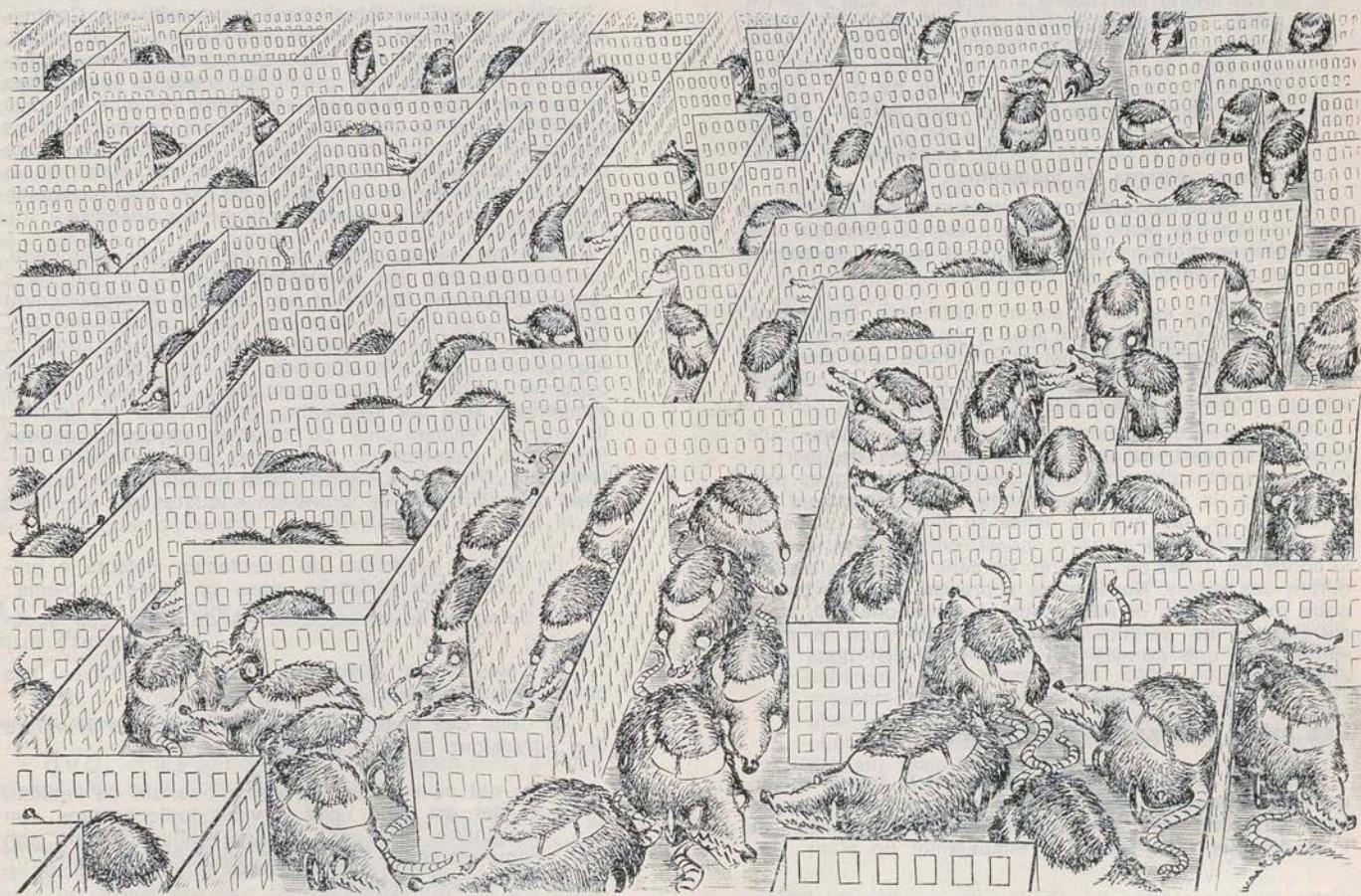
la destructivité peut s'exercer contre les biens (vandales, incendiaires), contre les personnes (criminels, tortionnaires, sadiques), contre les institutions (terroristes), ou contre soi finalement (suicidaires, nécrophiles de toutes sortes). Disons seulement que par-delà l'opposition des explications par la biologie, l'histoire personnelle (traumatismes infantiles), le milieu (relations ambivalentes avec la mère surtout), on trouve presque toujours ce que Freud a découvert après 1919 : une attitude affective ambiguë à l'égard de la mort, à la fois tentante et inacceptable. Terrifiante comme l'Enfer, douce comme le Paradis et le sein maternel. C'est un traité entier qu'il faudrait consacrer à cette présence de la mort dans la genèse des psychoses et des défenses destructrices qu'elle entraîne. Freud et Fromm ont abordé ce problème. Mais Bruno Bettelheim est l'auteur qui me semble avoir été le plus loin dans l'expérience de la psychose, sinon dans son explication (6).

Il s'est senti lui-même menacé par la **dissociation schizophrénique** à laquelle beaucoup ont succombé à Dachau, consécutivement aux **situations extrêmes**, c'est-à-dire de mort imminente et permanente où les prisonniers étaient placés.

C'est d'abord durant l'horrible transport au camp qu'il prit conscience des modifications rapides que la peur, et surtout l'interdiction de manifester aucune agressivité, aucune pitié, sous peine de mort, étaient en train de faire subir à sa personnalité. On ne pouvait refouler tout cela qu'en se **dédoubleant** en une personne qui **souffrait** et en une autre qui s'érigait en spectateur **indifférent**, face à une nécessité insurmontable. Jusqu'au moment où on ne voyait ni ne sentait plus rien, quitte à vivre en **automate**.

C'est dans cet état de « **clivage défensif** », dont la forme extrême peut être l'insensibilité catatonique (indifférence aux douleurs les plus aiguës), que Bettelheim arriva au camp. Il refusa d'abord la nourriture qu'on lui présentait, et un « **politique** » lui dit à l'oreille : « C'est maintenant qu'il faut choisir de vivre ou de mourir... Si tu vis, tu manges ça ». Bettelheim comprit ce jour-là que la **moindre connivence avec la mort**, connivence différente du **net choix** suicidaire, le livrerait inextricablement

(6) De Bettelheim, on pourra lire, sur les camps de concentration et la société de masse : **Le cœur conscient**, sur la psychose infantile : **La forteresse vide**, sur l'école orthogénique qu'il a fondé à Chicago : **Un lien pour renaitre**. Un gros livre, **Survivre**, rassemble ses textes fondamentaux. Tous ces ouvrages ont été publiés chez Laffont.



aux mécanismes de défense schizophrénique ou paranoïde, qu'il vit fonctionner par la suite autour de lui. Il comprit qu'à l'origine de la terrible maladie — une sorte de **suicide larvé parce que non-choix** — était une réponse compliquée à la terreur d'être détruit au-dedans et au-dehors. Que le délire n'était qu'une projection ou expulsion de cette terreur sur un ennemi imaginaire à détruire. Mais au camp, le danger était bien réel et permanent. Un seul remède fondamental pour ne pas tomber fou : **commencer par faire un choix net pour la vie, ou pour la mort par suicide, à partir d'un point de non-retour**. Et à partir de là, empêcher les mécanismes délirants de fonctionner.

Système de défense héroïque auquel Bettelheim pendant le reste de sa vie a essayé d'exercer ces jeunes malades de Chicago, et tout le personnel de sa clinique.

Ma réponse est certainement insuffisante. Cependant, j'ai tenté dans mon livre d'aller à un point unique qui partout me semble fondamental : **l'attitude que l'individu va prendre à l'égard de l'angoisse de la mort**. Et ce n'est pas un problème propre aux personnalités destructives.

S'il faut en croire Edgar Morin (7), notre espèce toute entière est marquée par un « *traumatisme de mort* ». C'est ce qui explique qu'elle courre tant de risques psychiatriques, la guerre lui permettant périodiquement d'y échapper ; on sait que les asiles se vident en temps de guerres et de révolutions (a priori, on aurait pu penser le contraire). C'est peut-être en ce sens que notre espèce diffère des autres. **Nous avons à prendre position face à notre propre mort**, et nous nous en remettons mal. Nous entretenons de paradoxales connivences avec la mort, sinon avec une non-vie qui nous mutile et nous rend enragés (8).

Les effets des spectacles violents

J. S. — Je partage votre analyse et la trouve remarquable. Cependant, d'une façon plus modeste, croyez-vous qu'il soit utile, pour contrôler son agressivité, de « se défouler » de temps en temps ?

(7) Edgar Morin, *L'homme et la mort*, Seuil, 1970.

(8) Cette analyse rejoue celle que nous avions esquissée à propos des rapports de la non-violence et de la mort, en montrant notamment comment le militant non-violent tend à assumer sa mort. Voir *Du militant non-violent et de la mort*, par J. Sémein (ANV, n° 24-25, p. 15-21, épousé), et aussi, *La grève de la faim, Du dialogue avec la mort et les vivants*, par Hervé Ott (ANV, n° 34, p. 45-66).

D.V.C. — Oui et non. Oui en ce sens qu'on ne peut contrôler et faire évoluer que ce dont on prend conscience. La réaction agressive est une occasion de prendre conscience d'un malaise dans sa relation à soi et à l'autre ; de le formuler et de le dépasser.

Mais le simple défoulement est **insuffisant**. Contrairement à une croyance admise, il n'y a pas de **purgation**, de **catharsis** (c'est le mot grec), de l'agression par l'agression. Un enfant qui a la possibilité d'injurier les adultes ne se libère pas ; il devient seulement de plus en plus grossier et malheureux. Même chose s'il massacre tous ses jouets ou mord ses camarades. Il suffit d'ailleurs de réfléchir un tantinet : si le défoulement fait plaisir, il va se renforcer lui-même, se répéter, se fixer. Heureusement, l'agression procure un plaisir ambigu et culpabilise.

Mais ne peut-on parler d'un défoulement imaginaire, par exemple, face aux **spectacles violents** ? En fait, on a remarqué que les **injures et les menaces** impressionnent beaucoup plus l'enfant que les actes proprement dits. De même les épées beaucoup plus que les armes à feu, encore que cela dépende de leur âge. Disons cependant que c'est beaucoup plus par leur **charge symbolique** que les spectacles agissent sur les jeunes. Ils créent d'ailleurs plus de **troubles psychosomatiques** (insomnies, cauchemars, angoisses) avec **irritabilité flottante** que d'imitations à proprement parler. C'est d'ailleurs l'une des difficultés de toutes les enquêtes sur les effets de la violence à la télévision.

En fait, la projection de spectacles violents à présentation cathartique (Aristote), pose un triple problème :

- 1) Celui de la personnalité et de l'âge des spectateurs ;
- 2) Celui de leur intégration à un groupe n'ayant pas de projets dissociaux ;
- 3) Celui des spectacles eux-mêmes et de la nature des agressions qu'ils présentent :

Ce qui ne sort pas du cadre habituel de l'enfant, et qui est déjà codé comme ludique dans son imaginaire, est sans aucune influence sur son comportement. Ex. : les violences de western, de bandes dessinées.

Ce qui sort au contraire de son cadre habituel, les grandes œuvres de fiction originales et insolites, communiquent un ébranlement contre lequel il se défend par des mécanismes identificatoires bien connus, notamment chez les délinquants (identification au héros **invulnérable**, qui compense justement l'extrême vulnérabilité du délinquant).

Les violences **réelles**, présentées aux informations télévisées, ont moins d'impact, sauf quand la réalité rejoint l'insolite de l'imaginaire (on mesurera un jour l'impact du suicide collectif de la secte à Guyana).

Malgré tout cela, et malgré les 67 % d'adultes qui se prononcent contre la violence avant 21 h 30, les TV de tous pays continuent à diffuser des films violents en quantité énorme, sans compter les nouvelles catastrophiques. **Leur effet cathartique est nul. Leur effet psychosomatique et anxiogène est très réel.** Celui-ci inspire peu d'actes d'imitation, ce qui peut faire illusion dans les statistiques. Mais j'ai montré comment partout l'accroissement de l'anxiété des individus et des groupes les conduit à se chercher des défenses **plus ou moins pathogènes** à long terme. Parmi ces défenses, il y a dans **tout le groupe social**, et c'est le plus grave, cet effet de « ras-le-bol », par lequel nous nous faisons **indifférents** à l'égard des violences et catastrophes réelles... Cette indifférence n'est pas très éloignée du dangereux DENI DE LA REALITE, de la violence et du mal, déni qui a permis à tant de Juifs de se laisser piéger pendant la guerre, à tant de citoyens de laisser faire ces déportations en essayant de ne rien voir : va-t-on continuer à tolérer que cette attitude se crée massivement en nous et chez nos enfants, dont les plus mauvais ne sont pas ceux qui imitent les bandits ?

Les **femmes** sont plus sensibles à cette question que les hommes. La commission Peyrefitte devrait bien en embaucher davantage...

La femme est-elle moins agressive que l'homme ?

J.S. — Justement, peut-on dire que la femme est moins agressive que l'homme ?

D.V.C. — Il s'agit d'abord de **constater**, puis, surtout, d'**expliquer** nos différences sexuelles.

Constatons que l'agressivité diffère en intensité et en qualité. En **quantité** : dans toutes les espèces animales, les mâles sont plus agressifs, et souvent se reconnaissent entre eux par leur taux d'agressivité, ce qui limite les tentatives malheureuses d'accouplement.

En **qualité** : l'agressivité femelle n'est pas liée à la sexualité, mais surtout à la défense du nid, parfois aux conduites d'éducation comme chez les singes ou les

fauves. Dans notre espèce, les hommes aussi sont plus agressifs. Les garçons se battent plus souvent. Cependant, les filles mieux développées en moyenne, au plan verbal, agressent beaucoup plus par la parole et le rire (9).

Mais c'est surtout dans les statistiques de la délinquance qu'éclate la différence. Même à l'adolescence, où la différence est moins marquée, il y a 2 à 8 fois plus de garçons inculpés que de filles (selon les pays). Chez les adultes, la différence s'accentue : en France, on sait qu'il y a 20 fois plus d'hommes délinquants. Encore que les délits féminins soient plus souvent sexuels (prostitution) ou économiques (vols, escroqueries), que franchement agressifs comme chez les garçons (majorité de coups et blessures).

Comment expliquer ces faits massifs ? Par la différence de la psychomotricité (l'homme est plus musclé) ? Par l'organisation hormonale des deux sexes ? Ou par les stéréotypes sociaux qui, depuis l'enfance, répètent au garçon qu'il est courageux de se battre et à la fille de se soumettre ?

1^o) Il y a des explications biologiques de cette différence :

Chez les mammifères, il semble que les schèmes du combat sexuel soient montés dès la vie intra-utérine. Mais ces schèmes ne se déclenchent que chez le mâle adulte, sous l'impulsion d'une montée de testostérone (hormone mâle).

Si on injecte cette hormone à une guenon adulte, on ne déclenche rien. Mais si on injecte la testostérone à un moment précis de l'évolution du fœtus femelle, une fois adulte, les combats auront lieu alors même que l'hormone aura disparu depuis longtemps. D'où une théorie selon laquelle, les schèmes comportementaux sont potentiellement présents dans les deux sexes (d'ailleurs, à l'origine, tout est féminin, la masculinisation est un phénomène second : ce n'est pas Eve qui descend d'Adam, mais l'inverse !).

C'est bien l'hormone mâle seule qui est capable de masculiniser définitivement le cerveau du fœtus, mâle ou femelle.

2^o) Mais dans notre espèce, il semble que les schèmes socioculturels jouent dès l'enfance un rôle plus

(9) Voir R. Piret, **Psychologie différentielle des sexes**, PUF, 1965.

important que les facteurs hormonaux. Déjà, Simone de Beauvoir dans « *Le deuxième sexe* », ou l'anthropologue américaine Margaret Mead l'avaient affirmé.

Les Esquimaux, chez qui l'enfant est roi et traité en douceur, sont très pacifiques, hommes comme femmes. Certains peuples de Nouvelle-Guinée sont également réputés pour leur douceur, et leur art de régler les conflits au niveau des échanges symboliques.

Freud avait déjà proposé un modèle de différenciation psychosexuelle en insistant sur les processus d'identification en période oedipienne : le petit garçon adopte les conduites de son père pour séduire sa mère, et la fille s'identifie à sa mère. C'est ainsi que des ROLES SOCIAUX se transmettent dans une société, très tôt dans l'enfance.

La psychologie sociale et la psychiatrie insistent aujourd'hui sur deux notions importantes : celle de **différenciation des rôles** (masculin/féminin), celle beaucoup plus nouvelle d'**IDENTIFICATION SEXUELLE**, ou **sentiment d'appartenir à un sexe**, indépendamment de tout exercice de la sexualité. Stoller a été amené à définir cette notion en étudiant une cinquantaine de cas de transexuels, enfants venus avec leurs parents demander un changement de sexe, car on se serait soi-disant trompé en les déclarant à l'état civil. En fait, l'erreur tient souvent à l'apparence ambiguë des organes à la naissance. Il peut arriver qu'on prenne un garçon pour une vraie fille, ou inversement. Or, on s'est rendu compte que, lorsque les parents n'ont jamais douté de la virilité de leur « fils » (pourtant chromosomiquement femelle), l'enfant n'en doutait pas non plus, et reproduisait les conduites agressives et combatives attachées à cette certitude. Par contre, dans le cas où il y a doute de l'enfant et des parents, la situation est grave, comportant des risques d'anxiété, de violence, de psychoses, etc. Mieux vaut alors travailler à donner à tous des certitudes psychologiques, que de trafiquer chirurgicalement le sexe apparent pour le rendre conforme aux chromosomes.

Tout cela pour vous dire que notre sentiment d'appartenir à un sexe, et le comportement qui en découle au niveau des rôles sociaux, se constitue en général sans drame, bien avant l'*Oedipe*, et probablement dès la naissance. Il dépend avant tout des **certitudes parentales** et des **stéréotypes sociaux**. Cette différenciation est indispensable à l'équilibre psychique. Il est plus grave de douter de son identité sexuelle que de son identité psychique ou sociale. Kafka a probablement souffert de ce genre de doute (ses rêves le révèlent), tant au niveau de son identité sexuelle que sociale.

L'obéissance est le plus grand pourvoyeur de violence.

J.S. — Abandonnons, si vous le voulez bien, ces questions de psychologie différentielle, car vous n'analysez pas seulement les variables individuelles de l'agressivité (il faudrait encore parler de narcissisme). Toute la troisième partie de votre livre évoque longuement ce que j'appellerai volontiers un véritable conditionnement collectif à la violence. J'ai notamment retenu ce passage (p. 162) : « La dangerosité est le fait de tous, quelle que soit la personnalité, dans toute situation de soumission à l'autorité incitant à l'obéissance destructrice. Le conformisme obéissant, créateur de désengagement affectif criminogène est le plus grand pourvoyeur de nuisance ; l'objecteur de conscience est l'exception ; lui seul pourrait à la rigueur être différencié par un coefficient de non-conformité au groupe, dont la clé est à rechercher du côté de la personne responsable, non du côté de l'individu ou du personnage, conformiste, rouage dans une machine à tuer ».

Voilà qui n'est pas très habituel dans la bouche des psychologues, et beaucoup plus chez certains militants avec un autre langage ! Qu'en pensez-vous ?

D.V.C. : Ce passage résume le compte-rendu des expériences de Milgram sur la torture (10), et évoque également la thèse de Moravia dans son roman « *Le conformiste* ». Milgram a donc montré qu'une écrasante majorité de gens, 80 %, dit-normaux, sont prêts à torturer leurs semblables sans scrupules, en situation d'obéissance.

(10) Stanley Milgram, *La soumission à l'autorité*, Calmann-Lévy, 1974. Ce livre, rassemblant les expériences de ce chercheur américain, est devenu un classique de la psychologie sociale, expériences par ailleurs modèle du genre, au niveau de la méthodologie scientifique. Ce sont donc des expériences de simulation de la torture, la « victime » (étant un comédien entraîné à simuler la douleur), et le « bourreau », le véritable sujet de l'expérience. Ces sujets sont choisis au hasard dans l'ensemble de la population américaine. Lorsqu'ils arrivent au laboratoire, ils pensent que c'est pour participer à « une expérience scientifique sur la mémoire ». L'expérimentateur (en blouse blanche) explique au futur « bourreau » que la « victime » doit apprendre une liste de couples de mots. Il ajoute que si celle-ci se trompe, il doit administrer des chocs électriques croissants, car il s'agit « d'évaluer l'effet d'un apprentissage par punitions ». En fait, il est convenu par avance avec la « victime » (le comédien) que celle-ci se trompera régulièrement, ce qui place inévitablement le « bourreau » devant la nécessité d'augmenter ou non les chocs électriques jusqu'à des intensités mortelles. Le sujet sait combien il administre (100 V, 150 V, etc), et il entend les cris de la victime devenant de plus en plus insupportables. Les résultats : aucun sujet ne s'arrête avant de commencer l'expérience. 60 % à 85 % des sujets (suivant les pays où cette expérience a été refaite) vont jusqu'à 450 V (intensité maximum du générateur).

sance. Des centaines d'expériences similaires à celles de Milgram, ont été refaites par la suite aux USA, en Italie, en France, et ailleurs, avec éventuellement des méthodologies différentes. Elles redonnent toujours les mêmes résultats.

Je dirais d'ailleurs qu'on n'avait pas besoin de Milgram pour le savoir : l'histoire entière de l'humanité nous montre que quand un soldat est prisonnier d'une certaine situation, il finit par obéir même si c'est pour accomplir des actes criminels. La preuve, c'est que la guerre a toujours eu lieu. Majoritairement, on assassine, on torture, même contre sa conscience.

Le plus étonnant est que nous avons tous dans l'esprit une autre image de l'homme. Ainsi, quand Milgram demande à ses étudiants d'évaluer à l'avance le pourcentage d'obéissants en situation de torture, les étudiants répondent : « 10 % de « monstres », pas plus ; les autres se comporteront en personnes dignes et responsables, elles objecteront ». Et c'est par rapport à cette fausse image de l'homme qu'on juge un criminel de guerre, par exemple. Psychologiquement, la condamnation est peut-être le moyen de se démarquer de lui, de mettre à distance cette image dégradée de l'homme que l'on a peur de reconnaître dans son miroir. En ce sens, il y aurait beaucoup à dire du comportement des occidentaux à Nuremberg, lorsqu'ils ont « jugé » les nazis. C'est quand même trop simple de ne voir le mal que dans l'adversaire vaincu ! Car les occidentaux ont commis des exactions analogues...

Je ne veux pas les mettre toutes sur le même plan que les horreurs nazies, mais quand même, Hiroshima, ce n'est pas mieux !

Il est clair que l'obéissance est l'un des plus grands pourvoyeurs de violences. Et on a tous été formé à l'obéissance... Milgram le dit très simplement d'ailleurs. Même quand on nous dit « Aime ton prochain », explique-t-il, cela signifie en fait « Et obéis-moi ». Ce qu'on retient, ce n'est pas tant le contenu de l'ordre que le fait de devoir obéir. La preuve ? En temps de paix, on nous dit « Tu ne tueras pas », et en temps de guerre, on nous affirme le contraire. C'est donc bien que le contenu de l'ordre importe peu...

Pour Milgram, l'obéissance est le nerf des sociétés hiérarchiques. Sociétés apparemment pacifiées, parce qu'une hiérarchie — comme chez les animaux — sécurise ses membres : elles réalisent une espèce de « paix » dans l'injustice, par la domination-soumission.

Son fonctionnement repose sur un double mécanisme :

1) l'identification au fort, ou au groupe idéalisé, c'est-à-dire le plus souvent, l'identification à l'agresseur ;

2) la négation de la souffrance du plus faible.

En fait, il s'agit là d'un mécanisme psychotique : on le constate aisément dans des expériences dramatiques comme les camps de concentration où il se trouve grossi par les circonstances. Bruno Bettelheim l'a aussi très bien analysé en montrant que tous ceux qui se trouvaient dans les camps — les victimes comme les bourreaux — étaient tous « psychosés », parce que tous, en définitive, obéissaient sous la contrainte. Et il était bien difficile de faire autrement : on compte sur les doigts de la main les individus qui ont su résister dans ces conditions.

Le conformisme est un autre mécanisme qu'il serait également intéressant d'étudier : on fait la même chose que tous et on se « noie dans la masse », parce qu'elle est sécurisante. Pour Milgram — et aussi pour Tocqueville — le conformisme est « le nerf des sociétés démocratiques ». Et je crois que nous avons à bien distinguer le conformisme de l'obéissance. Car le conformisme, on ne s'en vante pas, on le vit ; tandis que l'obéissance, on en a toujours fait un idéal, religieux, militaire ou autre.

Cela dit, conformisme et obéissance interfèrent étroitement dans les guerres, surtout quand elles prennent des formes abominables.

Combativité pacifiante : combativité non-violente ?

J.S. — Mais alors, où est l'alternative ? Car juste après le passage que je viens de citer sur le conformisme obéissant, vous dites qu'il s'agit d'opérer la « transmutation de cette violence en combativité pacifiante » (p. 163). Expression que je trouve très belle et dans laquelle je me reconnais. Je vous avouerais même que j'ai plutôt lu immédiatement « combativité non-violente »... Et je rapprocherais ce passage d'un autre (p. 109), où après avoir décrit les mécanismes collectifs agressifs, vous écrivez : « Ce système agressif ne peut être brisé que si, par-delà même les politiques, chacun veille à empêcher ces puissants mécanismes de fonctionner en lui. Cette vigilance est le premier acte libre sur laquelle peut se construire une combativité saine, c'est-à-dire biophile et dont l'homme noyé dans la société de masse n'a jamais été aussi éloigné ». C'est là, me semble-t-il, aussi, une définition possible de la désobéissance civile...

D.V.C. — C'est vrai que je vais dans votre sens. Mais je voudrais ajouter qu'une réflexion sur l'obéissance ne me semble pas suffisante. Il faut aller plus loin que ne vont généralement les non-violents, c'est-à-dire, oser faire une analyse des mécanismes qui nous contraignent tous.

Sur ce plan, encore une fois, je tiens pour essentiel le travail de Bettelheim. Comme il l'a constaté dans les camps, la victime, par peur de mourir, non seulement jugule toute agressivité — toute tentative de résistance — mais, plus encore, adopte le système de pensée et de comportement de son bourreau. En d'autres termes, le Juif finissait par développer les théories antisémites qui étaient celles des SS. Il n'existe plus pour lui-même. L'identification à ce système de l'agresseur était telle qu'il finissait par bâtrir les fours crématoires, faire lui-même la queue pour y aller, etc. C'est un processus invraisemblable, apparemment incroyable, de décomposition de la personne. D'autres mécanismes consistaient à survaloriser ou à dévaloriser le bourreau, en gros, à le stéréotyper.

La grande découverte de Bettelheim est d'avoir fait une analyse précise de ces mécanismes, à la fois psychosociaux et internes à l'individu (il y en a d'autres). Pour lui, nous avons chacun à en prendre conscience, et davantage, à veiller à les détruire quotidiennement dans la relation que nous établissons avec l'autre.

Il ajoute que la société de masse qui est la nôtre est loin de nous y aider, ne favorisant aucunement l'autonomie et la responsabilité des personnes. Et je crois en effet, avec lui, que seul l'apprentissage précoce de l'autonomie et de la responsabilité est le véritable moyen, non seulement de gérer l'expression nécessaire de notre agressivité, mais aussi de résister à un climat de violence collective.

J.S. — Je connais ce travail et je le trouve, effectivement, très pertinent. Il me semble d'ailleurs que se dire « non-violent » c'est précisément tenter de briser les mécanismes que décrit Bettelheim. Car l'action non-violente essaye toujours — c'est loin d'être facile ! — de différencier dans son adversaire ce qui le « fait fonctionner » comme un patron, un militaire, un dirigeant politique... et ce qui, malgré tout, derrière les apparences et les statuts, fait de lui un être humain. De fait, si le militaire en reste à la fonction remplie, au personnage social incarné par son adversaire, il est fort probable qu'il sera lui-même « pris » dans cette relation stéréotypée et psychotique. On peut même dire qu'il en devient prisonnier, car le processus enclenché, il devient difficile de s'en extraire. Par contre, il reste possible pour le non-

violent, qui tente de dissocier l'homme du personnage, de bloquer les mécanismes à la base de cette relation. C'est d'ailleurs toute une stratégie qui s'élabore à partir de là...

D.V.C. — C'est-à-dire de l'entraîner à un moment précis à redevenir un homme... ou à l'être, parce qu'il ne l'a peut-être jamais été...

La non-violence : une ritualisation de la violence ?

J.S. — Alors, ne croyez-vous pas qu'une telle réflexion oriente l'action collective vers une stratégie précise ? Une stratégie nettement distincte de la « communication transparente » dont vous parlez, car vous me concédez que qu'elle n'est pas pour demain. En ce sens, il me semble que vous rejoignez sensiblement la pensée de René Girard qui de son côté en appelle à la réconciliation universelle, alors que du vôtre, il s'agit de communication authentique. Il me semble que vous sous-estimez tous deux un « maillon » essentiel : maillon entre la violence mimétique et la réconciliation, chez Girard, entre l'agressivité et la communication, chez vous, qui est celui de tout l'éventail du combat non-violent. A vous écouter, je me demande si les moyens non-violents ne sont pas à définir exactement, à travers toute l'évolution symbolique que vous décrivez, et dans laquelle ils prennent place facilement, comme une forme supérieure de ritualisation de la violence. Car, de plus, dans cette perspective, il est entendu — et nous le disons toujours — que la non-violence vise à la réconciliation. Aussi, ne pensez-vous pas, qu'entre la communication que vous préconisez, et l'explosion violente que vous réprouvez, votre propre recherche vous entraîne à dessiner le profil de certains moyens d'action qui sont ceux de la combativité pacifiante ?

D.V.C. — Je crois à une action sur soi, dans le groupe, et avec l'autre, c'est-à-dire à une éducation. Education qui n'est jamais individuelle parce qu'elle implique nécessairement une relation avec l'autre. Il est vrai aussi qu'elle ne peut pas s'imposer de l'extérieur. A ce propos, Maud Mannoni, dans son livre « L'éducation impossible », a bien montré que l'éducateur aux visées « missionnaires » — libérales ou autoritaires — obtenait généralement l'effet inverse de ce qu'il souhaitait. Cela dit, c'est vrai que l'éducation n'est pas suffisante. Je pense pourtant que c'est le plus important, bien que, pour ma part, je considère qu'il n'y a pas de lien direct de la fessée à la guerre.

Si je n'ai pas abordé le problème de la guerre, sinon de façon métaphorique, c'est que la guerre me semble relever d'autres mécanismes que psychologiques.

Le psychologue et la guerre.

J.S. — Une psychologue n'aurait-il rien à dire sur la guerre ? Vous avez pourtant l'essai du psychanaliste Franco Fornari sur la situation atomique (11), que d'ailleurs vous ne mentionnez pas dans votre ouvrage...

D.V.C. — J'ai voulu éviter le plus possible le risque qui consisterait à faire une **théorie psychologique de la guerre**. Depuis Hegel jusqu'à Glucksmann, trop de philosophes tombent dans ce piège : rassembler dans le **même** « discours violent », le discours issu des luttes individuelles ou des petits groupes et le discours politico-juridique issu de la guerre. C'est aussi constamment ma tentation...

Reste que s'il n'y a pas une psychologie de la guerre, il y a une **psychologie de l'homme dans les guerres, ou face à l'éventualité de la guerre**. Pour l'homme dans la guerre, j'ai parlé longuement de Bettelheim. Il est certain que j'aurais pu parler de Fornari, et d'autres psychologues qui ont exploré notre attitude face au péril nucléaire, comme Daniel Legras.

Les thèses de Fornari ont été bien résumées par votre revue (12). Elles rejoignent les observations de Bettelheim. Face à la destruction universelle, l'homme mobilise des défenses infantiles, à commencer par le **déni de réalité de la mort et du danger**, quitte à s'affoler et à prendre les positions les plus irrationnelles et psychotiques quand le danger se rapproche.

Cependant, Gaston Bouthoul est aussi intéressant à étudier lorsqu'il nous dit que la guerre ne consiste pas seulement à investir une violence contre un ennemi extérieur mais également, à l'intérieur d'une même nation, car selon lui, elle résout une concurrence diffuse **entre** générations (vieux contre jeunes). Ce n'est pas pour rien en effet que le fameux « conseil de révision », dominé par les vieux, choisit d'envoyer à la boucherie les plus jeunes et les mieux bâties, c'est-à-dire les plus aptes à la production économique et sociale. Il ajoute que la guerre

serait impossible, comme solution aux problèmes économiques et démographiques, s'il n'y avait pas du côté des anciens quelque **complexe d'Abraham**, qui refuse d'être remplacé par Isaac, au travail et au lit, et du côté des plus jeunes, quelque **complexe d'Achille**, c'est-à-dire un sentiment d'invulnérabilité, et donc un déni de la réalité de la mort. Voyez, nous retrouvons le même thème. Il est **camouflé dans la guerre classique**. Peut-il l'être encore en situation atomique ?

Une expérience sur nos attitudes psychologiques face à la bombe.

Daniel Legras (13) a tenté d'explorer les réactions de divers publics face au péril nucléaire pour savoir si elles sont les mêmes que face à la guerre traditionnelle :

Des questionnaires fabriqués à partir de 15 hypothèses ont été présentés à 450 personnes classées :

1) en fonction de l'**âge** (ceux qui ont connu la guerre et Hiroshima, et ceux qui ne les ont pas connus)

2) en fonction du niveau et de la qualité des **études** :

a) **Primaire**,

b) **Supérieures, littéraires ou scientifiques** (avec ou sans religion).

Les résultats, traités statistiquement, montrent :

1) que les réactions ne sont pas seulement des réflexes transitoires, mais expriment des **attitudes** et des **opinions** fortement structurées et cohérentes dans une population donnée ;

2) que c'est surtout le niveau et la nature des études qui différencient les opinions et les fantasmes.

La population de formation primaire (religieuse ou non), réagit quasi uniformément de façon **PASSIVE** et **RESIGNEE**. La guerre nucléaire et le péril que représentent les centrales, sont vécus comme un **cataclysme naturel, justifié souvent** :

1) par les nécessités économiques et politiques ;

(11) Fornari, *Psychanalyse de la situation atomique*, Gallimard, 1969.

(12) ANV, n° 24-25, *Qui est responsable de la violence ?* par Christian Mellon, p. 23-29.

(13) *Esquisse des réactions du public face au péril nucléaire*, Thèse de 3^e cycle, Université Nanterre, juin 1976.

2) par l'incapacité où l'individu se trouve de s'y opposer. En gros : « attitude conformiste et passive ».

La population de **formation supérieure littéraire** :

- 1) reconnaît la **REALITE** du **PERIL** ;
- 2) refuse la passivité majoritairement ;
- 3) adopte une « attitude non-conformiste et active », avec recherche de moyens de luttes préventive.

La population de **formation supérieure scientifique** (religieuse ou non) :

- 1) DENIE la réalité du péril à coup de chiffres ;
- 2) affirme la nécessité de courir un risque (petit) pour « poursuivre la recherche scientifique ».
- 3) Ce mythe de la recherche conçu à la Darwin occupe tout l'horizon mental.
- Il est pourtant absurde de continuer une recherche, ou tout autre projet, là où la mort totale est présente ;
- 4) Mais celle-ci n'a aucune crédibilité ;
- 5) Dans les calculs, seul l'individu est mortel, jamais l'espèce.

Finalement, on voit que, sauf pour les littéraires de formation supérieure, l'homme se débrouille psychologiquement pour ne pas être concerné par la **MORT**, la sienne et celle de l'espèce.

A l'inverse de ce type de conformisme ou de rationalisation (il y en a bien d'autres formes), je dirais en général, que notre victoire sur la mort ne se trouve que dans un **acte de foi**. Un acte de foi pour la Vie, la Parole, pour faire naître chaque jour, difficilement, ces relations personnalisantes et automatisantes auxquelles, intérieurement, nous aspirons tous.

Propos recueillis à Paris,
le 23 juin 1980.

Suicides à la chaîne

par Pierre VILAIN

LE phénomène est cyclique : brusquement le suicide surgit dans les journaux. Comme une marée noire. Philippe Marchau, l'O.S. de chez Peugeot : à vingt-six ans, ce délégué syndical n'a pas supporté les soixante-deux lettres de réprimandes qui se sont abattues sur lui. Huguette Charlot, la maîtresse auxiliaire : avant de se pendre, elle accuse : « l'enseignement m'a tuée. » Louis Rouault, le machiniste à la RATP : attaqué au couteau deux semaines plus tôt, il est à bout. Imbert Ortega, vingt-deux ans, Jean-François David, vingt-cinq ans, Jeanine Causse, vingt-six ans : tous trois travaillent aux PTT, sont venus de province à Paris, logent dans des foyers. Ils ne peuvent plus vivre. Comme André Nestour, le gardien de la paix de trente-trois ans. Lui vit à Nantes, mais « Nantes le dégoûte ». Il se sert de son arme de service. Contre lui-même.

Une douloureuse litanie.

JE DESCENDAIS LE BOULEVARD
RASPAIL.. BIEN A DROITE.. QUAND...

...ÉVIDEMMENT..
...BIEN SUR...

METTEZ 1'
PARLEZ ICI
ON VOUS
ÉCOUTERA

METTEZ 1'
PARLEZ ICI
OUS FERA

NETTEZ 1'
PARLEZ ICI
ON VOUS
ÉCOUTERA

NETTEZ 1'
PARLEZ ICI
OUS FERA

Une longue et douloureuse litanie. Incomplète mais qui crie colère. Contre la société, le système, le chômage, les inégalités.

Il faut pourtant raison garder. Quinze mille personnes se suicident en France, chaque année : plus de deux cent cinquante suicidés par semaine. Huguette Charlot et Louis Rouault ; Philippe Marchau et André Nestour ; les trois postiers ne représenteraient donc qu'une goutte d'eau dans un lac de désespoir. Pour je ne sais quelle raison malsaine ou goût de la subversion, les journaux auraient gonflé ces affaires-là et oublié les autres.

J'ai sous les yeux un bilan. Il est établi par l'association Phénix, sorte de SOS suicide. C'est elle qui annonce le chiffre inattendu de quinze mille suicides, l'équivalent d'une ville comme Senlis. Elle-même l'a recueilli dans une étude du Ministère de la Santé qui aggrave singulièrement l'estimation de l'INSERM : neuf mille suicides en 1977. Car il y a les suicides enregistrés et les autres.

Cette étude ne renvoie pas aux « cas » qui ont légitimement ému l'opinion ces temps-ci. Elle apporte d'autres indications.

Les jeunes et les personnes âgées sont les plus nombreux à se donner la mort. Mais si les chiffres restent stables pour les vieillards, ils grimpent en flèche chez les adolescents. En vingt-cinq ans, ils ont doublé dans la catégorie des quinze à vingt-cinq ans. Et le suicide fait son apparition chez les enfants traditionnellement préservés.

Trois tentatives sur quatre sont le fait des femmes, mais les « réussites » sont trois fois plus nombreuses chez les hommes que chez leurs compagnes ou leurs amies.

Plus on est isolé et plus on est fragile. Les veufs, les célibataires, les enfants de foyers désunis sont parmi les plus menacés. Il y a, par exemple, cent trois suicides pour cent mille veufs, contre vingt-quatre pour cent mille hommes mariés (moyenne nationale : vingt-huit pour mille). Les cas sont beaucoup plus nombreux à la campagne qu'en ville et les ouvriers agricoles sont plus menacés que les fermiers. Mais en ville, les victimes sont surtout des travailleurs non spécialisés et plus encore des inactifs (cinquante-six pour mille).

D'autres facteurs surprenants interviennent. On se supprime davantage au printemps que durant les autres saisons. Comme si le spectacle de la vie renaissante dégoûtait de vivre. A Toulouse, les jours de vent d'autan sont plus meurtriers que les autres. Le weekend est plus suicidaire que les autres jours. Les semaines qui précèdent les examens aussi (...).

Une « trop grande désillusion », des « situations sans issue », « l'échec de ses projets », une « situation pénible et insupportable », la « désespérance des jeunes », le « sentiment que rien n'est possible », le « silence de la société face aux appels qui lui sont lancés », les « exigences de la compétition sociale » sont autant de causes de suicides venant s'ajouter aux causes sociologiques

classiques. Elles frappent indistinctement ceux qui sont traditionnellement menacés et les autres. Tous les autres.

Les plus fragiles tombent les premiers. Un travail trop idiot ou l'absence de travail épargne celle ou celui dont la vie familiale est réussie, mais foudroie le jeune perdu dans l'anonymat d'un foyer et d'une grande ville. Tous les militants en butte à la répression patronale ne se donnent pas la mort mais, ici et là, l'un d'entre eux n'y résiste pas. Tous les enseignants dont l'existence est insupportable ne prennent pas des barbituriques mais un certain nombre d'entre eux en viennent à se supprimer.

Il n'y a peut-être pas qu'UNE cause sociale UNIQUE à la mort tragique d'Huguette Charlot et de Louis Rouault, de Philippe Marchau et d'André Nestour, des trois postiers... Mais il y a eu aussi la vie impossible qui leur était faite. Hélas, cela a suffi. Un jour, ils ont griffonné quelques mots. Et ils ont choisi l'irréversible.

(Témoignage Chrétien,

31 mars 1980).

Les cités qu'on ne veut pas voir...

par Huguette BELAIR

Il est des violences qui passent inaperçues, que beaucoup ignorent. Je veux parler du rejet, de la haine que subissent chaque jour un certain nombre d'entre nous, qu'il ou elle soit pauvre ou simplement immigré(e). Et malheureusement, les exemples ne manquent pas. Je prendrai ici celui de l'habitat et de la scolarité.

Depuis maintenant quelques dizaines d'années, les pauvres ont été rejetés de la capitale vers les banlieues plus ou moins lointaines, plus ou moins accessibles par les moyens de transport en commun. Les voilà maintenant parqués, selon leur catégorie, dans des cités loin du centre des villes. Les cités de transit et les cités d'urgence (1) sont de préférence situées près d'une autoroute, d'une usine. La cité d'urgence de Nanterre ne faillit pas à cette tradition : elle constitue un vérit-

table ghetto où il est impossible de s'égarer. Elle se trouve bordée par un grillage de 3 mètres de haut environ, longée par une autoroute et mitoyenne avec un trop célèbre hospice de la région parisienne.

Certains quartiers sont à tel point rejetés que les habitants ont honte d'annoncer leur adresse, que d'autres refusent de confier leur enfant à une assistante maternelle (nourrice), uniquement en raison du lieu d'habitation de celle-ci.

Un véritable ghetto

Qui sont donc toutes ces personnes relogées dans certaines cités et jugées indésirables ? Dans les cités d'urgence, ce sont ceux qui, à un moment donné, se retrouvent sans logement, avec peu ou pas de ressources (relogés des bidonvilles, expulsés d'autres cités, résidents d'hôtel meublés, de logements insalubres). La majorité sont des étrangers, surtout des Maghrébins qui ont des difficultés d'adaptation, et surtout, dont le salaire d'ouvrier ne suffit pas à faire vivre une famille très

nombreuse. Mais il y a aussi des Français. En fait, tous sont les laissés pour compte de notre société industrielle. Le logement dans ces cités ne doit être, en principe, que transitoire. En fait, par leur travail instable et leur mode de vie différent du nôtre, et surtout par le manque de logements sociaux (HLM), beaucoup restent là des années sinon toute leur vie. Parfois, leurs enfants et petits-enfants sont relogés dans la même cité. Par la suite, ces enfants sont également rejetés par un système scolaire incapable de combler leur manque de stimulation intellectuelle et de prendre en compte leurs difficultés dans un enseignement parallèle au sein de l'école (classes de perfectionnement, sections d'éducation spécialisées, etc.). A leurs 16 ans, ces adolescents, sachant tout juste lire et écrire, vont exercer, comme leurs pères et mères, tous ces petits boulots dont personne ne veut (si toutefois ils en trouvent...), et gagner un salaire de misère. Ils travailleront de façon instable, ne restant jamais dans le même emploi, traversant de longues périodes de chômage. Souvent méprisés, traités de chômeurs chroniques, de fainéants, ils s'enlisent davantage et ne pourront donner

(1) La cité de transit est destinée au logement des étrangers pour leur permettre de « s'adapter » à la vie française, dans l'attente de l'attribution d'un appartement en HLM. Par contre, la cité d'urgence reçoit des familles, sans réelles ressources, c'est-à-dire dont on ne sait que faire.

à leurs propres enfants le minimum nécessaire. Enfermés dans leur ghetto, ces jeunes rencontrent leur parenté dans le voisinage immédiat. La plupart du temps, les filles ont très tôt un bébé qu'elles élèveront seules avec des revenus de transfert (allocations familiales, aide sociale à l'enfance). C'est ainsi qu'un monde de la marge s'autoreproduit : enfants d'assistés, la plupart deviendront parents assistés et ne pourront donner à leurs enfants que ce qu'ils ont connu c'est-à-dire l'instabilité, le rejet, la misère, la violence.

Le service social est là...

Mais pour faire quoi ?

Face aux problèmes posés par l'industrialisation et face à la déshumanisation de notre société, le service social a été créé au début du siècle pour aider les « pauvres ».

Selon une définition de l'ONU de 1959, le service social devrait être une activité visant à aider à l'adaptation réciproque entre les individus et leur environnement social.

Ainsi son rôle serait, d'une part de venir en aide à ceux qui ne réussissent pas à faire face aux nécessités de l'existence, et d'autre part de mettre en lumière les besoins de notre société.

Cependant, la réalité est tout autre. En fait, le service social, dans une majorité de cas, est là pour compenser les carences de la société. Car la manière dont il fonctionne le fait intervenir à trois niveaux :

1^o) Tout d'abord, au niveau financier pour :

— pallier les lenteurs administratives. Il faut en moyenne 6 mois pour obtenir l'allocation logement, parfois

2 ans pour percevoir des allocations familiales, 3 mois pour toucher des indemnités chômage ou une pension d'invalidité ;

— compenser des salaires insuffisants qui ne permettent pas aux personnes, malgré un travail très souvent pénible, de satisfaire aux besoins de leur famille ;

— compenser le coût exagéré des loyers qui atteignent des proportions scandaleuses, notamment en région parisienne.

2^o) Au niveau de l'information, afin de faire connaître les droits sociaux correspondant aux besoins des personnes. Mais là encore, le service social joue un rôle compensateur pour pallier la déshumanisation de l'administration. En effet, la caricature du fonctionnaire borné est bien souvent réelle : les gens sont renvoyés, parfois insultés au cours de leurs démarches administratives. Certains services sociaux sont ainsi amenés à prendre le temps d'écouter, comprendre, rechercher la cause des difficultés administratives.

3^o) Enfin, à un niveau politique. Ce rôle est bien évidemment loin d'être reconnu par tous. Il n'en est pas moins certain que le service social a pour tâche de désigner et de contrôler les « populations à risques ». « Risques » qui reçoivent officiellement des définitions médicales ou purement d'assistance sociale. Mais il s'agit là de la dissimulation d'un autre enjeu, dans la mesure où ces populations « défavorisées » (le mot est pudiquement hypocrite !) pourraient se révéler facteurs de désordre intérieur si l'Etat ne les « traitait » pas au moyen d'une assistance minimum. Et pour les traiter convenablement, il s'agit d'abord de repérer efficacement les individus qui les composent. L'informatisation en ce domaine, par les plans GAMIN et AUDASS, est un instrument redoutable

pour une telle politique (2). Dans ces conditions, la marge de l'assistante sociale est presque nulle, le service social étant si planifié et informatisé que le rôle lui revenant est d'appliquer les règlements en vigueur : à telle catégorie de problèmes correspondant telle la solution. Il s'agit d'une assistance codifiée, dont les objectifs sont partiels et la finalité ambiguë.

L'aide sociale peut-elle être efficace ?

En fait, le service social peut vraiment aider ceux qui rencontrent des difficultés momentanées dues à une raison précise comme la maladie, le divorce, le décès, etc. Il s'agit alors d'une intervention ponctuelle qui peut être effectivement utile pour le demandeur.

Mais il s'avère inefficace pour cette frange marginalisée de personnes qui ne possèdent pas un minimum d'adaptation à notre société. En effet, l'aide sociale prend des formes de plus en plus complexes, réglementaires. Elle s'appuie sur des droits, demande que certaines conditions soient remplies, que des documents soient fournis. Pour nombre de laissés pour compte, de telles exigences s'avèrent insurmontables autant psychologiquement qu'administrativement.

Il m'est par exemple arrivé de rencontrer une femme d'intelligence « moyenne », incapable de préciser son activité professionnelle des deux dernières années. Parfois, les difficultés sont telles pour rassembler les

(2) GAMIN (gestion automatisée de médecine infantile) ou mise en fiche de tous les enfants à « risques » (médical et social) ; AUDASS (automatisation des directions des affaires sanitaires et sociales) : mise sur ordinateur de toutes les personnes (enfants et adultes) bénéficiant de l'aide sociale.

renseignements nécessaires que les gens n'arrivent plus à percevoir les allocations. Ils sont vite gagnés par l'apathie, le découragement, la résignation. Ils ne persistent pas dans leurs démarches et finissent par abandonner leur dossier, ne répondant plus aux convocations administratives. Ils ne réagissent plus aux coupures d'électricité, négligent de rencontrer les travailleurs sociaux. C'est tout un processus de dégradation qui s'installe : par l'instabilité de leurs revenus et la succession de leurs déboires, ces personnes en viennent à vivre au jour le jour sans désirs apparents, sans projets d'avenir.

Force est donc de constater que le service social qui devrait venir en aide à tous ceux qui sont en difficulté — c'est là l'objectif qu'on lui assigne officiellement — ne remplit pas son rôle, tout particulièrement par rapport à ce qu'il est convenu d'appeler le « quart-monde ».

Pas de véritable politique sociale

S'il en est ainsi, c'est qu'en France, nous n'avons pas de véritable politique sociale. Aucun projet cohérent n'est mis en place. L'inadapté social n'intéresse pas le gouvernement parce qu'il n'intervient que de façon très épisodique dans le système économique et

productif, et jamais sur le plan politique. Les directions des affaires sanitaires et sociales (DASS) se limitent à appliquer les consignes ministérielles, et se comportent en simples gestionnaires de leur personnel, s'attachant essentiellement à combler les postes vacants. L'attribution de locaux, la création de postes sont étudiées selon leurs coûts, et non selon les besoins réels. Très rares sont les services sociaux qui s'efforcent d'innover, qui entreprennent des recherches.

La réforme du diplôme d'Etat d'assistant(e) social(e), si contestée par tous les services concernés, témoigne bien du rôle que le ministère tient à faire jouer aux travailleurs sociaux : dorénavant, les études comporteront moins de théorie et beaucoup plus de stages pratiques. Le ministère a besoin de personnes qui appliquent des consignes, et non qui réfléchissent ou contestent.

Au début de leur vie active, bien des travailleurs sociaux tentent de lutter en proposant de nouvelles formes de travail. Mais très vite, ils se heurtent au désintérêt des responsables et se découragent. Beaucoup perdent tout espoir de réussir à changer quelque chose. Et ils s'installent dans un travail où domine la routine, s'aménageant par ailleurs des horaires « sympathiques »...

Un rôle de « soupape de sécurité »

En définitive, cette violence endémique propre au quart-monde — que nombre de Français ignorent ou ne veulent pas connaître — ne peut recevoir de solutions satisfaisantes que par un changement considérable de la politique sociale. Car, dans le contexte actuel, ce ne sont pas les interventions limitées du service social qui résoudront les problèmes posés par la misère, problèmes dont certains, dans l'immédiat, sont pratiquement insolubles.

L'explication pourra paraître simpliste, mais la vérité est probablement là : l'absence d'une réelle politique sociale en faveur des plus pauvres provient du fait que la gestion capitaliste est faite par et pour les riches. Quelle est donc la finalité du travail social, tel qu'il est conçu aujourd'hui, sinon de servir de soupape de sécurité à un système du désordre établi, atténuant tant bien que mal les inégalités les plus criantes, et évitant ainsi les révoltes désespérées ?

Et que doit-on penser d'une société dont trois à quatre millions de personnes sont, de fait, dans une situation d'assistées à vie ? Vous trouverez sans doute cette analyse un peu trop pessimiste. Elle est néanmoins le résultat de mon expérience de quatre ans de travail social.

Le vol de nos mémoires

par Jacques Yves BELLAY

Morts pour la Bretagne...

Saint-Aubin-du-Cormier, vous connaissez ? Entre Rennes et Fougères, un petit bourg de 2 500 habitants que vous trouverez si, pour rejoindre la capitale un soir de bouchon, vous suivez les conseils de « l'animal futé » de France-Inter. Rien en apparence ne distingue le village de ses multiples congénères qui balisent un retour de vacances : à se promener dans les rues, on a l'impression qu'il ne se passe rien, quelques bistrots ouverts, des voitures qui passent à toute allure, un lotissement ici ou là ; une paix morte. Mais si, distrait par le paysage ou par les enfants qui à l'arrière se chamaillent, vous vous trompez de route, manquez la fameuse pancarte verte, tournez vers la gauche du côté de Sens-de-Bretagne, à la sortie du bourg, sur la droite cette fois, vous risquez de remarquer un minuscule panonceau indiquant un chemin creux sur lequel est écrit : « La lande des Bretons ».

(1) *Comment peut-on être Breton ?, essai sur la démocratie française*, Ed. du Seuil, p. 233.

« Il est sans honneur de voler son nom à un peuple. Mais ce nom, c'est aussi à vous, démocrates, à vous tous qu'on l'a volé. »

Morvan Lebesque (1)

Arrêtez-vous un instant, descendez de votre voiture et suivez le sentier. A quelques pas de là, une clairière, quelques grosses pierres, sur l'une d'elles une plaque scellée : « 6 000 Bretons sont morts ici pour défendre l'indépendance bretonne le 28 juillet 1488 » (2).

Une simple croix, sauvage et solitaire sur la lande, un haut lieu de l'Histoire du peuple Breton, quasiment inconnu des siens, un écriteau minable et illisible sur une nationale de traverse pour ces milliers de pauvres gueux qui se firent massacrer ici pour défendre leur territoire et leur culture de la domination des Français ! Décidément l'Histoire est bien ingrate quand elle préfère Christophe Colomb aux luttes populaires ; mais j'allais oublier qu'elle est écrite de Paris, l'Histoire.

(2) Voici le texte breton qui précède le texte français sur la plaque : « Ar C'Hallaoued trec'h d'ar Vretoned d'an 28 a viz Gouere 1488. Dalc'homp sônj ! ». La traduction exacte serait : « Les Français vainqueurs des Bretons, le 28 juillet 1488. Gardons-en mémoire ! ». Comme quoi la neutralité en matière de traduction est un mythe !

Se réveiller Breton

Je suis né sur le tard à la Bretagne. Le haché-*lem* de mon enfance, le collège privé, la langue de Racine, la Fonction Publique, il faut dire que je n'avais guère d'atouts de mon côté. Il aura fallu que je me mette à « scribouiller », que je m'exile un peu de la ville avec la mer comme horizon, que l'Etat français se préoccupe de nous en nous proposant gentiment (sic) quelques centrales nucléaires, en agrandissant ses camps militaires ou en laissant l'océan s'emplir de mazout, pour que je me réveille Breton. Réveil brutal. Je découvrais l'imposture, cette violence larvée, insidieuse que j'avais inconsciemment encaissée au long des jours et que personne, de la famille aux professeurs en passant par les curés, n'avait songé à me montrer. Du coup, la bousculade de savoir, de connaître, d'apprendre mon pays me saisit : je lisais tout ce qui me tombait sous la main, Markale, Queffelec, Lebesque, Grall et Jakez Hélias — pour ces deux derniers, respectez l'ordre SVP —, j'écoulais Glenmor, Gwernig, Stivell, Le Men, je profitais du moindre jour de repos pour pèleriner à travers la campagne, renifler ses odeurs, écouter ses silences, perdre du temps avec les paysans du coin. Petit à petit une terre s'incrustait, je me sentais enracer, en-terrer, chaque pas devenait un engrangement, « l'humus » breton que l'on avait refoulé en moi le plus loin possible, revenait à la surface, je pouvais de nouveau marcher, j'étais né à mon origine.

L'itinéraire du « Breton moyen »

Depuis ces jours pas très lointains, je suis persuadé que la pire des violences qui puissent être faites à un homme, c'est de lui voler son terroir, de l'extraire de son sol, de lui nier toute appartenance pour le lier pieds et poings à ce qu'on appelle l'Etat. Cela commence très tôt : on voit le jour dans une clinique ou un hôpital loin de la demeure familiale, événement banal d'un bout de couloir baptisé « maternité ». Très vite c'est l'école, l'apprentissage du français bien sûr, de l'Histoire de France bien sûr, la logique de Descartes et les

tables de La Fontaine. Puis vient le temps du dressage carcéral, l'armée, où on t'apprend à tuer et à mourir, en un mot à ne plus penser, au service de la patrie, enfin le boulot que tu feras le mieux que tu pourras, loin de chez toi où il n'y a pas de travail, dans je ne sais quelle multinationale ou entreprise d'Etat, t'évertuant tout au long de ta carrière par tous les moyens possibles de « dégoter » un poste en Bretagne ... L'oiseau veut rentrer au nid. On se retape pour la retraite une petite ferme en ruines ou on se bâtit une belle grande maison que l'on repeint en blanc, comme le voisin, histoire de mettre un peu de colorant dans ce paysage trop triste avec le gris de ses pierres et le vert de ses collines ... On pourrait continuer longtemps la description de l'itinéraire du Breton moyen.

Tu exagères, on vit quand même mieux qu'avant et puis Paris, Lyon, Marseille, on s'y fait avec le temps ... j'entends d'ici les commentaires. Mais justement, je n'ai aucune envie de te conforter dans ta soi-disant faculté d'adaptation. Non que je te blâme, mais je perçois trop l'intérêt politique qu'ont tous les pouvoirs à te déplacer comme un pion, je sais trop combien tout ceci n'est pas le fruit du hasard mais comment tout est programmé, ordonné, combiné d'en-haut, combien pour satisfaire les besoins d'un système où vide des régions entières pour entasser les hommes autour de quelques grands pôles industriels. Je vois l'Occitanie, la Corse, la Bretagne transformées en zones touristiques ou en villages pour personnes du 3^e âge, en régions militarisées où les trains ne s'arrêtent plus que pour déposer armes et soldats ; j'assiste trop, en un mot à la colonisation permanente pour pouvoir me taire. Sans que tu t'en doutes, au fil de ton quotidien, on te détruit à petit feu, on t'érode, transforme ton pays en région sous-développée, on fait de ton peuple un ramassis de pauvres bougres qui courbent l'échine, croient en une espèce de fatalité, allument des cierges ou balancent des pommes de terre sur les routes mais qui continuent à chaque élection de porter au pouvoir Marcellin, Bonnet, Guermeur, Cressard et consorts. La technique est subtile qui, en douceur, te fait passer de « terreux à villotin », qui réduit ta culture à un folklore, ta langue à un verbe mort. Chrétienté

aidant — il y aurait un livre à écrire sur la bigotsation qu'a subie la Bretagne — tu deviens un bon citoyen français pour qui la terre natale n'est plus qu'une nostalgie.

De la fronde à la léthargie

Bien sûr parfois la colère gronde : c'est Plogoff, les manifestations paysannes, le F.L.B. ou telle usine comme le Joint Français qui entre en lutte. Le peuple de Bretagne est par nature frondeur. Il reste que je ne crois guère aux attentats et aux combats de rue contre les C.R.S., ils renforcent à terme la répression militaro-policière. Et puis, à se laisser entraîner par des réflexes de révolte sans en analyser les causes profondes, à se laisser aller à une violence incontrôlée et ponctuelle, j'ai crainte que, comme toujours depuis cinq siècles, une fois l'orage passé, on retombe en léthargie. Ici les gens ne se dressent que lorsqu'on touche physiquement à leur lopin de terre. Cependant, le rabotage idéologique de l'Etat a été, et est toujours si puissant, que si c'est la terre du voisin qui est visée, presque personne ne lèvera le petit doigt. En ce sens, le jumelage entre Plogoff et le Larzac est plein de promesses, si les paysans occitans arrivent à persuader les marins bretons que leur combat dépasse, et de loin, le Cap Sizun et la Bretagne, s'ils peuvent faire analyser à ce petit village incorruptible ses méthodes de résistance, si les gens de Plogoff parviennent à entendre les leçons de la non-violence. Conscientiser l'homme couché, docile et rebelle, qui sommeille en chaque Breton, voilà en effet la tâche primordiale, le passage obligé si l'on ne veut pas que cette Bretagne soit condamnée à demeurer aux yeux du pouvoir, une région un peu turbulente bien sûr, mais sans réel danger pour le libéralisme avancé.

C'est que l'agriculteur malouin qui déverse pommes de terre et choux-fleurs sur les routes est le même qui, le dimanche soir, accompagne fièrement son rejeton à la gare se rendant à Paris pour un hypothétique boulot, qui passe ses vacances à Crozon sans être le moins du monde gêné par

l'omniprésence de l'armée, qui accepte que les trains fassent Quimper-Paris ou Brest-Paris d'une seule traite... Quand on sait que l'armée et la police recrutent à volonté parmi les Bretons, on se dit que, tout compte fait, cette Bretagne, toujours prête à crier haro sur le gendarme, se colonise d'elle-même. Un « paradoxe » significatif : le commandant des forces de l'ordre à Plogoff était breton, et qui plus est, copain de collège de Xavier Grall...

Ecriture faisant, je sens mon propos désordonné et confus. Mais peut-il en être autrement face à une réalité aussi ambiguë et contradictoire ? Je n'ai aucune envie de proposer des recettes : un pays, ça te tient au corps et à l'âme, te colle à la peau. Tu as envie de hurler, d'exorciser ce mal qui te tenaille au plus profond, cette rage de voir des hommes et des femmes s'autodétruire (il faudrait aussi parler de cette fuite endémique dans l'alcoolisme), et de faire si peu soi-même pour que tout cet esclavage soit passé par-dessus bord !

A quand l'Emsav ?

Il y a, c'est certain, des sursauts, ici ou là. A quand ce qu'on appelle ici l'Emsav, le réveil, la Résurrection ? Le chemin sera long et tortueux tant le poids de l'asservissement général est pesant. Il suffit de se promener l'hiver à Camaret ou à Groix, pour s'apercevoir combien le peuple de Bretagne n'en finit pas de subir : les pêcheurs sortent de moins en moins souvent, les produits agricoles se vendent mal, les femmes le matin s'en vont plus cassées que jamais travailler à la chaîne dans une quelconque usine de sous-traitance. On survit malgré tout, mais à quel prix ? Le loto ou le tiercé, le petit blanc à 10 h., le carré de jardin ; et Rennes où il n'y a même plus le foot ! Violence banale, violence douce amère, violence armée, tout se mêle ici dans l'indifférence généralisée.

Miser sur les jeunes : sans doute, mais sans se leurrer. L'Emsav est lent. Espoir pourtant chez tous ces hommes et ces femmes qui fouillent leur Histoire pour y trouver des germes d'avenir pour

la Bretagne. Pour cette raison, j'ai parlé, au début, de Saint-Aubin-du-Cormier : parce qu'un peuple en définitive ne peut vivre debout et libre que s'il retrouve le sens de son Histoire, que s'il se sent porté jusque dans ses moindres faits et gestes par une culture, par un terreau, une souche. « *Biken ! biken n'embaro ket an ounner hag ar bleiz* », « *Jamais, jamais ne s'accoupleront la génisse et le loup* », chantaient les Bretons jusqu'à la fin du XVI^e siècle. Aujourd'hui, c'est une invitation au divorce qu'il nous faut lancer.

Saint-Malo, le 8 mai 1980.

ÉDUCATION : fausse violence et vraie mutilation

par Anne Catherine BISOT (*)

Paris,

Dix-neuvième arrondissement :

Réunion avec une vingtaine de gars. Depuis quelque temps, l'un d'entre eux, un chef de bande, me marque une hostilité certaine. Soudain, il se met à m'insulter violemment, de façon délibérément grossière et offensante. Tout de suite, je sens que les autres attendent ma réponse. Je n'ai pas envie de frapper, mais je sais que je dois le faire : c'est le seul langage possible. Nous nous empoignons. L'animateur de la réunion nous met dehors : « Allez vous battre ailleurs ! »

(*) Educatrice.

Nous sommes au onzième étage d'un immeuble. Attendre l'ascenseur. Descendre. Sur le palier, deux gars pleurent : « Ne descends pas, il est fou ! » dit l'un. « Vas-y ! Tu dois te battre, puisqu'il t'a cherché... », dit l'autre.

On se retrouve sur la pelouse. Pas entraîné à la bagarre des rues, je lutte de toutes mes forces. Le gars est déchaîné : morsures profondes, coups de tête, prises en traître... Je tiens bon. On nous sépare. Je rentre chez moi, meurtri, le visage en sang.

Le lendemain, un des durs de la bande m'aborde : « Maintenant, tu es l'un de nous. »

Je sais bien que je ne le serai jamais vraiment. Mais ce que je comprends mieux, c'est la solidarité avec un milieu : ce que j'ai fait était indispensable pour pouvoir continuer à travailler avec les jeunes de la rue. Si j'avais esquivé l'insulte et refusé de répondre aux coups, les gars ne m'auraient jamais accepté au milieu d'eux.

Guy GILBERT.

*(« Un prêtre chez les loubards »
Ed. Stock, 1978).*

« Encore heureux qu'on va vers l'été » (1)

Lors d'une réunion d'information sur la non-violence, un jeune homme expliqua comment il avait été confronté, dans un centre de vacances, à un jeune handicapé physique qui l'avait poussé à bout, l'amenant finalement à le gifler. Dans les jours qui suivirent s'établit entre eux une relation très positive, mais cet éducateur s'interrogeait sur la « violence » de sa réaction.

Des questions de ce type sont assez fréquentes. Mais, souvent considérées comme naïves et sans intérêt, elles sont éludées en quelques mots. Pourtant, tout animateur, enseignant ou éducateur s'est trouvé un jour dans cette situation qui lui pose question, surtout si, a priori, il se refuse à utiliser la force physique. Après avoir frappé l'enfant, il doit surmonter un sentiment d'échec (de n'avoir pu se faire comprendre autrement) et de culpabilité (manque de patience, lâcheté d'utiliser la supériorité physique...).

Il ne s'agit donc pas d'un faux problème, et au-delà de l'anecdote se pose la question du rapport de l'adulte à l'enfant.

Quel contact physique ?

Il n'y a pas, en matière d'éducation, de recettes absolues : il y a des moyens qui s'adaptent à chaque situation précise, à chaque enfant. Le contact physique avec l'enfant, qu'il soit affectueux ou punitif, est un de ces moyens, et il est indispensable à son évolution.

Par exemple, certains psychologues ont montré l'importance de la manière dont une mère tient son nourrisson pour l'allaiter : le rejet inconscient du bébé peut s'y manifester (retrait du sein, impa-

(1) Titre d'un roman de Christiane Rochefort (Livre de Poche, 1977). Les enfants des villes fuient massivement vers les campagnes et inventent un nouvel art de vivre, en défiant le monde des adultes.

tience à nourrir l'enfant... (2) rejet qui sera fortement ressenti et intériorisé par l'enfant. Plus tard, celui-ci pourra être marqué par le refus d'un baiser ou d'un calin, beaucoup plus que par une fessée donnée à bon escient.

La relation physique entre la mère et l'enfant, (puis entre lui et l'adulte) est un langage dont l'interprétation par l'enfant se résume en particulier à « tu m'aimes », « tu ne m'aimes plus ». **Le message enregistré est plus important que le moyen utilisé** et il est plus grave de ne pas ou de mal le transmettre que de frapper l'enfant.

Notre pratique éducative nous fait souvent rencontrer deux types d'enfants :

— celui qui n'a jamais été frappé, par démission des parents (qui n'interviennent pas non plus par d'autres moyens) et qui en conclut : « ils ne m'aiment pas » ;

— celui qui a été frappé trop souvent et pour lequel les coups sont un langage connu et compris, lesquels peuvent signifier, parfois, « on m'aime ».

L'un et l'autre recherchent souvent la punition physique, car ils en retirent le sentiment d'exister. Mais si le premier y associe celui d'être aimé, le second pourra être confirmé dans celui d'être rejeté. L'interprétation définitive, que l'enfant donnera au coup reçu, dépend en partie de ce qui s'établira entre lui et l'adulte : la relation peut devenir très positive, parfois même très exclusive. Comment alors parler de « violence » au sujet de tels affrontements, alors qu'ils peuvent être des étapes constructives ?

Toutefois, dans la pratique, il s'agit beaucoup plus pour l'éducateur de « prendre des coups » et de les parer dans la mesure du possible, que d'en donner. Il n'est donc pas question de démontrer que l'emploi de la force physique est une solution satisfaisante, mais bien plutôt de constater qu'à un

moment donné, et de manière exceptionnelle, l'éducateur (face à un enfant marqué par un certain type d'éducation) peut être amené à l'utiliser positivement : refuser l'affrontement, c'est fuir sur un terrain que l'enfant a lui-même choisi.

En revanche, il semble essentiel d'abandonner rapidement ce terrain, et de s'en expliquer avec l'enfant : celui-ci peut alors apprendre à établir avec les autres (adultes ou enfants) un mode de relation qui lui permette d'exprimer sa quête de reconnaissance et d'affection autrement que par le passage à l'acte (en particulier par la verbalisation).

Distinguer les contraintes nécessaires des violences mutilantes

En matière d'éducation, nous avons à nous méfier du concept de violence.

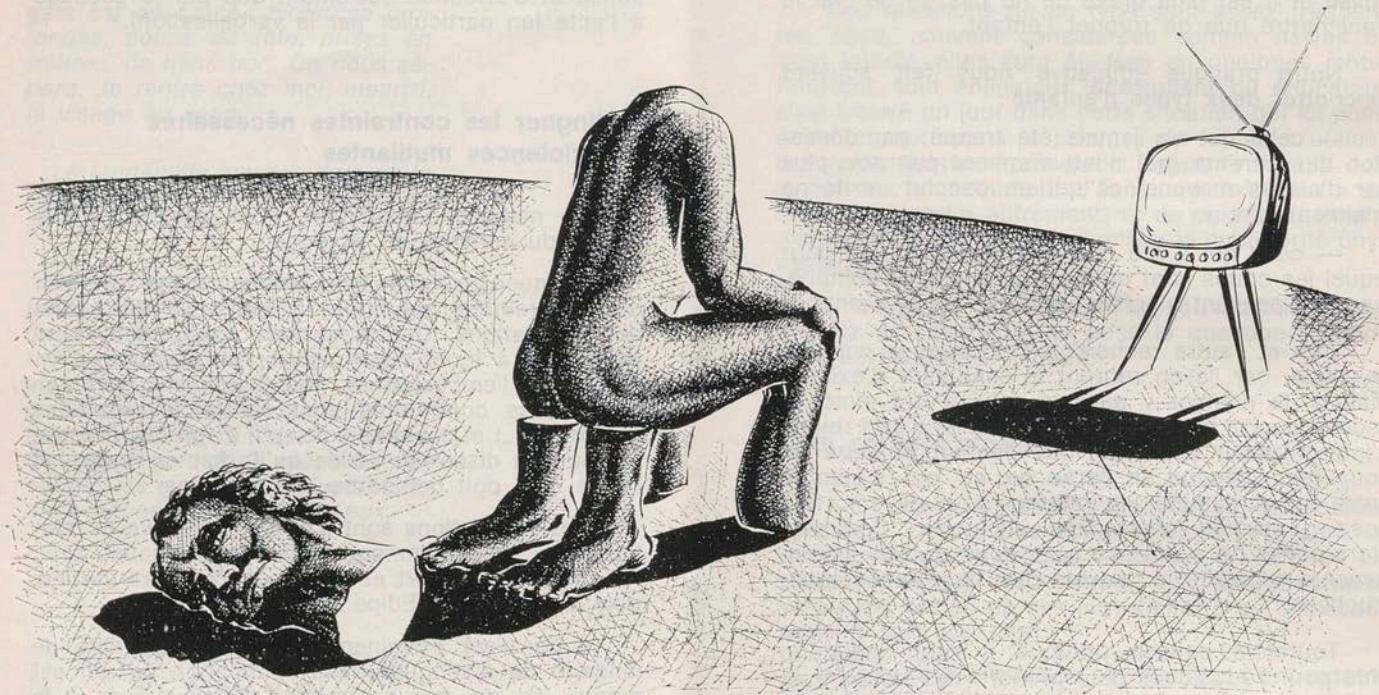
Eduquer implique, entre autres choses, imposer des contraintes, apprendre à l'enfant à surmonter ses frustrations. Contraintes et frustrations sont inhérentes à toute vie humaine : en préserver l'enfant, c'est l'empêcher de pouvoir un jour vivre en adulte. Les contraintes sont à la fois naturelles (se nourrir...) et sociales (lois...). Il s'agit d'apprendre au jeune à discerner celles qu'il doit accepter et celles qu'il doit combattre, ou minimiser.

Ces frustrations sont d'origine affective et relationnelle : elles commencent dès la naissance avec l'abandon du confort et de la sécurité intra-utérine, puis le sevrage, l'Œdipe...

« Ce n'est certainement pas une subtilité de langage de distinguer dans l'éducation ce qui est amour, ce qui est contrainte, donc recours à la force, et ce qui serait violence c'est-à-dire qui porterait atteinte à la compréhension et au respect dus à l'enfant » (3). Or il y a bien des façons de porter atteinte à l'enfant et les « violences banales » com-

(2) En ce qui concerne en particulier les petites filles, cf. *Du côté des petites filles*, Elena Gianini Belotti, Ed. des Femmes, 1974.

(3) J.-M. Muller, *Stratégie de l'action non-violente*, Fayard, 1972, p. 61.



mises envers lui sont nombreuses et souvent lourdes de conséquences.

« L'atteinte à la vie des enfants existe aussi dans des endroits où personne ne songerait à voir l'infanticide ; elle existe impunément, dans la mesure où, ne touchant pas au corps, elle sabre irrémédiablement l'intégrité de l'être intérieur, du psychisme, de cette force mystérieuse qui crée la vie et que notre société prend si peu en compte ; violence trop quotidienne, trop ordinaire, trop habituelle, trop banale ; violence feutrée, cachée par les paravents de façade » (4).

Durant l'enfance, à travers l'éducation reçue des parents, se forge l'image de soi. La plus grande violence faite à l'enfant consiste à **laisser se créer en lui une image narcissique dévalorisée, abîmée, partielle, meurtrie**. Les paroles culpabilisantes, les humiliations, la non-reconnaissance de l'enfant comme personne à part entière y contribuent, mais aussi le modèle parental offert à l'enfant, sur lequel se structure la personnalité.

Trois attitudes apparaissent particulièrement destructrices :

— le **laxisme** : toutes les exigences sont cédées à « l'enfant-roi ». L'adulte, par là-même, perd tout crédit à ses yeux, car il apparaît faible, et l'enfant n'a en face de lui ni le modèle, ni la référence dont il a besoin. Il a le sentiment de ne pas exister aux yeux d'autrui ;

— la **rigidité** : les exigences de l'adulte dépassent ce que l'enfant peut accepter, les efforts qu'il peut fournir. L'adulte devient la référence à combattre, son monde, celui auquel il faut échapper, car il exclut toute satisfaction personnelle.

— l'**incohérence** : un jour, excédés, les parents réagissent violemment face à un comportement qui ne le mérite pas. Le lendemain, lassés, ils laissent faire des actes beaucoup plus graves. Le permis et

(4) Dominique Albert, *La mère Infanticide ou la naissance de son double*, Revue « Autrement », n° 22, nov. 1979 ; « Enfants et Violences », p. 70.

l'interdit n'existent plus et l'enfant n'arrive pas à se situer. L'identification est plus que jamais impossible.

Dans tous ces cas, toute exigence, toute contrainte deviennent inacceptables. L'adolescence révèlera un conflit profond avec les parents, une angoisse aiguë de l'avenir (masquée par une frénésie à ne vivre qu'au présent) une immaturité affective et sociale, des troubles plus ou moins graves de la personnalité.

Dans un article intitulé « **Se révolter ou se détruire** » (5), Vincent de Gauléjac cite deux exemples montrant comment peut s'instaurer une relation pathologique entre enfants et parents.

La première fait référence aux expériences de Pavlov (6) : « On commence par entraîner un chien à faire une discrimination entre un cercle et une ellipse, en le récompensant ou en le punissant selon ses résultats. On le rend ensuite incapable de faire cette discrimination en élargissant progressivement l'ellipse jusqu'à ce qu'elle ressemble de plus en plus à un cercle. L'animal se met à ce moment-là à manifester des troubles de comportements comme en état stuporeux, une violence hargneuse et des modifications physiologiques qui accompagnent une angoisse aiguë. »

Le second reprend une thèse de G. Bateson (7) qui a proposé d'appeler « **double bind** » ou « **double contrainte** » ce processus de communication sans issue pour le sujet : « Une mère offre une chemise rouge et une chemise verte à son fils ». Il choisit la rouge. « Tu n'aimes donc pas la verte ? » lui demande-t-elle alors. Quand on est ainsi « coincé », la seule réponse possible est alors la fuite (« **Drop out** ») ou la violence pour casser en quelque sorte le mécanisme ».

(5) Vincent de Gauléjac, *Se révolter ou se détruire*, « Autrement » n° 22, nov. 1979.

(6) Médecin physiologiste russe (1849-1936). Par ses travaux sur la digestion, il découvrit les lois du **réflexe conditionné**, devenant, par la suite, le père de la psychophysiologie. Pour lui il existe une unité fondamentale entre le physiologique et le psychologique. Influence mondiale de ses recherches dans ces deux domaines.

(7) Vers une écologie de l'esprit, Seuil, 1977.

On peut ici véritablement parler de violence dans la mesure où ces enfants « n'ont plus d'autres possibilités de modifier la situation dans laquelle ils se trouvent que de détruire ou de se détruire » (8 ; leurs réactions deviendront, elles aussi, pathologiques. Ils utiliseront la violence comme moyen de « détruire tout ce qui empêche d'exister, d'être soi-même, au prix de la mort des autres et de sa propre mort » (9).

L'enfance détournée au profit des adultes.

Une des façons les plus « douces », mais qui n'est ni la plus rare ni la moins dangereuse, de porter atteinte à l'enfant est de l'utiliser à son profit d'adulte, au nom de convictions d'adultes (politiques, morales...).

Convictions qui ne sont souvent que des justifications fallacieuses, invoquant « le bien de l'enfant » et son droit à la liberté.

Ainsi, les pédophiles parlent du droit de l'enfant à la sexualité. Pourtant, pour vivre sa sexualité d'enfant, celui-ci n'a pas besoin de l'adulte ; il lui faut la laisser s'épanouir à son propre rythme. « Devancer un désir d'enfant risque de bloquer sa maturation sexuelle réelle par la suite et l'apparition de ses désirs authentiques » (10).

Autre exemple : l'utilisation des enfants à des fins politiques, qui n'est pas le seul apanage de l'Etat ou de l'extrême-droite (Jeunesses hitlériennes, etc...). Un jeune Algérien explique dans son itinéraire « **Du bidonville à l'expulsion** » comment évoquèrent les contacts entre les jeunes des bidonvilles et les étudiants de Nanterre. « Ils nous poussaient à tout contester, à tout foutre en l'air, à « pavasser » les poulets en face comme en 68, quand la Fac a été occupée par la maison poulaga. Et puis

après on avait des emmerdes avec les flics, c'est logique. Les étudiants se barraient, nous on n'avait plus qu'à se démerder tout seuls. » (11)

On peut aussi s'interroger sur les pratiques du « Collectif des mineurs en lutte » dont l'objectif est de rassembler les mineurs en fugue ou en conflit avec leurs parents et de réclamer certains droits pour eux. Celui-ci a été impulsé par quelques jeunes, animateurs de camps d'adolescents, qui, sous couvert de défendre la liberté des adolescents, utilisent, à mon sens, le désarroi de ces mineurs sans toujours maîtriser les conséquences de ce qu'ils suscitent (réactions des parents, retours en famille...). Dans le même temps, ils sont eux-mêmes manipulés par ces adolescents. Quelle image ces derniers peuvent-ils avoir de l'adulte, à travers ces « majeurs » qui refusent de l'être, ayant souvent des difficultés personnelles ? Il semble plus important pour des adolescents d'avoir en face d'eux des adultes fermes qu'ils pourront éventuellement combattre (et il faut leur en laisser la possibilité) plutôt qu'une image dévaluée d'adultes qui se laissent mener. « Le laisser faire (...) ne permet d'exprimer qu'une anxiété croissante, entraînant une escalade de passages à l'acte. Redonner confiance à un jeune n'est en aucune façon s'identifier à lui, se faire semblable à lui, être son copain, mais réussir à lui donner une nouvelle identité, grâce à laquelle il se sentira « bien dans sa peau » (12).

L'enfance assiégée

Toute réflexion sur l'enfance est à résituer à travers l'histoire de la **notion** d'enfance. Ainsi, selon Philippe Ariès, avec la disparition de la rue, « siège des métiers, de la vie professionnelle, mais aussi des bavardages, des conversations, des spectacles et des jeux (...), cadre familier des rapports so-

(8) Vincent de Gauléjac, *op. cit.*, p. 43.

(9) *Ibid.*, p. 46.

(10) Marie-José Chombart de Lauwe, *Treize ans violents. A l'image de nos rapports sociaux*, « Autrement » n° 22, nov. 1979, p. 21.

(11) François Lefort, *Du bidonville à l'expulsion. Itinéraire d'un jeune Algérien de Nanterre*. Ed. CIEMM, 1980.

(12) Georgette Boussard, éducatrice. « Qui est délinquant ? », in *Témoignage chrétien*, 1^{er} janvier 1976.

ciaux » (13), l'enfant devient le centre de la famille qui se renferme sur elle-même. Il est en même temps exclu de la vie sociale et pris en charge par les institutions spécifiques (école, club de loisirs...). L'enfant ou le jeune est coupé du réel et de la société, catégorisé à part, considéré à l'occasion comme gêneur, marginalisé même. Marginalisation qu'il assume parfois, avec violence. A une prise en charge communautaire de l'enfant grâce à laquelle « le père ou la mère se trouvaient appuyés, ou si nécessaire relayés et remplacés en cas de tension, de crise ou simplement d'épuisement » (14), s'est substituée la **famille** réduite de plus en plus à deux parents et deux enfants : « Le noyau formé ainsi par le couple concentre toute vie affective, les enfants, souvent désirés, sont des objets d'investissement, de projection de la part des parents » (15). En cas de difficulté, on fera désormais appel à des « professionnels » de l'éducation : c'est la porte ouverte à l'assistance et à l'intervention de l'Etat dans la vie privée (16). C'est aussi, chez les parents, l'apparition de ressentiment, de jalousie et de culpabilité face à ces « spécialistes ». « On vit dans une société d'assistés (...), on délègue nos pouvoirs. C'est ça qui est dangereux, je ne veux pas dire le mot, mais ça engendre... des phénomènes de... pfut... disons que c'est comme ça que commence le fascisme. » Ce ne sont pas là les propos gauchistes d'un travailleur social, mais ceux d'un commissaire de police marseillais... (17)

A cet enfant moderne, tout à la fois enfant-roi et enfant-gêneur, idéalisé et rejeté, l'urbanisme n'a pas donné de place. « Les conséquences ? Une nouvelle génération jugée passive face à l'environnement, car, durant son enfance, elle n'a pu agir sur son cadre de vie, se l'approprier, ou encore une jeunesse qui n'aura trouvé que la violence pour

(13) Philippe Ariès, *L'enfant et la vie familiale sous l'Ancien Régime*, Ed. du Seuil, 1973.

(14) Marie-José Chombart de Lauwe, *op. cit.*, p. 20.

(15) Idem.

(16) Cf. à ce sujet Philippe Meyer, *L'enfant et la raison d'Etat*, Ed. du Seuil, coll. « Points », 1977.

(17) Monique Glasberg, *A Marseille, propos d'un commissaire*, in « Autrement » n° 22, nov. 1979, p. 137.

exprimer son identité en occupant des lieux qui ne lui étaient pas destinés » (18).

La société de consommation française a vite perçu, à la suite de son modèle américain, qu'enfants et adolescents représentaient un intéressant marché à conquérir. M.J. Chombard de Lauwe résume bien la situation en parlant de ce système « *Création de désirs - tensions pour acquérir des biens - frustrations* » (19). Les conséquences en sont graves : éternelle insatisfaction (accentuée par les changements incessants de la mode), formation de futurs consommateurs enchaînés à de multiples crédits, besoin permanent d'argent qui amène les plus faibles — les moins soutenus par leurs familles — à abandonner leur scolarité pour gagner leur vie au plus tôt (au désir d'argent s'ajoute le refus d'un diplôme dévalorisé dont ils ne se serviront pas, et qui n'élimine pas la perspective du chômage). Ces conséquences sont voulues, calculées : elles sont la condition de survie de la société capitaliste aussi bien économiquement que politiquement. Elles sont aussi la porte ouverte à la délinquance.

Besoin d'argent, mais aussi désir d'argent chargé de toute une symbolique : **récompense**, il a valeur affective, **salaire** il permet autonomie et reconnaissance par l'autre (l'adolescent devient jeune adulte), « **pouvoir** » d'achat, il est signe de puissance.

L'enfance en fiches

L'école laïque, gratuite et obligatoire aura bien-tôt 100 ans. Il est généralement admis qu'il s'agit là d'un progrès social incomparable. Pourtant, les faits ne permettent pas toujours de partager cet enthousiasme, certains remettant en cause cette emprise de l'Etat sur l'enfant.

Plusieurs soins médicaux sont également obligatoires : visites post-natales, vaccins, etc... De

(18) Marie-José Chombart de Lauwe, *op. cit.*, p. 21.

(19) Idem.

telles obligations, elles aussi d'abord perçues comme éminemment positives, sont aujourd'hui remises en cause pour des raisons scientifiques (dangers des vaccins) ou politiques (droit de l'Etat sur l'individu).

Sans nier l'apport de ces deux « obligations » scolaire et médicale (apport culturel ou sanitaire), il ne faut pas méconnaître l'importance et la nécessité de leur mise en question. Leur nécessité peut être expliquée à l'enfant et il est possible d'obtenir son adhésion, mais elles contiennent, dans les moyens et leurs méthodes, des violences qu'il nous faut combattre.

Le risque le plus gros, commun à ces deux domaines, apparu depuis quelques années, est celui du **fichage de la population infantile**. Le dossier scolaire qui devait suivre l'enfant depuis la maternité jusqu'à la fin de sa scolarité, rassemblant les renseignements le concernant (psychologiques, sociaux, éducatifs, ...), a été abandonné sous la pression des vives réactions qu'il avait suscitées. Mais pour combien de temps ? Car qui peut dire si un prochain ministre de l'éducation n'y reviendra pas ?

Mais peut-être sa suppression sera-t-elle en partie compensée par la mise en place du système GAMIN (Gestion Automatisée en Médecin INfantile). Celui-ci est déjà en place dans certains départements, depuis 1974. Il consiste à informatiser des renseignements médicaux, administratifs et sociaux à partir des examens médicaux obligatoires pour tous les enfants résidant en France (au 8^e jour, 9^e mois, 24^e mois). Des critères médicaux et sociaux (antécédents médicaux, mères célibataires, nationalité...) permettent de sélectionner les enfants « à risques ». Cette notion d'« enfants à risques » pourra les suivre durant toute leur scolarité. Le danger du système GAMIN est donc double :

— Cette mise en fiche dès la naissance facilite le contrôle social et l'emprise de l'Etat sur les familles. Ce qui amène un juge des enfants à dire : « Le contrôle social va plus loin que le contrôle policier. Il est un véritable viol permanent de la personnalité des gens, c'est une habitude qu'on leur

incombe d'être interrogés, menés, conseillés, gérés. C'est une véritable entreprise généralisée de délation, on habite toute une population à la non-résistance » (20) ;

— l'enfant est « marqué », au sens propre et figuré. Il se trouve dans une catégorie à part, dont il lui sera très difficile de sortir.

En effet, des expériences ont montré que la confiance et l'assurance de l'enfant sont stimulées ou inhibées en fonction de l'**attente** de l'adulte. Par exemple, « le fait de cataloguer un enfant comme violent a une influence sur son comportement, en augmentant la probabilité qu'il commette des violences » (21). Sur le plan scolaire, on a constaté le même phénomène. L'expérience réalisée par Rosenthal et Jacobson dans une école américaine est à ce propos fort éclairante (22). En début d'année scolaire, 18 maîtres de 18 classes du primaire reçoivent une liste de noms d'enfants qui, leur dit-on, sont les meilleurs éléments de leur classe. La totalité de ces listes représente 20 % des effectifs totaux. En fait, les élèves ont été choisis au hasard, et donc, rien ne les distingue d'un groupe-témoin. Sauf un facteur : « Entre les enfants soi-disant capables de progresser intellectuellement, il n'y avait de différences que dans l'esprit des maîtres » (23). Le résultat ? Au cours de l'année, si les enfants du groupe-témoin gagnent en moyenne plus de 8 points au test du Quotient intellectuel, ceux du groupe expérimental progressent de plus de 12 points. L'écart est encore plus accentué dans les petites classes : en Cours Préparatoire, il va de 12 points à 27,4. Ainsi, un fossé intellectuel a-t-il commencé à s'établir par ce simple fait que certains élèves avaient été présentés com-

(20) M. Lecrubier, juge des enfants. Art. paru dans **Actes** n° 19-20, p. 4. Cité par Josyane Moutet dans « Autrement » n° 22.

(21) V. de Gauljac, **op. cit.**, p. 43.

(22) P. Rosenthal et L. Jacobson, **Pygmalion à l'école**, Casterman, 1971. Cette étude veut montrer « comment l'attente d'une personne à l'égard du comportement d'une autre personne peut, tout à fait inconsciemment, se révéler exacte du simple fait qu'elle existe » (p. 17). C'est ce phénomène qui est appelé **effet Pygmalion**.

(23) **Ibid.**, p. 114.

me meilleurs que les autres. Bien sûr, d'autres facteurs interviennent dans la réussite scolaire, mais celui-ci est loin d'être négligeable : l'attente chez l'adulte du succès ou de l'échec du jeune influe sur ses résultats.

C'est dire combien, en général, cette différenciation systématique par l'informatique des « enfants à risques », peut être lourde de conséquences pour ces derniers. C'est là une véritable « isolation sociale », dès les premières années de la vie, d'une partie importante de la jeunesse, jugée dangereuse. Marginalisation précoce qui a toutes les chances de se renforcer par la suite. Car c'est une manière de mettre d'emblée tous ces jeunes enfants en état d'assistance perpétuelle, officialisant et augmentant par là-même leurs éventuelles difficultés d'intégration sociale. Difficultés qu'une société a décidé, par avance, d'appeler handicaps, avant qu'ils aient pris conscience de la ségrégation dont ils font l'objet et dont ils feront les frais.

Tout se passe comme si l'enfant était devenu

un enjeu, l'Etat s'autorisant à utiliser l'enfant pour renforcer son pouvoir de contrôle sur les individus ; car il est trop clair que le fichage des jeunes, c'est aussi celui de futurs adultes. Et nous-mêmes, consciemment ou non, par la manière dont nous percevons l'enfant, nous pouvons contribuer à cette nouvelle emprise étatique, en ne remettant pas en cause sa référence à la norme. Ainsi, « La violence douce accapare l'enfant et le manipule : il devient un pion pour la mise en place des hiérarchies futures » (24). C'est pourquoi notre dénonciation de l'Etat-Contrôleur ne peut dispenser de nous interroger sur notre propre relation à l'enfant. Dans le quotidien, il existe de multiples façons de le blesser : la difficulté éducative vient de ce qu'il est souvent malaisé pour l'adulte de mesurer à l'avance la gravité de ses actes ou de ses paroles. Les blessures ne viennent pas forcément d'un manque d'amour. Elles naissent aussi de ce que l'adulte s'approprie l'enfant, sans lui reconnaître le droit à une vie autonome à la mesure de ses moyens, celui d'être à la fois semblable et différent, celui même de refuser d'obéir.

(24) Marie-José Chombart de Lauwe, *op. cit.*, p. 21.

A partir de la disparition d'une jeune femme de 28 ans, je voudrais montrer comment la banalité de la fugue sert d'alibi pour abriter, cautionner des violences insupportables.

Martine Hassane disparaît le 5 avril 1979. Elle a passé la soirée dans un restaurant-boîte de nuit, « Le Moineau », rue Lamarck. Mariée il y a quelques années, elle a perdu son mari dans un accident de voiture, elle est très attachée à son fils gardé par sa belle-mère ; tous les jours, elle passe le voir, lui téléphone, le gâte même exagérément.

Ce soir-là, elle est sortie avec sa belle-sœur dans cette boîte parce qu'elle croyait le propriétaire en prison, pour proxénétisme et vol de manteau de fourrure. Mais en fait, il était sorti, libéré sous caution, la justice faisant preuve dans son cas d'une extrême indulgence. Lorsqu'il rentre dans la boîte, elles se cachent derrière le bar, parce qu'elles ont peur de lui (il est très connu sur le quartier pour sa brutalité). La bar-maid intervient en leur faveur : elles ont le droit de boire un verre... Après quelques instants, Martine monte l'escalier avec le propriétaire. On ne l'a plus revue.

Une plainte pour disparition est déposée au commissariat de Clichy, seulement quinze jours après. La famille s'est d'abord imaginée une petite fredaine, mais tous s'inquiètent parce qu'elle ne donne pas de nouvelles et ne prend pas de nouvelles de son fils. La plainte rejoint le bureau des disparitions, rue de Lutèce.

Un officier de police y centralise toutes les plaintes. Mais il dit être tout seul, et donc, ne pouvoir se déplacer. Il conseille la famille avec grande expérience : il faut regarder dans la cave si elle ne s'est pas suicidée, téléphoner aux divers hôpitaux de Paris, au cas d'une perte de mémoire...

Il croit qu'il s'agit tout simplement d'une fugue amoureuse, d'une disparition volontaire. Cette interprétation courante le dispense de toute initiative. Il y a tant de fugues imprévisibles qu'on ne va pas s'émouvoir aussi vite et perdre du temps ! Devant les interventions répétées de Claudine, la sœur de Martine, il y a deux méthodes : d'abord engager la famille dans l'enquête, lui faire effectuer des démarches, même si elles sont inutiles — cela l'occupe — ensuite culpabiliser la famille pour l'empêcher d'être trop arrogante : « Mais qu'allait faire ces deux jeunes femmes dans un bar de ce genre ? » ; « Si c'étaient des honnêtes femmes, elles ne se seraient pas mises dans la gueule du loup ! » ; « Vous lisez trop de romans policiers ; les enlèvements, cela n'existe plus ! »

Fugue... ou disparition ?

par Patrick GIROS (*)

De la part de cet officier de police, c'est beaucoup plus facile de juger la famille, de la déclarer compromise dans cette affaire, que de faire son métier : retrouver Martine, cette jeune femme disparue. Cet officier de police n'estime même pas de sa responsabilité d'expliquer à Claudine et à sa famille comment faire pour porter une plainte contre X et obtenir une recherche judiciaire officielle.

Courant juillet 1979, deux jeunes filles s'enfuient d'un Eros Center de Francfort.

Encouragées par des amis, elles ont l'audace d'aller faire une déposition rue de Lutèce ; elles ont été enlevées dans le quartier de Pigalle, envoyées dans plusieurs boîtes

UNE FUGUE, C'EST BANAL !

Chaque année, 25 000 jeunes partent de chez eux pour une durée inférieure à une semaine.

En 1977, ce sont près de 4 500 jeunes qui ne sont pas rentrés au bout d'une semaine. Parmi eux, 3 169 filles et 1 307 garçons. Tous ces jeunes ont fait l'objet d'une diffusion nationale de recherche dans l'intérêt des familles. Pour les personnes majeures, la procédure de recherche n'est pas tout à fait la même. Sur 10 500 hommes majeurs disparus en 1977, 7 500 ont été retrouvés, sur 9 000 femmes majeures, 6 200.

On remarquera que parmi les mineurs « en fugue », les filles sont de très loin majoritaires (71 %). Après 18 ans, la proportion s'équilibre, les garçons devenant légèrement majoritaires (53 %).

* Prêtre.

à Bruxelles, Anvers, puis Francfort. Notre officier de police a une idée : il leur montre des photos de Martine. Elles la reconnaissent : Martine est à Francfort, à la disposition des clients d'un Eros Center, sous le nom d'Isabelle.

Le bénéfice de cette idée astucieuse revient à l'officier de police, mais également à Claudine : c'est bien parce qu'elle n'a pas arrêté de téléphoner à notre fonctionnaire que celui-ci essaie quelque chose. Avec la famille, nous exultons. Certainement, Interpol va être alerté, on va retrouver Martine : moment de grand espoir.

En fait, rien ne se passe. Le dossier, au lieu d'être envoyé à Interpol, aboutit à la Brigade des Stupéfiants qui le met dans un tiroir.

Un mois après la déposition des deux jeunes filles, il n'y a encore aucun résultat. Incroyable, mais vrai !

Le consentement de la police à la disparition

Si l'on essaie de comprendre ce qui peut s'interpréter comme une faute professionnelle grave — non-assistance à personne en danger de la part d'un fonctionnaire de police — c'est l'idée de consentement qui s'impose.

Dans la mentalité de ce fonctionnaire, cette jeune femme est consentante. Si la police la retrouve, elle refusera de revenir en France. Par exemple, elle déclarera être partie librement et travailler avec plaisir dans cet Eros-Center... C'est pourquoi il est inutile d'engager des procédures internationales coûteuses pour la collectivité.

Cette idée de consentement est très dangereuse. Car, dans cette affaire, notre policier s'est substitué à la justice : il a non seulement jugé la famille comme louche, mais également Martine comme un bon gibier de prostitution.

Cette fois, nous nous excitons avec la famille : conseillés par un avocat ami, nous nous constituons partie civile contre X, pour séquestration et proxénétisme. Mais le délit de proxénétisme n'est pas retenu. Ma plainte, en tant qu'ami de la famille, n'est pas jugée recevable. Une commission rogatoire est donnée immédiatement à l'Office Central de Répression contre la Traite des Etres Humains (OCRTEH), regroupant des policiers qui peuvent intervenir à l'étranger.

Au début, c'est merveilleux : d'autres affaires de l'OCRTEH conduisent à Francfort ; trois frères, deux à Paris, un à Francfort, sont certainement mêlés à l'affaire. Mais, au bout d'un mois, on en revient au même discours, cela ne donne rien, cela n'a rien donné.

On nous dit d'abord qu'il faut protéger la vie de Martine et ne pas intervenir brusquement. On nous dit qu'il ne faut pas alerter « le milieu ». Alors on se contente d'envoyer le dossier à Interpol : le directeur de l'Eros-Center déclare qu'il ne connaît pas Martine, et cela s'arrête là !

En réalité, ce qui intéresse l'Office, ce sont les trois frères proxénètes qui ont finalement été arrêtés. Il n'y a pas assez de preuves contre le propriétaire de la boîte pour tenter quelque chose : il faut l'intervention d'un député de Paris pour qu'il soit gardé à vue deux jours. Le juge d'instruction commence à se poser quelques questions sur l'efficacité de sa commission rogatoire...

Martine est-elle toujours vivante ? dans quel état ? Au départ de cette affaire, domine la violence extrême des jugements sommaires : « ces filles, toutes des salopes ! » ou bien « c'est la faute aux proxénètes ! ». La mentalité bureaucratique s'enfouit dans ces arguments pour expliquer son inefficacité. Derrière ces piétres explications, peut s'organiser l'exploitation européenne de la prostitution.

UNE DISPARITION, C'EST AUSSI BANAL

Selon les informations du Ministère de l'Intérieur, 6 800 personnes disparues en 1977 n'ont pas été retrouvées, 6 150 en 1978, 7 659 en 1979.

M. Padoly, directeur à Paris du Service National de Réglementation dans l'Intérêt des Familles, ne peut fournir aucune étude sérieuse sur le sort de ces personnes. Il ajoute d'ailleurs qu'il faut protéger les fugues volontaires, en somme, le droit à la disparition : les personnes majeures doivent pouvoir quitter leur famille, leur travail, sans être inquiétées ni poursuivies.

Avançons donc cette hypothèse aussi sérieuse que possible : j'estime raisonnable le chiffre de 2 000 disparitions involontaires, chaque année, en France (La Croix, 24-25 février 1980). En effet, sur les 7 000 disparus annuels non retrouvés, un certain nombre reviennent ultérieurement, d'autres partent définitivement à l'étranger, d'autres se suivent sans laisser de traces.

P.G.

Un enfant perdu ou un délinquant ?

Au travers de ce journal, tenu par une militante d'Action Catholique Ouvrière — « Madame Gabrielle » — sur un enfant en fugue, on peut apercevoir toutes les violences banales (je les soulignerai dans le texte) qui menacent de plus en plus précisément un adolescent qui veut vivre autre chose que ses parents ; on peut reconnaître aussi tout ce qui empêche les voisins ou les camarades de quartier d'intervenir. Il faut vraiment s'y connaître comme Madame Gabrielle pour détourner ces violences.

Octobre-Novembre 1979 : Mus est en fugue ; il couche dans une voiture abandonnée et mange ce que lui donnent les copains.

1^{er} décembre 1979 : Aujourd'hui, Dédé (l'un des fils de Mme Gabrielle) a passé une banane à Mus ; pour lui faire accepter, il a dit qu'il allait la jeter. Robert (son autre fils) rentre chaque soir en disant : « il est là sur les marches, il est tout maigre. « Je le vois devenir très maigre, très sale, le visage marqué. »

2 décembre 1979 : Je lui dis de rentrer manger avec Dédé, mais Mus n'ose pas.

3 décembre 1979 : Il sonne : « j'ai pas pu hier... je peux entrer ? » Il peut à peine s'alimenter. A partir de là, il revient chaque soir. On parle. Il dit être frappé par son père chaque soir ; il ne veut à aucun prix rentrer chez lui. Il habite la rue à côté, il dit que ses parents ne le cherchent pas : les autres fois (il a déjà fugué 7 ou 8 fois depuis l'âge de 11 ans), ils sont venus le chercher. Il veut voir jusqu'où ça ira.

Il prétend aller en classe. Il parle souvent de son frère ainé qui est à Casablanca et de toute sa famille marocaine. Chaque soir, après le repas, je le mets dehors.

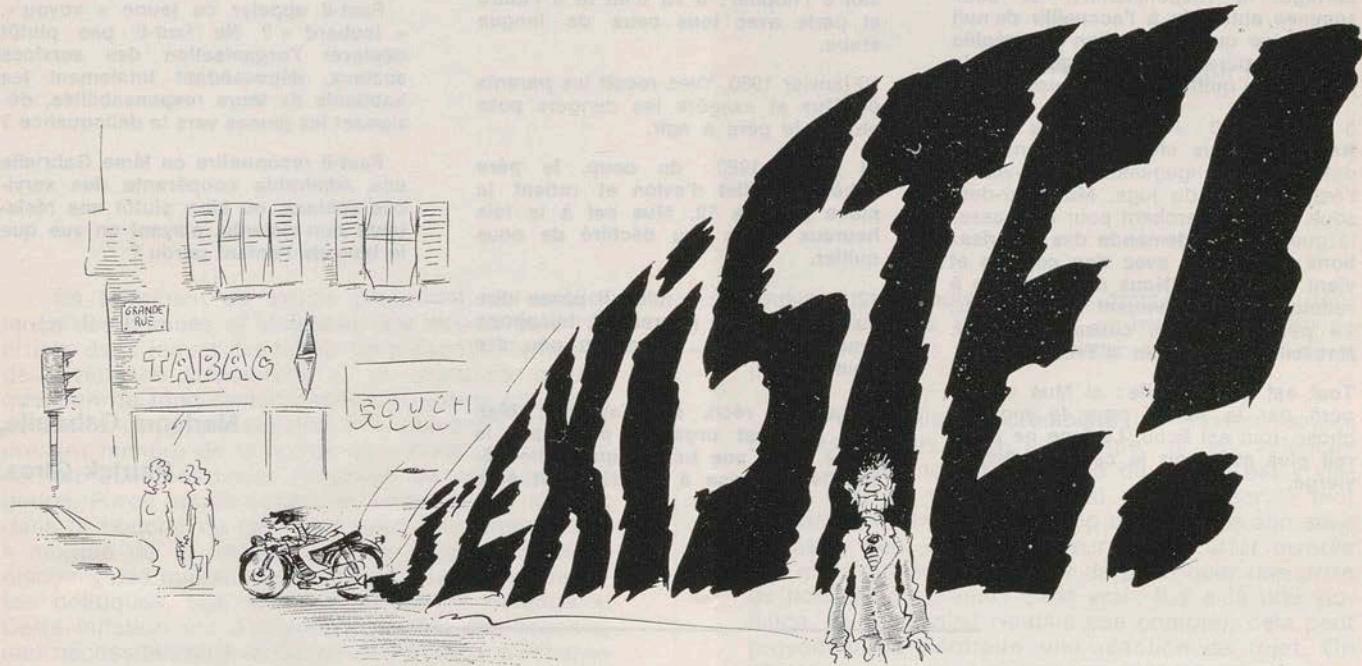
20 décembre 1979 : Je surprends des conversations de commères dans le couloir. On parle de la dénoncer aux flics... on dit qu'il vient chez moi. Je cherche une solution, ça devient urgent.

Je me souviens qu'il était avec Bébert cet été quand ils ont été pris en train de chaparder dans une voiture, donc il doit avoir un éducateur. Je tente le coup : « c'est Charles, ton éducateur ? ... « Comment vous savez ça ? ... vous savez tout... ? » Je ne lui cache pas que j'ai des amis éducateurs, que c'est un moyen d'aider des jeunes à résoudre leurs problèmes. Je lui propose d'aller le voir avec lui, mais il dit qu'il ne sait pas où le joindre.

23 décembre 1979 : Je vais voir Yves qui est éducateur à l'Education Surveillance. Il se charge de joindre Charles qui est en vacances de Noël, il obtient la permission de s'occuper de Mus. Il rencontre les parents : ceux-ci seraient disposés à le faire partir au Maroc chez le frère du père pour y passer son adolescence. Possibilité pour Mus de revenir en France une fois majeur. En France, si le casier judiciaire n'est pas vierge, il sera reconduit à la frontière (le père aussi, si c'est grave !) et interdit de séjour. C'est une nécessité pour lui de passer les dernières années d'adolescence dans son pays et de pouvoir ainsi revenir en France librement. Mus est arrivé en France à un an et est très Français. On se met d'accord avec Yves pour proposer une rencontre avec les parents, si Mus le désire. Il faut attendre une semaine, car Yves est en vacances.

Mus passe Noël en famille avec nous ; il parle beaucoup avec Annie. Il plane dans la joie, il dit que c'est un conte de Noël. Chaque jour — je ne travaille pas cette semaine-là — il arrive le matin et s'écroule à dormir quelque part dans la maison ; il sent mauvais ! Je ne peux lui proposer une toilette, parce qu'il serait évident qu'il est reçu quelque part.

Difficulté de le cacher à l'entourage... on a de nombreuses visites. Chaque soir, je le remets dehors vers 11 heures (l'accueil de nuit serait un détournement)



ment de mineurs, et nous serions en cause !) Il marche toute la nuit car il fait trop froid pour dormir dans une voiture. Il accuse des signes de maladie, mais reprend un peu de poids.

29 décembre 1979 : Mus va voir Yves avec moi : il accepte avec joie l'idée d'un départ au Maroc. Tard le soir, Yves joint Charles. Avec le juge d'enfants, nous sommes cinq maintenant à partager la responsabilité, et nous sommes autorisés à l'accueillir de nuit jusqu'à ce que la question soit réglée avec les parents. Mus nage dans la joie : il ne quitte plus la maison.

3 janvier 1980 : Je retourne au travail. Retour de Mus chez les parents qui ont pris des engagements vis-à-vis de l'éducateur et du juge. Mais par-dessous, ils me cherchent pour me casser la gueule. Mus demande des autorisations pour sortir avec des copains et vient chez nous. Nous commençons à redouter un attachement trop violent... Le père remet en cause le départ. Nouvelle intervention d'Yves.

Tout est très difficile : si Mus est repéré par la police pour la moindre chose, tout est fichu. Le juge ne pourrait plus maintenir le casier judiciaire vierge.

8 janvier 1980 : les voisins resserrent leur animosité : certains sont allés voir le père. D'autres mettent en doute notre honnêteté... Les réflexions sont lancées tout-haut devant notre porte... On essaye de gagner du temps.

9 janvier 1980 : Mus et son père vont au consulat. Les papiers sont en règle... le père est malade et repousse l'achat du billet d'avion. Mus vient avec moi à l'hôpital : il va d'un lit à l'autre et parle avec tous ceux de langue arabe.

10 janvier 1980. Yves reçoit les parents de Mus et exagère les dangers pour obliger le père à agir.

11 janvier 1980 : du coup, le père achète le billet d'avion et retient la place pour le 12. Mus est à la fois heureux et un peu déchiré de nous quitter.

12 janvier 1980 : à midi, il passe dire au revoir. A 16 heures, il téléphone deux fois d'Orly... C'est un peu dur pour lui !

Dans ce récit, on s'aperçoit bien que tout est organisé pour que le jeune fasse une bêtise, que cette bêtise le conduise à la prison et à la

frontière, avec ou sans son père. Cette voisine attentive évite à Mus ce destin en s'interposant entre les appareils judiciaires et la famille arabe.

Un enfant dans la rue est soumis à toutes ces violences, les voisins, les éducateurs, les juges, la police ; heureusement Mus a trouvé une famille qui l'a écouté et qui l'a accueilli dans sa différence.

Faut-il appeler ce jeune « voyou », « loubard » ? Ne faut-il pas plutôt déplorer l'organisation des services sociaux, dépossédant totalement les habitants de leurs responsabilités, désignant les jeunes vers la délinquance ?

Faut-il reconnaître en Mme Gabrielle une admirable coopérante des services sociaux, ou bien plutôt une résistante non-violente, n'ayant en vue que le bien de l'enfant perdu ?

Madame Gabrielle,
Patrick Giros.

une inflation à maîtriser : le mot "violence"

par Christian MELLON

En terminant un article précédent, sur « **Violence des bombes et violences des structures** » (1), article dans lequel j'essayais de présenter la notion de « violence structurelle », je signalais qu'une question de fond restait posée : qu'est-ce que nous décidons d'appeler **violence** ? L'utilisation dans le présent numéro de la notion de « violence banale » ne fait que renouveler l'urgence de cette interrogation. Force est de constater, en effet, que s'il y a, dans la bouche de ceux qui nous gouvernent, une « montée de la violence », il y a aussi, dans le discours des militants, des sociologues, des analystes politiques, une inflation du mot « violence ». Cette inflation est d'ailleurs, par bien des aspects, une nécessité : plus le Garde des Sceaux s'acharne à **restreindre** l'usage du mot violence à la délinquance et au banditisme pour mieux faire accepter ses projets de contrôle social, plus nous croyons nécessaire d'**élargir** cet usage pour montrer tout ce qu'il y a de violent dans l'organisation même de la société, dans les injustices, les inégalités. Cet élargissement, cependant, ne peut pas être indéfini. A moins de décider clairement d'appeler « violence »

tout ce qui ne nous plaît pas dans la société (définition qui, après tout, aurait au moins le mérite de la clarté !), nous nous heurtons assez vite à deux limites :

— une limite de **crédibilité** : le citoyen moyen, qui n'est expert ni en sociologie, ni en sciences politiques, a une certaine idée de ce qui est « violence » et de ce qui ne l'est pas. Utiliser le mot « violence » dans un sens trop différent de son sens ordinaire peut donc avoir sur lui un effet inverse de l'effet recherché : au lieu de provoquer une prise de conscience (Tiens ! c'est vrai : il y a là une violence, et je ne m'en rendais pas compte), cela peut provoquer au contraire une réaction de rejet. On objectera, non sans raison, que cet usage commun du mot « violence » est précisément le fruit de l'idéologie dominante qu'il faut dénoncer, et que **notre** usage de ce mot doit justement se libérer de ces limites étroites. Je me demande pourtant si la perception commune de ce qui est violence et de ce qui ne l'est pas, du fait qu'elle renvoie à une expérience extrêmement privée (mon corps, mon « espace », ma vie et ma mort) n'a pas des racines plus fortes que ne le laisse croire l'explication par l' « idéologie dominante ».

(1) A.N.V. n° 37.

Le mot « violence », même pris dans un discours socio-politique, ne peut pas être traité comme un concept abstrait que l'on manipule, définit, élargit selon les besoins de l'argumentation, car il fait partie de ces mots à forte connotation affective, concernant le domaine réservé, obscur mais terriblement prégnant, de l'intégrité personnelle, de la vie et de la mort.

— une limite opératoire : même si nous essayons de nous en tenir à un discours d'analyse socio-politique, négligeant le plus possible les connotations affectives du mot « violence », nous nous heurtons à ce fait tout simple que plus un concept s'étend moins il est « explicatif ». Utiliser le mot « violence » à propos de tout et n'importe quoi, c'est s'interdire de comprendre ce qui se passe dans les phénomènes qu'on cherche à décrire. Ici comme ailleurs, l'inflation dévalorise la monnaie... (2)

Qu'est-ce que nous décidons d'appeler « violence » ?

Il y a donc, c'est évident, un problème de définition de la violence. Mais ce problème, à mon avis, ne doit pas être formulé ainsi : quel est le vrai sens du mot violence ? mais plutôt ainsi : « qu'est-ce que nous décidons d'appeler violence ? » La différence me paraît essentielle. Qui pourrait définir le « vrai » sens du mot violence : le linguiste ? le philosophe ? le sociologue ? l'homme de la rue ? Leurs contributions, certes, sont précieuses, mais elles ne peuvent masquer le fait que la définition d'un mot comme « violence » est avant tout l'objet d'une décision où se traduisent des choix idéologiques, politiques, éthiques : il vaut mieux en être conscients, même si c'est peu satisfaisant pour l'esprit, plutôt que de poursuivre le mythe d'une

(2) Dans son petit livre sur *La Violence* (P.U.F., 1973), Yves-Alain Michaud note : « Une notion trop étendue ne sert plus tellement l'analyse. En identifiant tout contrôle à une forme de la violence, on produit un effet de dénonciation certain, mais aussi de confusion. (...) Du point de vue de l'analyse donc, on aura tout intérêt à s'en tenir à une définition étroite de la violence. » (p.92-93).

définition « objective ». L'abondance et la diversité des définitions déjà proposées devrait nous ôter toute illusion à cet égard...

Je pense donc qu'il est inutile de chercher ici une « nouvelle » définition du mot « violence », laquelle ne serait pas plus « vraie » que celles qui existent déjà ! Il me paraît plus intéressant de proposer quelques réflexions permettant de mieux voir ce qui est en jeu derrière ces problèmes de définition. La manière la plus simple de mener cette réflexion, c'est de prolonger notre présentation de la notion de « violence structurelle » par une critique de cette même notion, supposant connu l'article publié dans le précédent numéro.

Violence : le résultat ou l'intention ?

Pour éviter tout malentendu, il faut d'abord préciser ceci : je ne veux absolument pas, en critiquant la notion même de « violence structurelle », nier, ni même minimiser, les réalités englobées sous cette notion : exploitation, oppressions, inégalités, injustices, dominations, avec leur cortège effrayant de victimes silencieuses. La question est plus particulière : si l'on veut, non plus attirer l'attention sur ces réalités pour les dénoncer, mais analyser les processus qui les produisent et les entretiennent, est-il utile de les classer dans une même rubrique « violences » avec les bombes et les fusils ? Ou bien est-ce que cela ne fait au contraire qu'embrouiller l'analyse ?

Remarquons tout d'abord que même les utilisateurs les plus réguliers de cette expression éprouvent souvent le besoin de l'expliquer, de la « traduire » par des équivalents comme « injustice », « inégalité », etc... montrant ainsi qu'ils perçoivent le caractère métaphorique du mot violence dans ce cas. Un disciple de Galtung, Hoivik Tord, déclare par exemple :

« La violence structurelle est un concept-clé dans la théorie de la paix. Il est vague, c'est certain, et délicat à manier ; mais son idée centrale, à savoir que l'ordre social est

violente, s'appuie sur une foule de réalités. Nous **savons** que les structures sociales tuent et mutilent aussi sûrement que la balle et le couteau. Même si on rejette l'expression « violence structurelle », son contenu réapparaîtra sous d'autres noms : discrimination, exploitation, injustice. » (3).

En disant cela, Hoivik Tord évite le problème plus qu'il ne le résout : si c'est le **contenu** qui s'impose, pourquoi donc affirmer si fortement que la violence structurelle est un **concept-clé** ? Notre question n'est pas de savoir si le contenu s'impose — nous savons bien que oui — mais précisément de savoir s'il faut l'analyser avec le concept de violence, ou si les concepts d'injustice, exploitation, etc... ne seraient pas suffisants et plus clairs. Nous savons bien que les structures sociales tuent et mutilent aussi sûrement que la balle et le couteau ! Mais la question n'est pas là : elle est de savoir si, pour comprendre **comment** les structures sociales tuent, il est utile ou « contre-productif » de leur appliquer métaphoriquement le mot (« violence ») que l'on applique spontanément à la balle et au couteau.

Il est évident qu'une expression comme « il y a des structures sociales qui tuent » offre un raccourci saisissant, donnant à voir immédiatement un lien entre un certain **état** de choses et un certain **résultat** constatable. Il est non moins évident que, si l'on prétend transformer cet énoncé métaphorique en énoncé scientifique, on entre en pleine « mythologie sociale », selon l'expression de J.P. Derriennic, dans un des meilleurs articles consacrés à cette notion de « violence structurelle » (4). On a l'air de créer, en effet, une sorte de dieu appelé « structure », doué d'initiative, d'intentionnalité et d'agressivité... Le seul équivalent rigoureux serait, dans une formule moins frappante : « Lorsque les structures sociales sont de tel et tel type, on constate

telle et telle quantité de victimes. » Alors que, dans la violence directe, le lien de cause à effet est très clair entre l'acte et le résultat (une bombe tue : il n'y a pas besoin de beaucoup d'analyses pour comprendre comment), dans la violence dite « structurelle », le lien de cause à effet est au contraire très difficile à analyser : si je dis « l'inégalité tue », il me faut passer par un nombre impressionnant de médiations pour comprendre comment... et la plupart de ces médiations sont elles-mêmes objets de discussions, controverses, interprétations divergentes. Ce qui est sûr, en tous cas, c'est que la bombe est faite pour **tuer**, et que celui qui la lance a bien l'**intention** de tuer ; alors que ceux qui entretiennent l'inégalité et qui en profitent n'ont pas l'**intention** de tuer. Souvent, ils ne sont même pas conscients du fait que le maintien de leurs priviléges provoque la mort de millions d'hommes par mal-nutrition...

On dira alors que c'est précisément l'intérêt de la définition de Galtung que de considérer uniquement les **résultats** et de ne pas tenir compte des **intentions**. Rappelons en effet que Galtung, refusant de définir ce qu'est la violence, centre sa définition sur ses résultats : « La violence est présente lorsque des êtres humains sont influencés de telle sorte que leurs réalisations mentales et somatiques sont en-dessous de leurs réalisations potentielles (5). » Voulant débarrasser le débat sur la violence de tous les éléments subjectifs attachés à ce terme, Galtung insiste sur son refus de tenir compte des **intentions** ; il précise ainsi que, pour distinguer la violence directe de la violence structurelle, ce qui compte c'est de voir « si la violence est structurée de telle sorte qu'elle constitue un lien **direct**, personnel, entre un sujet et un objet, ou un lien structurel indirect ; la question n'est pas de savoir comment ce lien est perçu par les personnes à chaque bout de la chaîne de violence. Ce sont les **conséquences objectives**, non les **intentions subjectives** qui sont le souci premier (6). »

(3) Hoivik Tord, *The Demography of Structural violence*, Journal of Peace Research, no 1, vol. 14, 1977, p. 59.

(4) J.-P. Derriennic, *Theories and Ideologies of violence*, Journal of Peace Research, vol. 9, 1972, p. 362.

(5) J. Galtung, *Violence, Peace and Peace Research*, Journal of Peace Research, 1969, p. 168.

(6) *Ibid.*, p. 178.

Au premier abord, ce refus de tenir compte des intentions pour juger et analyser la violence semble une position de bon sens, qui permet d'éviter bien des faux débats. Après tout, les millions de victimes du sous-développement, dont la mort n'est vraiment *voulue* par personne, sont tout aussi morts que les victimes intentionnelles des bombes et des fusils. Pour comparer les méfaits des deux types de « violence », on n'aurait donc qu'à s'en tenir aux évaluations quantitatives, objectives.

Mais si l'on y regarde de plus près, on s'aperçoit que les choses ne sont pas si simples : même si l'on entend s'en tenir aux effets objectifs de la violence, on ne peut laisser de côté certains facteurs subjectifs. Il y a en effet une réalité qu'oublient les partisans de l'approche *purement « objective »*, c'est qu'un même acte peut avoir des conséquences très différentes selon qu'il est ou non *perçu comme violent* par la victime ou son entourage. Ce n'est donc pas la question de l'*intention* qu'il faut réintroduire ici, mais la question de la *perception* du côté de la victime. Si je suis victime d'une violence, mais que je ne suis pas *conscient* d'en être victime, mes réactions seront très différentes de celles que j'aurai si j'en suis conscient. Et ces réactions sont bien, elles, de l'ordre des conséquences *objectives* : elles produisent des résultats spécifiques... Cela est particulièrement important pour comprendre deux caractéristiques de la violence : son usage comme *menace*, et sa nature essentiellement *proliférante*. Une violence qui n'est pas *perçue* comme telle ne peut être utilisée comme menace, et elle ne peut généralement pas proliférer. Voyons ces deux cas de plus près.

La menace

Si un terroriste veut faire pression sur moi pour obtenir de moi quelque chose, il ne suffit pas qu'il installe chez moi une bombe qu'il peut faire exploser à distance. Il faut aussi qu'il puisse me faire *savoir* (ou *croire*) que cette menace existe bien et qu'il est prêt à la mettre à exécution. De même, au niveau international, on sait que la « dissuasion »

ne tient pas seulement à la capacité matérielle de violence stockée dans les missiles, mais aussi dans la crédibilité de leur emploi. Supposez Brice Lalonde ou Roger Garaudy élus à l'Elysée : la force française de dissuasion serait anéantie aussi radicalement que si les missiles étaient envoyés à la ferraille (7) !

L'importance de ce facteur subjectif amène J.P. Derriennic à proposer, dans l'article déjà cité, une définition de la violence qui prend l'exact contre-pied de celle de Galtung : « On peut définir partiellement la violence par : *ce dont les gens ont peur* ». Ce retournement a quelque chose de paradoxal, puisque le centre de la définition est occupé maintenant, non plus, comme chez Galtung, par ce que peut voir et mesurer un observateur extérieur, mais par la peur qu'éprouve la victime, que cette peur soit fondée ou non. Définition « partielle » donc, mais qui a le mérite de souligner qu'une violence qui ne ferait pas *peur* serait amputée d'une très large part de ses effets instrumentaux :

« Produire la peur, poursuit J.P. Derriennic, est un des principaux aspects de la violence. Cet aspect explique la possibilité qu'elle offre aux manipulations politiques. Si on la réduit à ses conséquences objectives, la violence n'est pas un moyen très efficace d'influence. Son efficacité résulte de son usage comme menace. La violence potentielle est plus efficace comme influence que la violence réelle ; et la violence ne peut pas être potentielle quand elle n'est pas *perçue comme violence*, c'est-à-dire quand elle ne fait pas peur. La quantité de peur produite par un événement hypothétique n'est pas directement proportionnelle à la perte totale qui résulte de cet événement quand il arrive. En d'autres termes, la peur produite par la violence n'est pas proportionnelle à la violence. » (8).

(7) Note : ceci n'est pas une consigne de vote ! Juste un exemple assez absurde pour faire comprendre que la force de dissuasion ne sera pas abolie par ce moyen !

(8) J.-P. Derriennic, *art. cit.*, pp. 369-370.

Dans ces conditions, se libérer de la **peur de la violence**, ce n'est certes pas supprimer la violence, mais c'est en tous cas réduire considérablement l'influence qu'elle peut exercer sur nous.

La prolifération.

Les expressions « engrenage de la violence », « spirale de la violence », etc., font partie de notre vocabulaire courant. L'Histoire et l'expérience nous enseignent qu'un acte de violence est rarement isolé : il s'inscrit dans une série d'actes violents. Il y a toujours quelqu'un qui « a commencé », comme le disent les enfants qui se disputent, et chaque acte de violence sert à justifier le suivant... Est-il possible de comprendre la nature essentiellement proliférante de la violence sans faire entrer en jeu, ici encore, un facteur subjectif ? Je ne le pense pas. Une violence ne porte les germes de prolifération que si elle est **perçue** comme violence. Supposons par exemple qu'au cours d'une partie de chasse, je sois blessé par un maladroit : c'est un « accident ». La seule conséquence normale sera un processus de **réparation** (dédommagement financier, par exemple), non de **prolifération** : je n'ai aucune envie de blesser à mon tour le maladroit de la même façon. En bref, il n'y a pas de **vengeance** pour un accident. Mais si j'apprends que cet « accident » était en fait une tentative de meurtre qui a échoué, tout change : le même acte objectif, du fait même que j'y perçois une **intentionnalité** violente, va avoir des conséquences toutes différentes. Il ne s'agit plus seulement de réparer le dégât mais de le **punir** : la violence se redouble d'une violence symétrique. Il est vrai que, dans la plupart des sociétés, cette prolifération a été « organisée » socialement en un système pénal, de manière à en éviter les inconvénients manifestes : laissée à elle-même, en effet, la prolifération finirait par détruire la société entière (9).

(9) Sur ce caractère proliférant de la violence, et sur la manière dont les sociétés humaines ont cherché à maîtriser cette prolifération, l'œuvre de René Girard est très éclairante, surtout dans *La Violence et le Sacré* (Grasset, 1972). Voir également notre table ronde avec René Girard (A.N.V. n° 36).

Malheureusement, cette codification de la vengeance (qui commence avec le fameux « œil pour œil, dent pour dent » : arrêtons la prolifération à un **œil** ou **une** dent, pas davantage — ce qui représente un grand progrès) n'existe qu'au niveau intra-sociétal. Il n'existe rien d'équivalent au niveau inter-sociétal. Alors que l'Etat dessaisit le citoyen de son « droit » de vengeance (bien ou mal, là n'est pas la question), rien ni personne ne peut dessaisir l'Etat de son droit de vengeance. La prolifération à ce niveau est théoriquement sans limites.

Retour sur la « violence structurelle ».

Si l'on admet que la **menace** et la **prolifération** sont deux réalités essentielles à la notion de violence, il devient difficile de justifier l'emploi de ce mot dans l'expression « violence structurelle ». Ce qui caractérise en effet les situations auxquelles se réfère ce terme, c'est précisément le fait que les victimes, à tort ou à raison, ne **perçoivent** pas une **intentionnalité** destructrice dans les processus qui les victimisent. Certaines formes de « violence structurelle » peuvent engendrer la peur (peur de la famine, par exemple) ; mais ce n'est pas une « peur instrumentale » : elle n'est pas manipulée par un agent particulier en vue d'obtenir quelque chose. La famine **menace** sans cesse, mais elle n'est pas utilisée **comme menace**. La contre-épreuve éclairante, dans ce cas, serait l'exemple d'une famine délibérément **voulue** pour faire céder un adversaire : par exemple, dans une ville assiégée, ou, plus récemment, dans certaine utilisation « stratégique » de l'**arme du blé**. La famine change alors totalement de signification, devenant une **arme**, une forme de violence directe (avec un acteur identifiable, et une victime à faire céder). La famine « ordinaire », si l'on peut se permettre cette désolante expression d'une réalité massive, est la conséquence, le « **sous-produit** », d'un système d'injustice et de privilégiés ; elle n'est pas voulue comme telle par les bénéficiaires et les responsables de ce système : ils seraient même probablement d'accord pour éliminer ces regrettables conséquences, si cela pouvait se faire sans mettre en danger leurs propres bénéfices, comme en témoigne le succès, dans nos pays, des

campagnes qui font appel à la « générosité » pour soulager les misères du Tiers-Monde, mais se gardent bien de remettre en cause les structures d'inégalités.

Les phénomènes que l'on voudrait analyser comme « violence structurelle » n'ont pas non plus, en ce qui concerne la prolifération, les mêmes conséquences que la violence directe. Si un pays voit un million de ses citoyens tués par une famine, cela n'a pas du tout les mêmes conséquences proliférantes que si le même nombre de personnes sont tuées dans une guerre. Encore une fois, cela ne veut pas dire que les uns soient moins « victimes » que les autres, ni que la famine soit moins scandaleuse que la guerre : cela veut dire simplement que les processus sociaux, politiques, économiques en jeu dans l'un et l'autre cas sont de nature très différente, tant dans leurs causes que dans leurs conséquences.

Quelques remarques pour conclure.

Nous nous posons en commençant la question : que décidons-nous d'appeler violence ? Après ces quelques réflexions, la question reste entière. Je ne sais toujours pas définir positivement ce qui est violence et ce qui ne l'est pas ; mais il m'a semblé possible de repérer ici deux critères négatifs, deux **limites** : il me paraît difficile d'analyser comme violences des actes et des situations où l'on ne peut repérer ni menace ni prolifération. Il y aurait sûrement d'autres critères négatifs que l'on pourrait cerner de la même manière et qui permettraient d'arriver à un usage moins flou du mot « violence ».

Il serait utile, dans le même temps, de nous demander pourquoi nous éprouvons une certaine réticence à l'idée de **restreindre** le champ d'application du concept de violence. Au fond, la question est de savoir pourquoi, depuis quelques années, le besoin s'est fait sentir de baptiser « violence » tout ce contre quoi nous avons envie de lutter. S'il y a dans le monde des injustices et des oppressions,

pourquoi ne pas les appeler simplement « injustices » et « oppressions », et les analyser comme telles ? Pourquoi avons-nous l'impression qu'en les dénonçant, en plus, comme « violences » nous rendons notre dénonciation plus vigoureuse ? J'avance à ce sujet une hypothèse : peut-être restons-nous prisonniers du mythe manichéen qui veut que, face au camp des « bons » (dont nous sommes, bien sûr), il n'y ait finalement qu'un seul ennemi. Baptiser d'un même terme tout ce contre quoi nous voulons lutter, guerres et injustices, excès de pouvoirs et aliénations idéologiques, contrôle social et terrorisme nucléaire, etc, c'est affirmer qu'en dernière analyse les mêmes « forces du mal » sont à l'œuvre derrière chacun de ces phénomènes, c'est se donner l'illusion réconfortante qu'en luttant contre l'un (car on ne peut pas tout faire !) on lutte aussi contre les autres... C'est encore une fois le rêve de la « lutte finale ».

Or rien n'est moins sûr aujourd'hui. L'hydre a plusieurs têtes, mais qui nous prouve qu'elles sont têtes d'un même corps ? Il nous faut peut-être réapprendre l'humilité des combats partiels : savoir qu'en luttant contre l'arme nucléaire, nous ne faisons probablement rien contre l'injustice du système économique international ; savoir qu'en luttant pour les droits de l'homme en Argentine ou en URSS, nous ne faisons rien pour l'abolition de la guerre ; savoir qu'en luttant contre le « contrôle social » envahissant de l'Etat moderne, nous ne faisons rien pour nous protéger de l holocauste nucléaire, etc... Mais si la violence perd ainsi son caractère de rassembleur de toutes les négativités, la non-violence, par contre-coup, redevient ce qu'elle n'aurait jamais dû cesser d'être : une réponse spécifique à un problème spécifique, celui de la violence directe, et non la synthèse de toutes les positivités, le nouveau « sens de l'Histoire ». C'est une manière **particulière** de gérer les conflits, qui essaie notamment de briser la prolifération dans l'oeuf, en tenant à l'écart tous les outils qui engendreraient peur et menace. Mais elle n'offre pas, par elle-même, de solution aux problèmes de la répartition mondiale des ressources, même si les non-violents peuvent avoir, sur ce point, des préférences marquées pour des valeurs de justice et d'égalité. Il faut nous habituer à analyser

pour eux-mêmes chacun des problèmes, petits ou grands, auxquels nous sommes confrontés, sans vouloir établir trop vite des passerelles.

Depuis des siècles, tous ceux qui ont cherché à diminuer le niveau de violence ouverte entre les hommes se sont heurtés, parfois douloureusement, à la difficulté de concilier leur volonté de Paix avec les exigences de la Justice. On sait que la paix sociale peut recouvrir et perpétuer des injustices criantes, et la paix internationale la domination tranquille des impérialismes ; on sait aussi que bien des combattants pour la justice ont cru n'avoir d'autres recours que les armes de la violence. Si nous cherchons à développer et faire connaître des techniques de lutte non-violente, c'est bien précisément pour sortir de ce difficile dilemme qui oppose la Paix à la Justice. Je crains que la notion

de « violence structurelle » ne soit une tentative d'escamoter le dilemme au lieu de l'affronter : réunir sous un même terme, « violence », à la fois les actes violents et les situations d'injustice, c'est réduire un peu facilement leurs différences, voire leurs oppositions. Il n'y a plus qu'un seul ennemi, les violences (directes et structurelles). Corrélativement, il n'y a plus qu'une seule valeur, la Paix, qui absorbe la Justice. On se souvient en effet que Galtung définit la « Paix positive » comme « l'absence de violence directe et structurelle ». Il me paraît plus sain, quoique moins consolant, de restituer chacune de ces deux valeurs comme objectifs de nos actions, au lieu de nier, par l'artifice d'une dénomination commune, qu'elles sont très souvent en conflit. Si la non-violence est si difficile à inventer, c'est bien parce que le dilemme existe, et qu'il résiste à toute tentative de le résoudre seulement par un jeu de mots.

les points de diffusion d'ANV

01210 FERNAY-VOLTAIRE
ERE LIBRE - 1 bis, ruelle des Jardins

12000 RODEZ
MAN (Jean Maurel) - 17, rue de Paraire
MAISON DE LA PRESSE - rue du Touat
MAISON DU LIVRE - impasse des Maçons

12100 MILLAU
Librairie RAMOND - boulevard de l'Ayrolle
LE CUN - route de Saint-Martin

13006 MARSEILLE
L'ODEUR DU TEMPS - 6, rue Pastoret

13100 AIX-EN-PROVENCE
Librairie QUOTIDIENNE - 5, rue du Felibre-Gaut.
Librairie de l'UNIVERSITE - 12 a, rue de Nazareth.

14 CAEN
LA LICORNE - 26, rue Froide
MAN CAEN - « La Muance », 35, rue de Boyeu.

16100 COGNAC
LE TEXTE LIBRE - 17, rue Henri-Fichon

21000 DIJON
CENTRE D'ANIMATION AUTOGESTIONNAIRE -
12, rue Chaignot.

22000 SAINT-BRIEUC
Librairie du CHAMP DE MARS - 11, rue Saint-François
MAISON DE LA PRESSE - rue Saint-Guillaume.

24000 PERIGUEUX
LES FLEURS DU MAL - 17, avenue Georges-Pompidou

25000 BESANÇON
MAN, 53, rue Battant

26000 VALENCE
LE BOUQUIN - 24, Grande-Rue.

29000 QUIMPER
CALLIGRAMMES - 18, rue E.-Fréron

31400 TOULOUSE
« 103 » - 39, rue Peyrollières

35000 RENNES
AU MONDE EN MARCHE
MAISON D'INFORMATION POUR LA NON-VIOLENCE
32, rue Saint-Malo

35300 FOUGERES
MAISON DE LA PRESSE - boulevard du Général-Leclerc
38000 GRENOBLE

LA DERIVE - 10, place Sainte-Claire.
Librairie NOTRE-DAME - 10, place Notre-Dame
Librairie PAILLET
POISSON SOLUBLE - 13, rue Raoul-Blanchaud
Librairie de l'Université, 2, place Léon-Martin

38200 VIENNE
LUCIOLES - rue des Clercs
42000 SAINT-ETIENNE

Librairie ANTIBROGE - rue Etienne-Mimard
ART ET LITTERATURE - 14, rue Gambetta
CULTURE ET FOI - 20, rue Berthelot
Librairie de PARIS - 6, rue Michel-Rondet
Librairie PLAINE - 27, avenue de la Libération
UTOPIA - 7, rue Camille-Collard

42400 SAINT-CHAMOND
Librairie BORDRON - 50, rue de la République

42700 FIRMINY
Librairie VICHERD - 39, rue Jean-Jaurès

44000 NANTES
LIBRAIRIE 71
45000 ORLEANS
MAN - 50, rue d'Illiers
LA CAPOTIERE - 49, rue des Carmes

45200 MONTARGIS
MAN - 20, rue du Devidet
48000 MENDE
MAISON DE LA PRESSE - rue de la République

50100 CHERBOURG
GRANV
57000 METZ
Librairie GERONIMO - 31, rue du Pont-des-Morts

59100 ROUBAIX
MAN-NORD C/o E. POIRRIER - 41, rue Drouot
60100 CREIL
Librairie 94 - 94, rue de la République
60200 COMPIEGNE
DES LIVRES ET VOUS - 12, rue Saint-Antoine
62110 HENIN-BEAUMONT
AMIS DE LA TERRE - 235, avenue Roger-Salengro
67000 STRASBOURG
ONDE ET RIVES - 12, rue de l'Académie
68000 COLMAR
Librairie HUFFEL - 3, rue Prêtres
69000 LYON
Librairie ULTHAR - rue Sainte-Marie-des-Terreaux - 1^{er}
LES 4 SAISONS (épicerie écologique) - rue Chavanne (1^{er})
Librairie DECITRE - 6, place Bellecour - 2^e.
Librairie des EDITIONS OUVRIERES - 9, rue Henri-IV - 2^e.
MAISON DE LA PRESSE DE LYON - 68, rue de la République - 2^e.
Librairie des NOUVEAUTES - 26, place Bellecour - 2^e.
LA PROUE - 15, rue Childebert - 2^e.
Librairie Saint-Paul - 8, place Bellecour - 2^e.
LE SOLEIL - 210, rue de Créqui - 3^e.
CADENCE - 62, rue Saint-Jean - 5^e.
FEDEROP - 38, rue du Doyenné - 5^e.
Librairie CLASSIQUE - 42, avenue de Saxe - 6^e.
Librairie PRESENCES - cours Lafayette - 6^e.
Librairie RENAISSANCE - 32, cours F.-Roosevelt - 6^e.
LA GRYFFE - 5, rue Sébastien-Gryphe - 7^e.
69500 BRON
Librairie LYON II
MAISON DE LA PRESSE DE BRON - 148, av. F.-Roosevelt
74300 CLUSES
CEDILLE - 3, rue de l'Eglise
Librairie - place de la Mairie.
75000 PARIS
PARALLELES - 31, rue Saint-Honoré - 1^{er}
Librairie de VALOIS, 25, rue de Valois - 2^e
LA PROCURE - 3, rue de Mezières - 6^e

ARTISANS DU MONDE - 20, rue Rochechouart - 9^e
MAN - Paris - 18, rue V.-Massé - 9^e
MONTHOLON-SERVICE - 26, rue de Montholon - 9^e
ATMOSPHERE - 5-9, rue Francis-de-Pressensé - 14^e
L'HERBE ROUGE - 1 bis, rue d'Alesia - 14^e
CHAPELLE ST-BERNARD - 34, place Raoul-Dautry - 15^e
Librairie ECRITURES - 218, avenue de Vereilles - 16^e
76000 ROUEN
Librairie RENCONTRES - 102, rue Saint-Hilaire
76600 LE HAVRE
MAN - 62, rue Général-Sarrail
78380 BOUGIVAL
Librairie du CORMIER - 1, rue Claude-Monet
79100 THOUARS
AU BLE VERT - 55, rue Saint-Médard
79370 CELLES-SUR-BELLE
CENTRE PROTESTANT DE L'OUEST
81100 CASTRES
Librairie RENCONTRES - 36, rue de l'Hôtel-de-Ville
86000 POITIERS
Librairie PERGAME - 188, Grande-Rue
90000 BELFORT
Librairie des Œuvres - 18, fg de Montbéliard.
BELGIQUE
1040 BRUXELLES
Mouvement des Chrétiens pour la Paix - Ch^e Saint-Pierre, 141
1000 BRUXELLES
Librairie LA BORGNE AGASSE - 45, rue Saint-Jean
SUISSE
1201 GENEVE
Librairie QUE FAIRE - 1, place des Grottes
1202 GENEVE
KYOSQUE du Boulevard (Coop. du C.R.E.P.), 13, bd Favon
1012 LAUSANNE
CENTRE MARTIN LUTHER KING - Bethusy 56

Réédition - mise à jour

du n° 34 d'ANV (15 f)

DÉSOBÉISSANCE CIVILE

Le droit de désobéir - Apprendre à l'organiser collectivement contre tous les arbitraires.

Au sommaire - La force de désobéir - La désobéissance civile à travers l'histoire - La désobéissance civile et le droit - Table ronde avec des juristes - Nous sommes tous des dissidents - Désobéissance civile pour le Larzac - La grève de la faim - La recherche sur la paix.

numéros en projet

N° 39 : LUTTER SANS ARMES

N° 40 : FEMMES ET VIOLENCES

Directeur de Publication : Ch. DELORME
Dépôt légal : 4^e trimestre 1980.

Commission paritaire n° 54826
Imp. Reynaud, 10, rue du Soleil, Saint-Etienne

A nos lecteurs

Abonnez-vous... Réabonnez-vous

avant le 1^{er} décembre 1980.

Le papier, les tarifs postaux, l'impression... augmentent

A.N.V. est obligé de relever ses tarifs

— dès maintenant : prix au numéro : 15 F

— au 1-12-80 : abonnement ordinaire : 60 F

étranger : 75 F

soutien : 90 F

Il est capital pour ANV que de nombreux lecteurs choisissent le tarif de soutien.

Nous sommes toujours heureux d'avoir un mot de critique, de suggestion ou d'encouragement de votre part. Merci.

L'équipe de rédaction.



bulletin d'abonnement :

à renvoyer à A.N.V., 3, rue Dumenge, 69004 Lyon.

Je désire m'abonner pour un an (quatre numéros) à partir du numéro

NOM :

Prénom :

ADRESSE :

Je désire également recevoir ces anciens numéros :

Ci-joint le règlement par CCP (2915-21 U Lyon), chèque, timbres.

Abonnement : 60 F

Etranger : 75 F

Soutien : à partir de 90 F

alternatives non violentes

3, rue Dumenge
69004 LYON

COMITE D'ORIENTATION

Jacques-Yves BELLAY
Guy BOUBAULT
Michel de CERTEAU
Yves-Bruno CIVEL
Pierre FABRE
Roger GARAUDY
Patrick GIROS
Jacques MARCHAND
Christian MELLON
Jean-Marie MULLER
Hervé OTT
Laurent SAMUEL
Marlène TUNINGA
Jean VAN LIERDE
Anne-Marie de VILAINE
Paul VIRILIO
Patrick VIVERET

COMITE DE REDACTION

Béatrice ARNOULD
Lydie BONNET
Christian DELORME
Thérèse VIAL-MANNESSIER
Jacques SEMELIN

DIRECTEUR DE PUBLICATION

Christian DELORME

REDACTEUR EN CHEF

Jacques SEMELIN,
15, rue du Commerce, 75015 PARIS

sommaire

	Pages
Editorial : la fessée et la guerre - Jacques Semelin	1
L'INCONSCIENCE DE LA VIOLENCE - Paul Virilio	4
La charrette des condamnés à vivre (Paul Virilio) - Vous êtes des pas grand chose... (collectif d'ouvriers) - Police : scènes de genre dans le 13 ^e (Gilles Millet) - Le prisonnier et le temps qui passe	6 à 18
PAYSAGES DE VIOLENCES -	
Un dialogue Michel Bosquet - Serge July	19
Viol(ence)s (Marie-Béatrice - Françoise Chen) - Le dernier verre (Pierre-Marie Doutrelant) - La dictature des objets (Jacques Semelin)	28 à 35
COMMENT RITUALISER NOTRE AGRESSIVITE ?	
Un entretien avec Denise Van Caneghem	36
Suicides à la chaîne (Pierre Vilain) - Ces cités qu'on ne veut pas voir (Huguette Belair) - Le vol de nos mémoires (Jacques-Yves Bellay)	48 à 57
EDUCATION : FAUSSE VIOLENCE ET VRAIE MUTILATION	57
Anne-Catherine Bisot. Fugue ou disparition ? (Patrick Giros) - Un enfant perdu ou un délinquant ? (Mme Gabrielle - Patrick Giros)	66 à 70
UNE INFLATION A MAITRISER : LE MOT « VIOLENCE »	71

**Numéro 38
Septembre 80**